

Famines africaines

ALORS que les grands pays développés livrent de coûteuses batailles de subventions pour écouler leurs excédents céréaliers, l'Afrique n'en finit pas de se débattre avec le spectre de l'insécurité alimentaire. Cette année encore, malgré une amélioration sensible des récoltes dans certaines parties du continent (au Sahel en particulier), il faudra des aides d'urgence pour l'Éthiopie, le Soudan, le Sénégal, la Sierra-Léone et le Libéria, et même pour le Zaïre. Guerres civiles, déplacements massifs des populations, sécheresse, telles sont les causes invoquées par la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) dans son rapport annuel pour expliquer les carences africaines.

Il existe aussi d'autres raisons, à commencer par l'incapacité des États à assurer, en leur sein, la répartition de la production entre les régions de déficit et les zones de surplus, qui sont parfois séparées les unes des autres d'une cinquantaine de kilomètres à peine, mais isolées faute de routes ou de moyens de transport. En Éthiopie, où les besoins d'aide alimentaire sont estimés à 290 000 tonnes en 1992, l'amélioration de la production dans le Nord ne pourra venir contrebalancer le déficit enregistré dans le Sud.

L'AFRIQUE n'est pas, comme on le croit trop souvent, un vaste espace où rien ne pousse, seulement destiné à absorber le trop-plein des agricultures « industrielles » du Nord. Le continent n'a pas su en revanche organiser, à l'échelon régional ou sous-régional, des marchés créateurs susceptibles de remplir la condition première d'une activité économique fondée sur l'échange : rapprocher une offre disponible d'une demande solvable et identifiée. Si les famines subsistent ça et là en Afrique, la responsabilité en revient pour l'essentiel aux hommes et non aux éléments naturels.

Au Soudan, le pouvoir central - musulman - a dissimulé pendant plusieurs mois la situation de malnutrition aiguë qui frappait les populations animistes et chrétiennes du Sud. Nombre d'experts des questions alimentaires en Afrique considèrent qu'il existe des victimes « déguisées » de la famine, pour des raisons d'appartenance ethnique ou religieuse, de sexe ou d'âge (les femmes et les enfants sont souvent plus exposés). Il est difficile, dans ces conditions, d'invoquer la fatalité.

L'AGRICULTURE de l'Afrique subsaharienne continue en outre de souffrir d'une politique inappropriée de grands projets d'irrigation, aussi onéreux qu'inefficaces. Le secteur vivrier a trop longtemps été négligé au profit des cultures d'exportation (café, cacao, coton, arachide), dont les cours mondiaux se sont effondrés. Les gouvernements, soucieux de pourvoir à l'alimentation des villes, ont mené des politiques de prix bas, décourageantes pour les paysans.

Enfin, l'agriculture africaine attend toujours sa « révolution verte », une diffusion du progrès technique et agronomique qui lui permettrait à la fois d'accroître ses rendements et d'acclimater des variétés de céréales appropriées aux régions tropicales. On utilise sur ce continent moins de 10 kilos d'engrais par hectare, contre 230 kilos en Europe... Or l'agriculture africaine - comme la démocratie - a besoin, si l'on ose dire, de monter en grain pour éliminer une insécurité alimentaire qui a trop duré.

M0146 - 0120 0 - 6 00 F



Après les critiques virulentes de cinq mille officiers réunis au Kremlin

M. Eltsine s'engage à prendre en compte les doléances des cadres de l'ex-armée rouge

Plus de cinq mille officiers de l'ex-URSS ont réclaté, vendredi 17 janvier à Moscou, le maintien de forces armées unies et des assurances sur l'avenir matériel des hommes qui les composent. Ils s'étaient réunis au Kremlin, à la demande du « commandement unifié » des forces armées de la Communauté des États indépendants, et en présence des seuls présidents des Républiques de Russie et du Kazakhstan. Devant les critiques virulentes, M. Boris Eltsine s'est engagé à prendre en compte les doléances des officiers.

« Notre patience n'est pas infinie »

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Militaires, sauvez le peuple! », « Vive l'armée rouge! », « Hissez à nouveau le drapeau rouge! ». C'est devant les banderoles brandies par un millier environ d'organisations patriotiques - non donné ici aux partisans les plus virulents de l'ordre ancien - que cinq mille officiers de l'ex-armée rouge se sont réunis, vendredi 17 janvier, dans la grande salle du Palais des congrès du Kremlin et ont ouvert un cahier de doléances long comme un jour sans pain.

Jadis choyés à l'intérieur des frontières de l'empire et craints à l'extérieur, les officiers ont exprimé leur désarroi, leur colère parfois, devant une situation qui leur échappe complètement. « On m'a

privé de patrie », déclara ainsi un colonel, résumant par ce cri du cœur le sentiment dominant des officiers présents.

Les participants, dont les débats sont retransmis en direct à la télévision, expriment d'entrée de jeu leur mauvaise humeur lorsqu'ils constatent que seuls deux chefs d'État de la CEI - le Russe Boris Eltsine et le Kazakh Noursoultan Nazarbayev - sont présents. Ne leur avait-on pas annoncé la venue des dirigeants des autres Républiques désormais indépendantes, et notamment celle du numéro un ukrainien, Leonid Kravtchouk?

« Leur absence est une provocation », lance alors un officier de marine qui propose un « sit-in » ininterrompu jusqu'à l'arrivée, « dans un jour ou dans une semaine », des impétrants. « On

nous trompe toujours », déclare un artiller. La coupe semble pleine lorsqu'un officier lit un message envoyé par les représentants des divisions parachutistes basées en Lituanie : « Si vous ne vous occupez pas de nous, nous le ferons nous-mêmes, avec nos capacités professionnelles ». La menace est claire. Le maréchal Evgueni Chapouchkov, commandant des forces armées de la CEI, prend alors la parole et adresse un avertissement très net à ceux qui auraient caressé l'intention de transformer cette assemblée en une amorce de pronouciamento. « Souvenez-vous que ceux qui se sont opposés au président ont été aujourd'hui à Makhachkala-Tchikna [la prison de Moscou], lance-t-il.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Lire la suite page 4

Divergences entre M. Chirac et M. Giscard d'Estaing

L'opposition est partagée sur les moyens de s'unir

MM. Chirac et Giscard d'Estaing ont réaffirmé, samedi 18 janvier, chacun à sa façon, leur volonté de renforcer l'union de l'opposition. Le premier a demandé que soit arrêté « définitivement » le système des primaires destiné à désigner un candidat commun à l'élection présidentielle, le second a relancé l'idée d'une formation commune de l'opposition.



Lire nos informations page 7 et l'article d'OLIVIER BIFFAUD

Le soulagement de la Kabylie démocrate

Hostiles au FIS et au FLN, les « montagnards » ne sont pas mécontents du coup de force

BENNI-YENNI (Grande Kabylie)

de notre envoyé spécial

Pas difficile aujourd'hui de repérer la Kabylie : « En venant d'Alger, elle commence grosso modo là où s'arrêtent les militaires, racontent avec humour ses habitants. Nous, on n'a pas besoin d'eux : on se débrouille avec les gendarmes. Ici on vit en bonne intelligence les uns avec les autres. Il n'y a pas de rixes, de brûlés. La mosquée? Le bistrot? Tu fais ce que tu veux, tu y

vas ou tu n'y vas pas... » Si calme la Kabylie qu'un certain nombre d'officiers supérieurs y auraient mis au vert leurs femmes et leurs enfants, loin des « touffeurs » algérois. Si tranquilles ses montagnards tapissés d'oliviers et ses villages-forteresse que, comme au lendemain des troubles du mois de juin dernier, certains « frères » en détresse avec le pouvoir pourraient, en cas de coup dur, y trouver refuge. M. Mohamed Saïd, l'un des représentants de l'aile dure du FIS, n'est-il pas originaire d'AD-Si-

di-Athmal, dans la circonscription d'Ouacif, où le « parti de Dieu » a recueilli 146 voix au premier tour des élections législatives?

« Ici on est moins stressé qu'ailleurs », confie le coordonnateur du Front des forces socialistes (FFS) à Benni-Yenni, l'Algérie ne paraît plus être, pensent-ils, dans la tourmente islamique et, toutes affaires cessantes, les Kabyles s'activent avant la pluie, avec plus d'énergie que jamais, à la cueillette des olives. Comme on s'y attendait, la Kabylie a voté presque instinctive-

ment « démocrate ». Dans la wilaya (département) de Tizi-Ouzou, le FFS de M. Hocine AR Ahmed avait recueilli, le 26 décembre, plus de 60 % des suffrages exprimés et rallié douze sièges sur seize, devançant de très loin son frère ennemi, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de M. Saïd Sadi, qui avait obtenu moitié moins de voix.

JACQUES DE BARRIN

Lire la suite page 5

IBM dans le rouge

Pour la première fois, le numéro un mondial de l'informatique enregistre un déficit

IBM, le monstre sacré de l'informatique, est brutalement descendu de son piédestal. Pour la première fois de son histoire, les résultats du numéro un de l'informatique mondiale s'affichent en chiffres rouges : - 2,8 milliards de dollars, soit 15 milliards de francs; qui plus est, son chiffre d'affaires chute de 6,1 % pour atteindre 64,8 milliards de dollars (343 milliards de francs).

Certes, la récession et les difficultés vécues par l'ensemble des constructeurs informatiques expliquent en partie ces résultats. D'une façon générale, dans ce secteur, la baisse des investissements des entreprises n'a fait qu'alimenter la guerre des prix à laquelle se livrent depuis plusieurs années les constructeurs d'ordinateurs, laminant d'autant leurs marges. A tel point que même les constructeurs japonais devraient voir leur profit baisser à la clôture de leur prochain exercice fiscal, en mars prochain,

affirme le Nihon Keizai Shimbun, quotidien économique japonais repris par *01-Informatique*. En outre, comme pour tout marché arrivant à maturité, l'informatique se développe désormais à un rythme plus lent.

Mais IBM souffre aussi de maux qui lui sont propres. Il a pâti cette année de l'annonce tardive du lancement de machines haut de gamme, retardant certaines prises de commandes. Mais surtout IBM a sans doute péché par orgueil. Difficile d'être modeste lorsque l'on est depuis des années le premier de la classe. Conséquence : convaincu d'être depuis toujours et pour toujours le meilleur, IBM a vu venir avec retard un certain nombre d'évolutions technologiques : la micro-informatique hier, les stations de travail, les ordinateurs portables aujourd'hui.

ANNIE KAHN

Lire la suite page 17

Référendum prévu en Bosnie-Herzégovine

La République de l'ex-Yugoslavie se prononcera sur son indépendance page 3

Sept protestants tués en Irlande du Nord

L'attentat de l'IRA la plus meurtrière depuis 1988 page 4

Erato contrôlé par Time Warner

La marque de disques française gardera néanmoins son identité page 15

HEURES LOCALES

La Basse-Normandie

De grasses terres et de longues côtes ont longtemps suffi au bonheur des Normands, endormis par la richesse de leur terroir. Le réveil fut brutal, mais de nouveaux responsables ont profité de la décentralisation pour assurer le développement de leur région. Caen, Cherbourg ou Alençon sont fiers de leurs laboratoires et de leurs technologies de pointe.

Lire pages 10 et 11 l'enquête de THIERRY BRÉHIER

Le sommaire complet se trouve page 28

M. Raymond Barre au « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Raymond Barre, ancien premier ministre, invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL - le Monde », dimanche 19 janvier, de 18 h 30 à 19 h 30.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.906 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »

12, rue de Valenciennes
94852 IVRY CEDEX

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

Tél. : 40-65-25-25

DATES

Il y a cinquante ans

Heydrich annonce la « solution finale »

Le 20 janvier 1942, dans une villa cossue d'un faubourg de Berlin, à Wannsee, quinze hauts fonctionnaires du Reich se réunissent à midi sous la présidence de Reinhard Heydrich. Rien de moins spectaculaire, en apparence, que cette conférence de bureaucrates appartenant à tous les secteurs de l'Etat allemand qui siroient du cognac. Rien, si ce n'est l'objet même de la conférence : l'organisation administrative, technique et pratique de la mise à

trière. Là, parqués dans une sorte de réserve, sous le contrôle des SS, les juifs auraient servi d'otages, garants de la bonne conduite de leurs « camarades de race » américains. Mais la mondialisation du conflit et l'invasion allemande de l'URSS en juin 1941 changent les données du problème. « L'émigration, lit-on dans le protocole en trente exemplaires de la réunion de Wannsee rédigé par Heydrich et Eichmann, a désormais cessé la

placé à une autre possibilité de l'action des Einsatzgruppen montre que l'essentiel des ordres est donné oralement. Les historiens « fonctionnalistes » se font une représentation plus complexe du processus de décision à l'œuvre dans le III^e Reich. Pour eux, la destruction des juifs et la « solution finale » seraient typiques d'une structure de « chaos organisé » propre à l'Allemagne hitlérienne. Des initiatives localisées auraient fini par être mises en forme par l'administration nazie, et la volonté du Führer aurait été la conséquence

de l'échec de la Blitzkrieg allemande en Russie et du piétinement de l'offensive à l'automne 1941. A la victoire-déclat contre l'URSS se serait ainsi substituée une autre « victoire », une victoire contre les juifs, hommes, femmes et enfants.

Quoi qu'il en soit, en juillet 1941, Goering a chargé par écrit Heydrich d'organiser la « solution complète » de la question juive.

Le 23 octobre 1941, Himmler interdit toute émigration des juifs hors de la sphère contrôlée par l'Allemagne : la nasse s'est refermée sur eux. A la fin de 1941, plus d'un million de juifs ont été massacrés. Fin 1941, on commence aussi à construire des sites de concentration en haute Silésie, et déjà, à Chelmo (Kulmhof), roulent les camions de la mort.

La conférence de Wannsee, qu'on en fasse quel que soit le stade dans le processus ou la remise en ordre d'une sanglante anarchie, représente le franchissement d'un seuil dans une destruction d'ores et déjà entamée. La prise en main du « problème » par l'administration du Reich signifie que l'extermination des juifs ne souffrira désormais aucune exception et ne s'arrêtera devant aucune conséquence.

Dans le discours d'ouverture que prononce Heydrich, il est explicitement notifié que la « question juive » ne doit plus se poser aux générations suivantes. « Il ne s'agit pas, dit Heydrich, qu'une grande

Plus d'asile possible

Face à un ennemi implacable, les victimes n'ont plus d'asile possible. Sinistrement symbolique est la tragédie du cargo *Sirina*, coque de noix bondée de réfugiés juifs de Roumanie, que les Anglais refusent d'admettre en Palestine et qui explose en mer Noire le 24 février 1942 avec 768 passagers à bord. En Pologne, les services de propagande allemande notent, au début du printemps 1942, que les demandes de baptême se multiplient dans la population juive, tandis que les premiers témoignages de gavage en masse parviennent aux dirigeants des communautés.

Le chef adjoint de l'Armée de l'intérieur - la résistance polonaise clandestine dirigée depuis Londres - le général Tadeusz Komorowski, rapporte qu'il possède en ce même printemps 1942 des informations complètes sur ce qui se passe dans le camp de Chelmo. A l'automne 1942, les victimes n'ignorent plus le sort qui les attend : « Une juive de dix-sept ans, dit un rapport allemand de Lublin, s'est présentée devant le

NICOLAS WEILL

► A lire : Raul Hilberg, *La Destruction des juifs d'Europe* (Fayard, 1988) ; Philippe Burrin, *Hitler et les juifs, genèse d'un génocide* (Seuil, 1989). A paraître en mars 1992 : *Déportation et génocide entre mémoire et oubli* (Plon) d'Annette Wieviorka. Le Centre de documentation juive contemporaine, au mémorial du Martyr juif à Paris, possède une des meilleures bibliothèques d'archives sur ce sujet. Un musée est ouvert, le 19 janvier dans la maison où se tint la conférence de Wannsee (Haus der Wannsee-Konferenz Am Grossen Wannsee W-1000 Berlin 39).



Reinhard Heydrich, peu de temps avant son assassinat en 1942

mort de tous les juifs d'Europe. Cette rencontre de secrétaires d'Etat, qui dura environ une heure et demie, était prévue d'abord pour le 9 décembre 1941, puis avait été repoussée pour cause d'entrée en guerre imminente des Etats-Unis. Le 20 janvier 1942 donc, c'est avec enthousiasme que les quinze participants programment la mort des 11 millions de juifs dénombrés par eux sur le Vieux Continent (Angleterre et Espagne inclus). A Wannsee, c'est une action à long terme qui se trace, d'une portée historique inouïe, et non plus un pogrom ni une opération punitive à grande échelle.

A l'ordre du jour de cette réunion classée « affaire secrète du Reich » : la « solution finale ». Finale, un adjectif qui a cours depuis décembre 1939 à l'Office central de sécurité du Reich (RSHA), organisme à cheval entre la police et le parti nazi chapeauté par Heydrich. Un adjectif typique de la stratégie de l'euphémisme et de la langue de bois SS. Comme le confirme l'un des invités de Wannsee, Klopfer, on ne faisait jamais mention des assassinats de masse dans les documents officiels.

Si Heydrich a convoqué ce jour-là les responsables concernés par cette « solution finale », c'est d'abord pour montrer aux autres ministères qu'il est, sur cette question, le seul maître à bord, après Himmler et Hitler. C'est aussi, comme le dira Eichmann (qui dirige la section IV-B-4 du RSHA chargée de « l'évacuation des juifs ») à son procès de Jérusalem en 1961, afin de « mouler » les diverses branches de l'Etat hitlérien. A la surprise ravie de Heydrich, aucune ne lui marchandait ni son adhésion ni sa coopération.

La conférence de Wannsee

Pourtant, à l'heure où débute la conférence de Wannsee, le processus de destruction physique des juifs d'Europe est déjà en marche. Les nazis, qui n'ont aucun goût pour l'idéal sioniste, ont certes caressé un moment d'idée d'expédier les juifs à Madagascar. C'est ce qu'on appelle la « solution territoriale », prévue d'ailleurs (qu'on songe au transport de millions d'hommes !) pour être très meur-

solution : l'évacuation des juifs vers l'Est, solution adoptée après accord du Führer.

La datation précise de cette décision de Hitler fait, depuis plusieurs années, l'objet d'un débat qui divise les spécialistes.

Ni les uns ni les autres ne contestent que l'antisémitisme ait joué un rôle central dans la conception hitlérienne du monde. Les menaces de mort que Hitler profère contre les juifs s'étaient dans *Mein Kampf*. Et avant même le déclenchement de la seconde guerre mondiale, Hitler n'a pas fait mystère de ses desseins : en cas de guerre mondiale, prophétise-t-il devant le Reichstag, le 30 janvier 1939, le résultat ne serait pas « la victoire du judaïsme, au contraire, ce serait l'extermination de la race juive en Europe ».

L'ordre n° 21

Pour l'école « intentionnaliste », qui, dans la suite du procès de Nuremberg, voit dans les crimes de l'Allemagne nazie le résultat d'une conspiration méthodique, le projet de Hitler est palpable dès 1940. Ainsi, un ordre n° 21, signé de sa main le 12 décembre 1940, stipule que « les territoires occupés devront être assurés contre les surprises ». Cette phrase sibylline, commente le maréchal Keitel, chef de l'OKW, signifie que la sécurité à l'arrière du front est confiée aux troupes SS commandées par Himmler, et notamment aux Einsatzgruppen, ces commandos mobiles d'un effectif d'environ trois mille hommes qui suivent de très près l'avancée allemande en URSS et qui font la chasse aux juifs systématiquement.

Une directive de la Gestapo de Berlin, du 17 juillet 1941 - et concernant l'action de ces commandos dans les camps de prisonniers - leur enjoit par écrit de liquider purement et simplement « tous les juifs » (Alle Juden) qu'ils y trouveront. L'un d'eux, le Einsatzgruppe A, fusille, entre le 22 juin 1941 et le 1^{er} février 1942, 234 888 personnes. Plus de 95 % de ces victimes sont juives. L'ordre n° 21 tiendrait lieu, en somme, d'ordre écrit du Führer. Dans l'univers nazi, les documents écrits ont d'ailleurs moins pour fonction d'informer que d'investir celui qui les détient d'un pouvoir.

"GRAND JURY"
RTL - Le Monde

RAYMOND

BARRRE

ANIMÉ PAR
HENRI MARQUEAVEC ANDRÉ PASSERON
ET DANIEL CARTON (LE MONDE)
RICHARD ARZT
ET JEAN-YVES HOLLINGER (RTL)18 H 30
DIMANCHE
EN DIRECT
SUR

RTL

مكتبة الأصل

ÉTRANGER

• Le Monde • Dimanche 19 - Lundi 20 janvier 1992 3

Le sort des Républiques de l'ex-Yougoslavie

La Bosnie-Herzégovine se prononcera par référendum sur son indépendance

Le président de Bosnie-Herzégovine, M. Alija Izetbegovic, a annoncé vendredi 17 janvier qu'un référendum sur la souveraineté de cette République sera organisé

sous contrôle international. La date devrait être fixée lors d'une session du Parlement bosnien, le 24 janvier. D'autre part, des contacts ont lieu actuel-

lement entre Zagreb et les dirigeants serbes et croates de Bosnie-Herzégovine pour éviter que le conflit ne s'étende à cette République.

Une poudrière ethnique menacée d'explosion

ZAGREB

de notre envoyé spécial

Véritable poudrière par sa composition démographique - 44 % de musulmans y vivent aux côtés de plus de 30 % de Serbes et de plus de 20 % de Croates -, la Bosnie-Herzégovine est pratiquement devenue « la plus grande caserne du monde », étant donnée la concentration de troupes qu'elle héberge. Cette République est aujourd'hui considérée dans la capitale croate comme détenant la clé du conflit.

Dans les milieux dirigeants de Zagreb, on pose la question de sa viabilité dans l'hypothèse où elle accéderait à l'indépendance, et l'on déclare que le tout nouvel État de Croatie « n'oubliera pas » les Croates de Bosnie-Herzégovine, particulièrement ceux qui vivent dans les régions limitrophes d'Herzégovine de l'ouest.

Si les Serbes - qui se sont proclamés « République serbe de Bosnie-Herzégovine » - poursuivent leur « politique d'agressivité » en Bosnie, dont « une partie pour cent du territoire est sous occupation serbe », et si la situation s'aggrave, nous serons, bien entendu, obligés de protéger les Croates en Herzégovine de l'ouest, où se trouve, sur le plan démographique, la partie la plus pure de la Croatie. Quatre-vingt dix-neuf pour cent (des habitants) y sont croates », nous a déclaré, vendredi 17 janvier, l'un des plus proches conseillers du président Franjo Tudjman, M. Hrvoje Sarinac.

« Les maires de nombreuses communes d'Herzégovine de l'ouest sont venus ici, chez le président Tudjman, et ont dit qu'ils allaient proclamer leur appartenance à la Croatie », ajoute M. Sarinac. Vous pensez comme il est dur pour le président Tudjman de leur dire : Ne faites pas cela. (...) M. Tudjman les a calmés et leur a promis qu'on ne les oublierait pas ; il leur a expliqué que, pour l'instant, cela créait une situation politique



général pour eux et pour la Croatie. Pour le moment, notre priorité absolue, c'est la paix en Bosnie-Herzégovine.

M. Sarinac affirme que les autorités croates ne partagent pas les vues expansionnistes des « extrémistes » et qu'elles réclament une solution, supervisée internationalement, qui garantirait aux Croates de Bosnie « tous leurs droits et l'égalité avec les deux autres peuples ». Il insiste toutefois : « Si l'agressivité de la Serbie en Bosnie continue et si elle a la bénédiction du monde occidental, la Croatie devra prendre des mesures concrètes pour protéger le peuple croate vivant en Herzégovine de l'ouest », qui représente le « flanc » de la Croatie. Le gouvernement de Zagreb n'a pas jusqu'à intervenu militairement, assure-t-il, mais « on pourrait éventuellement céder » aux maires de cette région qui ont demandé leur rattachement à la Croatie.

Toutefois, des contacts ont actuellement lieu entre Croates et Serbes. Les derniers en date se sont déroulés mardi dernier à Zagreb, selon des informations circulant dans la capitale croate et qui font état d'une rencontre entre le président Tudjman et des dirigeants serbes ainsi que croates de Bosnie. « On parle, explique M. Sarinac, un homme politique réaliste doit négocier, il doit parler, il doit avoir des contacts ; nous en avons. » « Nous les écoutons ; les Serbes nous ont fait un certain nombre de propositions. Au stade actuel nous sommes en pleine théorie, mais nous allons continuer ; nous écoutons leurs propositions », ajoute-t-il.

Si la Croatie, pas plus que la Slovaquie ni la Communauté européenne, n'a reconnu l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, c'est, explique encore le conseiller du président Tudjman, pour se garder la possibilité de poursuivre les négociations avec les Serbes.

Libérer les régions occupées de Croatie

Pour le moment, sa « grande bataille », la Croatie compte la mener « pour libérer chaque centimètre carré » de son territoire, c'est-à-dire pour obtenir le rétablissement de l'autorité de Zagreb sur les régions conquises par l'armée serbo-fédérale et les milices serbes (30 % environ de son territoire). Elle compte pour ce faire sur l'arrivée, « le plus rapidement possible, de dix à douze mille « casques bleus » dans les régions de

crise ». Parallèlement, poursuit M. Sarinac, « l'armée serbe » doit quitter le territoire croate, en application du plan proposé par le représentant de l'ONU, l'ancien secrétaire d'État américain Cyrus Vance. Ensuite - et il s'agit d'un « impératif » aux yeux des dirigeants croates - les réfugiés doivent pouvoir rentrer chez eux, « de manière à rétablir la situation démographique telle qu'elle était avant l'occupation ».

Mais si les dirigeants de l'enclave de la Krajina (région à peuplement serbe qui a déclaré son « autonomie » vis-à-vis de Zagreb) persistaient dans leur refus de laisser entrer les « casques bleus » ? Les Américains, répond M. Sarinac, nous ont fait savoir qu'ils avaient reçu du président de Serbie, M. Slobodan Milosevic, l'assurance qu'il allait régler le problème avec son allié d'hier, M. Babic, le leader serbe de Krajina. Or ce dernier campe jusqu'à maintenant sur ses positions malgré les nombreuses interpellations épistolaires et publiques de M. Milosevic.

Scepticisme à Zagreb

D'un autre côté, toujours selon M. Sarinac, l'ancien ministre fédéral de la défense, le général Veljko Kadijevic, aurait assuré que si une solution politique n'était pas trouvée à l'opposition de M. Babic, une « solution militaire » serait mise en œuvre. Enfin, à deux reprises lors de conversations avec le président Tudjman, M. Milosevic a insisté sur le fait que la Serbie n'avait aucune prétention territoriale sur la Krajina, rapporte M. Sarinac. En tout état de cause, « le territoire croate ne sera pas négocié ; pas un millimètre », affirme-t-il, prenant le contre-pied des récentes déclarations du ministre croate des affaires étrangères, M. Zvonimir Sesarovic, qui avait évoqué la possibilité, après que la paix aura été rétablie, de négociations en vue de « légères modifications de frontières » (Le Monde du 16 janvier).

Dans les milieux serbes de Zagreb, on se montre sceptique sur la possibilité, pour les Croates, de récupérer pacifiquement, à la faveur de la présence des « casques bleus », les territoires qu'ils ont perdus au cours des derniers mois. Une telle récupération « ne sera pas possible sans la guerre », estime ainsi un membre du Forum démocratique serbe, mouvement formé d'intellectuels serbes de Croatie et présidé par M. Miroslav Pupovic.

graphie britannique (vingt-six ans), travaillant pour l'agence photo européenne EPA, a été tué d'une balle dans la tête, vendredi 17 janvier à Osijek en Croatie. La ville d'Osijek a fait l'objet ces dernières semaines de combats intenses entre Croates et troupes serbes appuyées par l'armée fédérale. Le journaliste a été touché sur la ligne de défense sud de la ville, selon deux gardes nationaux croates qui l'accompagnaient. Vingt journalistes et techniciens de télévision sont morts depuis le début du conflit en Yougoslavie, quatre autres étant portés disparus. - (AFP)

Un photographe britannique tué à Osijek. - Paul Jenks, photo-

L'isolement de la minorité hongroise de Voïvodine

Ce n'est pas encore une hémorragie mais la tendance s'accroît : 7 à 8 % des Hongrois de Voïvodine, soit environ vingt-cinq mille personnes, ont pris le chemin de l'exil depuis l'intensification des combats en Yougoslavie en juillet dernier. M. Andras Agoston, le président de l'Alliance démocratique des Magyars de Voïvodine (VMDK), a dénoncé, récemment à Paris, « la campagne d'hystérie » menée par les autorités de Belgrade contre la minorité hongroise de cette région, une des deux provinces « autonomes » rattachées à la République de Serbie.

Un grand nombre de ces vingt-cinq mille « réfugiés » sont des jeunes appelés fuyant l'incorporation dans l'armée serbo-fédérale. Face à cet afflux, la Croix-Rouge hongroise a même installé au début de l'automne plusieurs centres d'accueil autour de la ville frontalière de Szeged pour prendre en charge ces insoumis. « Nous sommes victimes d'une discrimination systématique », insiste M. Agoston. Les Hongrois sont sur-mobilisés au sein de l'armée. D'après les statistiques du ministère de la défense de Belgrade, les effectifs du contingent comptent près de 8 % de Hongrois alors que ces derniers ne représentent que 3 % de la population de la Serbie.

Autonomie régionale

Or, les Magyars refusent de servir de « chair à canon » dans une « guerre civile entre Slaves ». Des propos qui font bondir les autorités serbes pour qui les Hongrois de Voïvodine sont de plus en plus perçus comme une « cinquième colonne » potentielle « séparatiste ». Le Monde du 9 août 1991.

Ce climat de méfiance généralisée inquiète au plus haut point

le gouvernement de Budapest. Rompant avec sa prudence initiale, il a multiplié les mises en garde auprès de Belgrade au cours des derniers mois et l'ambassadeur de Hongrie aux Nations unies s'est insurgé, jeudi, contre la « multitude de mesures discriminatoires » visant les 345 000 Magyars de Voïvodine. Les droits de cette communauté (le seul à ne pas être armée) ont été progressivement rognés depuis la reprise en main de la province par les Serbes en 1989, abolissant de facto le statut d'autonomie de la Voïvodine ; pour des raisons « budgétaires » l'enseignement du hongrois a été sensiblement réduit et les médias, dont le quotidien Magyar Szó, ont été mis au pas.

Derniers épisodes en date : les noms de rues et de villes, jusque-là indiqués en deux langues, doivent désormais être écrits en cyrillique, et seul le serbe est maintenant reconnu comme langue officielle par les tribunaux. Au total, le VMDK dénonce l'adoption de dix-sept lois « discriminatoires » par le Parlement de Belgrade. « Nos droits, constate amèrement M. Agoston, étaient mieux respectés sous Tito ».

Les organisations magyars réclament « une autonomie régionale garantissant les droits collectifs des minorités » et l'envoi d'observateurs européens en Voïvodine. Elles se sont regroupées à la disparition de la Yougoslavie, alors que il y a moins d'un an, elles défendaient encore la maintien d'une forme de fédération, pour éviter l'isolement des Hongrois au sein de la seule République de Serbie. M. Andras Agoston estime à présent que l'avenir de la Voïvodine doit s'inscrire dans le cadre d'une « région européenne ».

YVES-MICHEL RIOLS

ALLEMAGNE : cinquante ans après la mise en œuvre de la « solution finale »

L'anniversaire de la conférence de Wannsee va donner lieu à de nombreuses manifestations

L'Allemagne commémore, lundi 20 janvier, la conférence de Wannsee, où fut décidée, il y a cinquante ans, la mise en œuvre de la « solution finale », c'est-à-dire l'extermination des juifs d'Europe (lire page 2) : il y a cinquante ans, Heydrich annonce la solution finale). Le premier mémorial allemand dédié aux six millions de victimes de l'Holocauste doit être inauguré sur les lieux mêmes de la conférence. A cette occasion, un récent sondage du Spiegel revient sur le problème de l'Allemagne et de l'antisémitisme.

de notre correspondant

Il y a cinquante ans, le 20 janvier 1942, se déroulait à Berlin la conférence dite de Wannsee, où fut décidée la mise en pratique de la décision d'extermination des juifs européens. Cet anniversaire va donner lieu à de nombreuses manifestations à travers toute l'Allemagne.

Un centre de documentation devait être inauguré sur le lieu même de la conférence. Une importante exposition sur la culture juive a ouvert ses portes au musée Gropius-Bau de Berlin le 12 janvier. L'organisation des festivals de la ville prévoit pour le mois d'avril de présenter une série d'œuvres traitant de la question juive.

Dans toute l'histoire de l'Allemagne de l'Ouest, la référence à l'Holocauste a été une constante. Une petite phrase du chancelier Helmut Kohl, alors à peine arrivé au gouvernement sur « la chance d'être né tard », qui impliquait un refus de partager la « faute » des générations précédentes, avait relancé au milieu des années 80 le débat sur l'attitude des Allemands d'aujourd'hui face à cette période de leur histoire.

Cette question avait suscité pris un tour spectaculaire avec le fameux « débat des historiens » déclenché par

une tentative de relativiser la responsabilité allemande dans l'Holocauste, grâce à un amalgame entre les deux grands totalitarismes de l'époque, le nazisme et le stalinisme. A l'extrême gauche, le problème a été posé à propos du droit de soutenir les Palestiniens contre Israël.

Tirer les leçons de la faute commise

Le président von Weizsäcker a joué un rôle important pour essayer de définir une ligne de conduite en suggérant à ses concitoyens de se tourner vers leur avenir mais en tirant les leçons de leur héritage, de la faute commise en leur nom. Dans l'ouest de l'Allemagne, en raison sans doute du consensus absolu de la classe politique, l'antisémitisme n'a pas connu de résurgence comme dans certains autres pays.

Cela signifie-t-il pour autant qu'il ait été extirpé ? C'est la question que pose un sondage publié la semaine dernière par l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, dans lequel 42 % des personnes interrogées répondent que le régime nazi avait « des bons et des mauvais côtés ».

L'existence de l'Holocauste n'est pas remise en cause par les sondés. 15 % seulement des Allemands estiment qu'il y a eu de l'exagération dans ce qu'il en a été rapporté. Mais 58 % estiment toujours qu'une minorité seulement a su à l'époque

ce qui se passait. Alors que les discours officiels leur demandent d'assumer une faute commise « en leur nom », les Allemands considèrent à 77 % que la faute proprement dite incombe seulement à ceux qui ont été mêlés aux atrocités ou qui ont su, 42 % (contre 33 %) pensent qu'ils n'ont pas aujourd'hui à assumer de responsabilité particulière à l'égard des juifs. C'est encore plus marqué à l'égard d'Israël. 76 % estiment qu'il s'agit d'un État comme les autres.

Interrogés sur l'antisémitisme, les Allemands sondés pensent, à 60 %, qu'il se maintiendra dans une certaine mesure en Allemagne. A propos de ses motivations profondes, 32 % des personnes interrogées répondent qu'elles sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle les juifs sont « responsables » quand ils sont « hais ou persécutés ». En revanche, 75 % considèrent qu'il n'y a qu'un tout petit nombre d'Allemands à être « contre les juifs ». Et, en conclusion, 62 % des personnes interrogées sont d'accord pour dire que « quarante-six ans après la fin de la guerre, on ne doit plus avoir peur de la persécution des juifs et qu'il faut enfin tracer un trait sur le passé ».

HENRI DE BRESSON

Autriche : premier attentat criminel contre un foyer d'émigrés. - Le premier attentat criminel contre un foyer d'émigrés a eu lieu dans la nuit du jeudi 16 au vendredi 17 janvier, à Traunkirchen (Basse Autriche), où des inconnus ont grimpé sur le toit d'un hôtel abritant quelque deux cents étrangers et ont lancé plusieurs cocktails Molotov. Cet attentat n'a fait aucune victime. Jeudi, la police avait démantelé, à Vienne un groupe de néonazis fortement armé, connu sous le nom de « commando Trenck ». Une enquête judiciaire a été ouverte contre vingt personnes dont quatre adolescents. - (AFP)

Les agressions racistes multipliées par dix en 1991. - Le nombre d'agressions d'extrémistes de droite contre des étrangers en Allemagne a été multiplié par dix en 1991, selon un rapport gouvernemental publié, jeudi 17 janvier, par le quotidien berlinois AZ. Alors que le nombre de ces attaques était auparavant en moyenne de 200 à 250 par an, il a atteint l'an dernier le chiffre de 2 368, faisant deux morts et des dizaines de blessés graves. Les agresseurs sont « en majorité de jeunes gens, chômeurs, apprentis » et les « skinheads » sont particulièrement violents. - (AFP)

EUROPE

IRLANDE DU NORD :
sept ouvriers protestants
tués dans une embuscade

L'IRA a commis l'attentat le plus meurtrier depuis 1988

Sept ouvriers protestants employés par une société de construction travaillant pour les forces de sécurité ont été tués, vendredi 17 janvier, en Irlande du Nord, lors d'un attentat organisé par l'IRA. Sept autres ont été blessés.

LONDRES

de notre correspondant

Le commando avait mis toutes les chances de son côté pour ne pas manquer sa cible : la bombe télécommandée placée sur le bas-côté de la route pesait environ 270 kilos et, selon la police, l'un des terroristes surveillait à peu de distance le déroulement des opérations. Lorsque le minibus transportant une quinzaine d'ouvriers du bâtiment - tous protestants - s'est approché, l'explosion a littéralement soufflé le véhicule.

L'attentat s'est produit sur la route reliant les villes d'Omagh et de Cookstown, près du village républicain (catholique) de Carrickmore, dans le comté de Tyrone. La société employant les victimes, Karl Holdings, avait été menacée à de nombreuses reprises par l'Armée républicaine irlandaise (IRA), mais elle avait persisté à accepter des chantiers impliquant de travailler pour les forces de sécurité.

Cette action terroriste, qualifiée d'*"ouïe"* par le premier ministre britannique, M. John Major, s'inscrit dans le cadre d'une campagne visant des civils accusés par l'IRA d'être des *"collaborateurs"* au service de la *"machine de guerre"* britannique. Depuis le début de ces actions de *"représailles"*, en juin 1985, vingt-six personnes ont été tuées dans des conditions semblables.

Jusqu'à présent, cependant, l'IRA s'en prenait à des individus *"cibles"* et non à des groupes de personnes n'ayant pas de responsabilité politique ou administrative. Ce bilan (sept morts et sept blessés) est le plus meurtrier provoqué par un seul attentat, depuis celui qui s'est produit en 1988 dans le même comté de Tyrone, et au cours duquel huit soldats britanniques avaient été tués par une bombe. Il va sans aucun doute provoquer de nouvelles demandes pour un rétablissement de l'internement administratif, une mesure radicale invoquée à chaque action d'envergure de l'IRA, mais qui, dans le passé, a prouvé son inefficacité pour combattre le terrorisme.

Les négociations politiques ajournées

M. Peter Brooke, le ministre chargé de l'Irlande du Nord, a par avance annoncé vendredi que Londres n'avait pas l'intention d'accéder à cette demande. Il est, en revanche, probable que le gouvernement va prendre des mesures pour renforcer la présence policière et militaire en Irlande du Nord, comme le demande Sir Hugh Annesley, le commandant de la police locale (RUC).

Bien qu'il n'y ait pas forcément un lien direct entre ce regain de terrorisme et les négociations politiques, celles-ci, qui devaient débuter prochainement, paraissent ajournées. M. Brooke a rencontré vendredi le ministre irlandais des affaires étrangères, M. Gerry Collins, à Dublin, et a reconnu qu'il y avait désormais peu d'espoir que les pourparlers intercommunautaires (qui s'étaient soldés par un échec en juillet dernier) puissent reprendre avant les prochaines élections parlementaires britanniques, dont la date n'est pas fixée.

M. Brooke a précisé que le Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, pourrait participer aux négociations, à condition de renoncer à la violence, mais les difficultés sont d'un autre ordre : les dirigeants unionistes (protestants) nord-irlandais ont indiqué qu'ils n'étaient pas prêts à poursuivre des discussions si le Parti travailliste - qui s'est engagé à favoriser la réunification de l'Irlande - gagne les élections.

LAURENT ZECCHINI

Des incidents ont opposé partisans et adversaires de M. Gamsakhourdia

Les forces armées ex-soviétiques de Transcaucasie, dont le commandement se trouve à Tbilissi, étaient restées étrangères aux deux semaines de combats dans la capitale géorgienne qui avaient abouti à la fuite du président Zviad Gamsakhourdia. Mais le retour de celui-ci et les menaces d'affrontements à l'échelle de toute la République pourraient amener à intervenir pour séparer les parties opposées afin d'éviter une guerre civile, a affirmé le commandant adjoint du district militaire de Transcaucasie, le général Soufyan Bepayev, cité samedi 18 janvier par l'agence Tass.

L'armée n'interviendra que sur une *"décision"* politique de la Communauté des Etats indépendants et un ordre du maréchal Chapochnikov, commandant en chef des forces de la CEI, a-t-il ajouté. Par ailleurs, des partisans de Zviad Gamsakhourdia auraient attaqué jeudi, selon des informations non confirmées, une unité de l'armée dans l'ouest de la Géorgie et lui auraient pris des armes.

La tension semblait se concentrer, vendredi, dans la ville de Koutaïssi, à une centaine de kilomètres à l'ouest de Tbilissi, où les forces envoyées de

la capitale ont ouvert le feu pour disperser une manifestation de soutien à M. Gamsakhourdia. Le premier ministre du gouvernement provisoire de Tbilissi, M. Tengouiz Sigoua, a reconnu qu'il y a eu des blessés dans les rangs des partisans du président, au nombre de deux mille cinq cents, qui, selon lui, auraient *"tenté de pénétrer dans la ville"*.

M. Sigoua a affirmé vouloir éviter tout bain de sang et avoir envoyé des négociateurs auprès des partisans du président à Koutaïssi. Les milices de MM. Tengouiz Kikouani et Jaba Iosseliani, les coprésidents du *"Conseil militaire"* de Tbilissi (dont le second contrôle le gros des forces, quelques cinq mille hommes) se sont néanmoins déployées en force à Koutaïssi. La télévision russe a affirmé qu'elles ont aussi *"démarré une centaine de partisans du président Gamsakhourdia"* dans cette ville.

Le *"président"* lui-même se trouve depuis jeudi dans la région de Zougidi, plus à l'ouest, une localité où un envoyé spécial de l'AFP a constaté, vendredi, un rassemblement de quelques centaines de ses partisans - et non de quelques milliers, comme on le disait à Tbilissi. Le

meeting s'est déroulé en l'absence de M. Gamsakhourdia, qui y était pourtant attendu, mais qui se trouve toujours dans la région, selon un de ses proches, M. Walter Chougaya. Ce dernier a démenti des informations, publiées par l'agence TASS, selon lesquelles M. Gamsakhourdia avait appelé à la guerre civile jeudi à Zougidi. Des voyageurs venus de Koutaïssi ont affirmé que des avions - qui ne peuvent appartenir qu'à l'armée - ont survolé, à Koutaïssi, la *"manifestation pacifique"* de soutien à M. Gamsakhourdia. (AFP, Reuters)

□ *Tourner de la troika européenne dans la CEI.* - La troika communautaire, c'est-à-dire les ministres des affaires étrangères des pays qui assument la présidence, de son prédécesseur et de son successeur (Portugal, Pays-Bas, Grande-Bretagne) devrait se rendre avant le 26 janvier à Moscou, Minsk, Kiev et Alma-Ata, a annoncé jeudi 16 janvier le chef de la diplomatie portugaise, M. João de Deus Pinheiro. M. Roland Dumas doit se rendre dans les mêmes villes du 22 au 26 janvier.

ainsi que les services de renseignement militaires.

Mais le président russe annonce aussi que les unités militaires stationnées dans les territoires ne faisant pas partie de la CEI (c'est-à-dire les pays baltes, la Géorgie et l'Allemagne) révoqueront directement de la Russie. Et il avertit que si les autres Etats se joignent à ces demandes, la Russie *"n'aurait pas d'autre choix"* que de mettre son tour sur pied sa propre armée. M. Eltsine a aussi mis en garde les militaires en les appelant à *"présenter la paix civile"*. *"C'est facile à dire, mais difficile à faire"*, a-t-il conclu.

Comme à la parade, les officiers continuent à se succéder à la tribune et à gratter les plaies de leur frustration. En début de soirée, un nouvel incident éclate. Un groupe d'officiers demande rien moins que le limogeage du maréchal Chapochnikov. Ce dernier semble se prendre au mot, se lève de son siège, remet une pile de documents à un de ses adjoints et déclare : *"Je démissionne"*. Mais il ne se lève pas, puis se ravise, reprend le micro et explique sa position.

Des officiers prennent ensuite la parole, à main levée, l'assemblée se prononce pour le maintien à son poste du maréchal. *"Merci de votre confiance"*, déclare alors Evgeni Chapochnikov. C'est beau

GÉORGIE

OUBÉKISTAN : deux morts et des arrestations

Manifestation d'étudiants contre la hausse des prix

Une manifestation d'étudiants contre la hausse des prix, dans la nuit du jeudi 16 au vendredi 17 janvier à Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan, qui tournait à la contestation du régime du président Karimov, a été violemment réprimée.

Les étudiants demandaient une revalorisation de leurs bourses ou, selon une autre version, protestaient contre le retard dans les livraisons de pain, au lendemain des hausses de prix introduites avec une semaine de retard sur la Russie dans cette République d'Asie centrale ex-soviétique.

Des milliers d'étudiants rassemblés dans la soirée, et réclamant sans succès la venue de responsables, envisageaient de marcher contre le palais présidentiel mais ont été dispersés par les forces de l'ordre, usant de matraques et recourant à des tirs de semonce avant de provoquer la panique, avec un coup de feu au moins tiré dans la foule. Deux étudiants sont morts, plusieurs ont été grièvement blessés et des dizaines d'arrestations ont été opérées, jusque dans la cité universitaire.

De source officielle, on souligne que les manifestants ont brisé des

magasins et attaqué les forces de l'ordre. Les étudiants ont tenu plusieurs rassemblements le lendemain, alors que les autorités annonçaient des concessions sur les bourses ou les prix des denrées pour les étudiants.

Cette explosion de violence est la première signalée dans l'ex-URSS ayant pour origine la libération des prix, finalement adoptée, avec quelques variantes, par tous les membres de la Communauté des Etats. En Asie centrale, les prix étaient bien inférieurs à ceux pratiqués par exemple en Russie, mais partout, les étudiants et les retraités - qui ne bénéficient pas des circuits de distribution internes aux entreprises - sont les premiers touchés.

De plus, l'Ouzbékistan est un des Etats d'Asie centrale le moins concernés par la démocratisation. Un dirigeant de l'opposition y a été arrêté la semaine dernière à la suite d'une manifestation de quelques milliers de personnes le 8 janvier contre le *"scholch"* autoritaire fait par le maffia officiel de Tachkent des fidèles qui pourront se rendre au pénitencier de la Meque. (AFP, Reuters, AP)

M. Eltsine et les doléances de l'ex-armée rouge

Suite de la première page

A cet avertissement, le maréchal Chapochnikov ajoute : *"très applaudi, il est vrai - que les militaires ne prennent jamais le pouvoir par la force des baïonnettes"*.

Puis ce sera la longue litanie des doléances. Ce colonel d'aviation basé dans l'ouest de la Géorgie déclare : *"Nous n'intervenons pas, mais nous sommes tout le temps insultés"*. *"L'armée est fatiguée d'être passive"*, dit un autre officier. Un commandant, venu du Caucase du Nord lance : *"Pensez aux conditions de vie de nos femmes et de nos enfants dans les villes de garnison. L'armée est la seule force capable d'arrêter le glissement de la société vers le gouffre"*. Même avertissement de la part d'un colonel : *"La patience des officiers n'est pas infinie. A Stepanakert, l'armée est menacée, insultée, on nous coupe l'électricité, le chauffage, on nous prive de denrées alimentaires"*.

Vigoureusement applaudi, l'amiral Igor Kassatonov, commandant des forces de la mer Noire, se fait le porte-parole de tous les participants, notamment en appelant les

militaires d'Ukraine à ne pas prêter un second serment : *"Dans l'histoire des pays civilisés, on n'a jamais vu un Etat décider de nationaliser les gens et leur famille"*, ajoute-t-il à l'adresse du président ukrainien, qu'il accuse d'*"avoir copié un virage à 180 degrés"*.

"Kavkazhuk m'avait dit personnellement qu'il n'avait pas besoin de la marine de la mer Noire et qu'il contenait de quelques navires", rappelle l'amiral. Il ne sera battu à l'applaudissement que par... le président de la section des affaires étrangères de l'Eglise orthodoxe. Le métropolite Kirill de Smolensk et de Kaliningrad s'enflamme : *"L'histoire de notre peuple n'est pas l'histoire de soixante-quatre ans, mais une histoire millénaire. Nous avons une unité ethnique formée pendant l'histoire de notre pays. Il faut respecter ses règles"*. Et Dieu reconnaîtra les siens, pourraient ajouter les mauvaises langues.

Pas d'autre choix

M. Boris Eltsine prend ensuite la parole. Sa tâche n'est pas facile, car il lui faut tout à la fois rassurer les officiers présents, mais aussi les mettre en garde. Rassurer, il le fera tout au long de son adresse en promettant une série de mesures visant à améliorer les conditions de vie des officiers. La Russie pourrait ainsi vendre des armes à l'étranger pour construire des logements destinés aux militaires.

Il se prononce pour l'*"unité des forces armées"*, qui *"ne porte pas tort à l'indépendance des Etats de la CEI, mais au contraire la renforce"*. Le président russe estime que les forces stratégiques doivent rester sous commandement uni de la CEI, sont les armes nucléaires, la flotte, l'aviation, la défense antiaérienne.

POLOGNE : selon le nouveau premier ministre

La situation économique est «catastrophique»

Parlant pour la première fois à la télévision à l'heure de la plus grande écoute, le premier ministre polonais, M. Jan Olszewski, a lancé, vendredi 17 janvier, un appel pathétique à ses compatriotes pour les inviter à faire preuve de *"compréhension"* et à lui apporter leur *"soutien"* face à la situation économique *"catastrophique"* de la Pologne.

Précisant qu'il ne savait pas à ce jour *"si le déficit du budget public s'élève à 20 000 ou 40 000 milliards de zlotys"* (200 ou 400 millions de dollars), le premier ministre a laissé ouvertement entendre que la succession héritée de son prédécesseur était plus lourde qu'on ne le croyait. M. Olszewski a dit qu'il *"ne pouvait donc rien promettre"* et a invité au *"dialogue"* pour sortir la Pologne de *"l'abîme économique"*. L'appel du premier ministre intervient après deux grèves nationales d'une heure, jeudi et lundi derniers, lancées par

les syndicats Solidarité et OPZZ (ex-communiste) pour protester contre d'importantes hausses des prix de l'énergie.

En visite à Varsovie, le vice-président de la Banque mondiale, M. Włodzisław Thawitz, a déclaré qu'il appréhendait un éventuel retour d'une *"inflation galopante"*, à la faveur d'un déficit public prolongé, et a déclaré espérer *"un climat socio-économique stable"*.

Voulant faire contrepoids au gouvernement de centre droit de M. Olszewski, le président Lech Wałęsa a décidé de former un *"comité de conseillers auprès du président"*. Il a fait appel à ses deux anciens premiers ministres, MM. Tadeusz Mazowiecki et Jan Krzysztof Bielecki, ainsi qu'à M. Bronisław Geremek. Selon le porte-parole de la présidence, ce comité *"n'est dirigé contre personne"*. (AFP)

GIBRALTAR :

avec 73 % des suffrages

Le Parti socialiste au pouvoir a remporté les élections législatives MADRID

de notre correspondant

Le Parti socialiste et travailliste de Gibraltar (GSLP) de M. Joe Bossano a largement remporté les élections législatives qui se sont déroulées sur le rocher, jeudi 16 janvier. Avec 73 % des suffrages, cet ancien syndicaliste améliore considérablement son score de mars 1988 (58 %) qui lui avait permis de prendre la tête du gouvernement. Les sociaux-démocrates (GSD) obtiennent pour leur part 20 % des voix et sept sièges au Parlement sur quinze, puisque la réglementation limite à huit le nombre des députés au parti vainqueur quel que soit son score.

La grande majorité des électeurs - près de 72 % des 17 800 électeurs inscrits se sont rendus aux urnes - a donc reconduit pour quatre ans ce socialiste de cinquante-cinq ans, hostile aux négociations entre Londres et Madrid pour la rétrocession de Gibraltar dans le giron espagnol. Nationaliste intransigent, il voudrait faire de cette péninsule une sorte de Hongkong indépendant. Sa victoire et l'assurance de pouvoir rester aux commandes encore longtemps vont peut-être lui donner suffisamment de poids pour modifier la Constitution et les liens avec la Grande-Bretagne.

M. B.-R.

Dans «le Monde diplomatique» de janvier

Nouveau monde

Composée de Républiques peu soudées, privée de *"centres"*, la nouvelle Communauté d'Etats indépendants (CEI) apparaît d'emblée dominée par la Russie, qui s'est saisie de l'héritage de l'Union soviétique. L'inquiétude est réelle dans les autres Républiques, notamment en Asie centrale où nationalistes, islamistes et anciens du PC luttent pour le pouvoir. Même l'accession à une indépendance totale, comme en Lettonie, ne permet pas d'échapper facilement à la désastreuse situation économique et sociale. Dans le *Monde diplomatique* du mois de janvier, Amnon Kapeliouk, Alain Gresh et Erlends Calabuig se penchent sur l'avenir de l'ex-URSS et sur le montage des tentatives autoritaires à Moscou.

C'est un *"nouveau monde"* qui se recompose sous nos yeux marqué par l'incertitude, écrit Ignacio Ramonet. L'Afghanistan s'installe dans la fragmentation (Selig S. Harrison), un premier dialogue se noue dans la Corée divisée (Claude Leblanc). Les affrontements se multiplient en Yougoslavie (Catherine Litzard), tandis que la grande Allemagne aspire à jouer un rôle plus important en Europe et se retrouve en première ligne pour la conquête des économies de l'Est (Laurent Carrouf).

On tira, d'autre part, deux dossiers : l'un sur le Proche-Orient, l'autre sur l'Afrique. Dans le premier, Rouben Housary, Gérard de la Pradelle et l'écrivain israélien Abraham

B. Yehoshua décrivent Jérusalem, ville sainte qui devient une ville-forteresse. Henry Cartan s'interroge sur le rôle des Nations unies, tandis que Georges Corm expose les graves inquiétudes libanaises. Dans le second dossier, Achille Mbembe dénonce les réformes économiques qui risquent de transformer l'Afrique en un continent de comptoirs, tandis que Linda C. Chisholm examine le système d'enseignement en Afrique du Sud et que Victoria Britain évoque la fin de la dictature au Kenya.

Dans ce même numéro : Janette Habel analyse la nouvelle politique économique à Cuba ; Maurice Lemoine évoque la résistance des Indiens en Amérique ; Denis Clac montre comment l'actuelle récession économique est le résultat de dix années d'euphorie financière ; Christian de Brie et Philippe Videllier décrivent les réseaux d'extrême droite en Europe ; Alain Labrousse suit les obscurs destins de l'argent de la drogue ; Marie-France Toinet examine la dérive conservatrice de la Cour suprême aux Etats-Unis, tandis que Serge Halimi brosse le portrait des *"deux Amériques noires"* ; Marie-Françoise Allain et Xavier Galmiche racontent la sortie d'enfer de la culture albanaise.

Enfin, une nouvelle de l'écrivain zéro Lyse Mudabe : *"Chant de cygne"*.

► En vente chez tous les marchands de journaux - 18 F.

مكتبة الأمل

AFRIQUE

ALGÉRIE

Prières sous haute surveillance

La première grande prière hebdomadaire depuis l'installation du nouveau pouvoir en Algérie s'est déroulée, sans incidents, vendredi 17 janvier, sous la surveillance d'un imposant service d'ordre. Au cours de leurs prêches, les responsables du Front islamique du salut (FIS) ont affirmé que la démission de M. Chadli Bendjedid était un « coup d'Etat contre l'Etat islamique naissant » et ont qualifié de « président importé » M. Mohamed Boudiaf, venu du Maroc pour prendre la tête du Haut Conseil d'Etat.

ALGER

de notre envoyé spécial

A entendre, la veille au soir, M. Mohamed Boudiaf, le président du Haut conseil d'Etat, dire, dans

sa première allocution, la détermination du nouveau pouvoir de ne pas laisser le Front islamique du salut (FIS) « monopoliser la religion », on aurait pu imaginer que les responsables du « Parti de Dieu » soient interdits de prêches politiques lors de la grande prière du vendredi hebdomadaire. Il n'en a rien été : les militaires et les « frères » ont continué de s'observer et de se jauger.

Vendredi matin, les forces de l'ordre s'étaient déployées en grand nombre aux abords des quartiers populaires et autour des gares, pour empêcher les fidèles de converger vers la mosquée-phare de Bab-el-Oued. Des policiers en tenue de combat filtraient les entrées de ce lieu sacré et embarquaient quelques poignées de « frères » dans des « paniers à salade ». Place des Trois-horloges, des attroupements se formaient autour de plusieurs véhicules blindés légers et de soldats casqués, baïonnette au canon.

Des policiers ceinturaient la mosquée Es Sunna, où officiaient M. Abdelkader Hachani, président du bureau exécutif provisoire du FIS, et M. Abdelkader Moghni, imam du lieu. Le service d'ordre du FIS prêtait aimablement son concours aux représentants de la force publique pour canaliser la circulation et fouiller sacs et cabats. Juste avant les prêches, lecture d'un communiqué avait été donnée, qui invitait les fidèles à ne pas répondre à d'éventuelles provocations, à se montrer à la hauteur de la situation.

Les haut-parleurs de la mosquée n'en crachaient pas moins, comme de coutume, des flots de paroles peu amènes à l'endroit des puissants du moment. Mais ce n'était pas la foule des grands jours. « Nous avons cru au droit et nous avons été floués », constatait M. Hachani. Reste qu'à ses yeux « le FIS est le camp qui conduit le peuple du vers la Terre promise ». Et d'ajouter à l'adresse du nouveau

pouvoir : « Vous pouvez casser, vous pouvez tuer, ce n'est pas vous, c'est Dieu qui est le maître de la mort ».

M. Moghni, qui lui succédait au micro, a dénoncé au passage la « démission-trahison » de M. Chadli. Craignant la possible interdiction du FIS ? « On ne peut pas dissoudre ce qui y a dans le cœur des gens », faisait état de cinq cents arrestations, il mettait en garde M. Boudiaf, le « petit brigadier de Kenitra », mais aussi « l'homme qui a fait exploser la Révolution » (de 1954) contre ceux qui l'ont ramené d'exil « dans le seul but de préserver leurs privilèges ».

Protestations faites, les forces de l'ordre se retirèrent et la foule disciplinée des croyants vidait les lieux en bon ordre. Peut-être venait-elle d'assister à « normalisation » oblige - à l'un des derniers prêches politiques à ciel ouvert ?

J. de B.

M. Sadi devient lassante, se plaignent des militants de base, qu'ils appartiennent au FFS ou au RDC. Au sein même de ces deux formations qui dominent la Kabylie, les ambitions personnelles et les luttes de clans ne sont pas moins violentes. Comme en témoigne par exemple le conflit qui oppose, sur fond d'échec électoral, au sein de l'Assemblée populaire communale (APC) de Tizi-Ouzou à majorité RDC, le maire à plusieurs de ses adjoints et à l'élu-major du parti.

« La peur n'est pas encore derrière nous », confie un universitaire. Les Kabyles restent sur leurs gardes. La dissolution du FIS, ils ne la réclament pas à cor et à cri car, à les en croire, les « barbus seraient beaucoup

plus dangereux dans la clandestinité ». Ils savent que, pour soigner le mal intégriste, le meilleur traitement est économique et social. « L'Etat concentrera-t-il ses moyens dans les zones à haut risque islamique, s'interrogent-ils ? Trop sage, notre région sera-t-elle oubliée ? ». A Beni-Yenni, c'est à dessein que les banderoles électorales n'ont pas encore été décrochées qui invitent au « respect du citoyen » ou stigmatisent « l'Etat policier et la République islamique ». « Avoir ces slogans sous les yeux, assure un peu tristement le représentant local du FFS, aide à garder courage, à se convaincre qu'un jour dans notre pays la démocratie triomphera ».

JACQUES DE BARRIN

Le soulagement de la Kabylie démocrate

Saïde de la première page

Vu d'ici, le score du FIS paraît « aberrant ». Le « parti de Dieu » a tout de même réussi à gagner à sa cause 9 726 autochtones. « Probablement des intelligents, des gens qui travaillent chez nous mais sont originaires d'autres régions », commentent les Kabyles, mal préparés à reconnaître que certains des leurs aient pu se laisser aller à voter pour le FIS.

Si ces rudes montagnards ont perçu la menace islamique moins concrètement que d'autres Algériens, notamment les citadins qui se frottent quotidiennement aux « barbus », ceux-ci leur ont cependant donné quelques sueurs froides. Première vice-présidente de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW) - seule de son espèce à occuper pareille fonction électorale dans le pays, M^{me} Aïni Charia, enseignante à l'Institut des sciences médicales et militante du RCD, s'insurge : « Les journaux ont vingt-quatre heures : pourquoi nous les femmes aurions-nous été réduites à faire des enfants et à bichonner nos maris ? ».

Ces « mécréants » de Kabylie, qui ne font pas la fine bouche devant une bonne bouteille ou un cuisiné de sanglier, se doutaient bien que, si les « frères » se saisissent des rênes du pouvoir, ils risqueraient de passer un très mauvais quart d'heure. Certes, la loi islamique se serait appliquée à tous les Algériens d'un bout à l'autre du pays. Mais il y avait fort à parier qu'elle aurait été, ici, plus durement supportée.

Le souvenir de 1964

« Il y a des acquis contre la dispersion desquels nous aurions opposé de la résistance », affirme M. Mohamed Ouachal, président de l'APW de Tizi-Ouzou. Les Kabyles ne se targuent-ils pas d'avoir un mode de vie bien à eux, moins contraint que celui de leurs compatriotes arabes. « Chez nous, la mixité ne pose absolument aucun problème, disent-ils. Les femmes, ici, sont plus émancipées qu'ailleurs ».

Le soulèvement armé de 1964 dont M. Ali Ahmed prit la tête et qui coûta cher en vies humaines est encore dans toutes les mémoires. D'aucuns, notamment M. Sadi, avaient à cet égard évoqué la perspective d'une « scission de fait » de la Kabylie si, au terme des deux tours, ce bastion démocrate s'était trouvé isolé au milieu de vastes espaces sous domination islamiste.

Beaucoup d'autochtones s'étonnent à cet égard d'entendre le « patron » du FFS évoquer, sur le ton de la menace, ce glorieux épisode de leur histoire et glèber dans le même temps pour la poursuite du processus électoral qui aurait conduit à la vic-

toire sans partage des « barbus ». « Comment, s'interroge-t-il, peut-on crier au loup après lui avoir ouvert les portes de la bergerie ? ». Et, du côté de Beni-Yenni, l'incrédulité prend le pas sur l'étonnement lorsque tombe la nouvelle d'une rencontre inattendue, jeudi soir, entre M. Ali Ahmed, le chef de file des démocrates, et M. Hachani du FIS. On aura beau expliquer aux Kabyles, comme d'habitude, que le communiqué du FFS, rendu public vendredi soir, que tout cela est fait pour « éviter des affrontements » et « préserver la paix civile », ils ne sont pas prêts à s'en laisser conter par ces politiciens caméléons.

« Un putsch, et alors ? »

Le 2 janvier, ces fiers montagnards sont descendus en foule participer dans les rues d'Alger à la grande marche pacifique « pour sauver la démocratie » organisée à l'initiative du FFS. Outre les voitures particulières, cinq cars avaient été affectés pour transporter les gens de Beni-Yenni. Ils ne regrettaient pas le voyage et se disent aujourd'hui qu'ils ne sont peut-être pas tout à fait étrangers à la tournure que les événements ont prise par la suite.

Qu'on ne vienne pas, comme s'y emploient encore quelques responsables du FFS, leur servir aux oreilles que le changement de pouvoir ne s'est pas fait dans les formes ! Assez avertis de la chose politique et gros « mangeurs » de journaux télévisés et autres, les Kabyles ne sont évidemment pas dupes du discours officiel qu'on leur tient pour sauver les apparences.

« C'est un putsch ? Et alors ? On ne va pas en faire une montagne. Devenir monarche, la Constitution aurait été ou lard, est violée », s'emporte un habitant de Tizi-Ouzou. « Alors que plus de la moitié de la population risquait d'être mise sur la touche, on n'allait pas léser sur les moyens », note M^{me} Charia. Même des responsables locaux du FFS qui invoquent le droit et s'inscrivent des intentions de l'armée tirent leur chapeau. « Bien joué le coup de la démission de Chadli... ».

Évoquant le « printemps kabyle » de 1980, qui les avait vus affronter le pouvoir central au nom de leurs « hérésités », les autochtones se présenteraient volontiers comme les auteurs de ce charivari, même s'ils n'en sont pas les acteurs, essayant aujourd'hui, du haut de leurs montagnes, de voir les choses avec un peu de recul. « On a toujours été des précurseurs », lancent-ils. Et d'assurer qu'ils ont suffisamment de maturité pour éviter à l'avenir les provocations d'où qu'elles viennent.

Le plus pressé pour l'heure serait de mettre de l'ordre dans la maison démocratique. « Y en a marre. Cette querelle entre M. Ali Ahmed et

contacts visait à éviter les affrontements ». « Le FFS réaffirme son double refus de l'Etat policier et de l'Etat intégriste, et rien (...) ne permet d'accréditer une remise en cause de cette stratégie par quelque alliance ou front d'opposition que ce soit », a-t-il affirmé. - (Reuters).

Un drapeau français brûlé par des islamistes à Istanbul. - Des manifestants islamistes turcs ont brûlé vendredi un drapeau français à Istanbul, à l'issue de la grande prière. Un des manifestants a lu un communiqué attaquant les « impérialistes qui usent la volonté du peuple, au moment où le combat pour l'islam avait remporté la victoire après l'occupation française ». - (AP).

ASIE

CHINE

L'agitation antigouvernementale s'est poursuivie dans de nombreuses universités en 1991

Le régime de Pékin est prêt à s'opposer fermement à la « poignée de séparatistes » qui menace l'ordre public et l'unité du pays dans les régions peuplées de minorités nationales, a averti, mercredi 15 janvier, le secrétaire général du PC chinois. « Nous lutterons contre le chauvinisme des minorités les plus importantes et contre le nationalisme local », a déclaré M. Jiang Zemin, faisant écho aux propos récents d'un dirigeant du Xinjiang sur les infiltrations d'« agents » et de propagande réactionnaires.

Le Xinjiang est, avec le Tibet, la région la plus touchée par le nationalisme. Pour éviter que la population tibétaine n'augmente trop rapidement, le PCC vient de décider de lui imposer graduellement la politique de limitation des naissances appliquée aux familles chinoises. C'est ce qu'a déclaré un vice-président du gouvernement de Lhassa, cité par le *Quotidien du Tibet* du 3 janvier.

D'autre part, l'ordre public s'est fortement dégradé en 1991. La situation est même « plutôt sombre », si l'on en croit le vice-ministre de la sécurité publique, cité dans la revue *Banyue Tan*. « Les masses ne sont pas très contentes », ajoutait M. Yu Lei, en tirant la sonnette d'alarme. Même si elle n'atteint pas les taux occidentaux, la criminalité grimpe, en particulier en ce qui concerne le trafic de la drogue, et le total de la « population flottante » - qui a quitté les campagnes pour chercher du travail en ville - a grimpé de cinquante millions en 1989 à soixante millions.

Dans le cadre du renforcement du contrôle idéologique après l'effondrement de l'URSS, la commission à l'éducation a ordonné aux universités de passer au peigne fin toutes les thèses publiées ces dernières années pour y déceler les

« problèmes politiques ». Des listes noires seraient ainsi établies afin d'épurer les milieux universitaires et intellectuels.

Le président de la commission, M. Li Tieying, avait lancé, fin 1991, un cri d'alarme à la suite du renouveau d'agitation dans les campus. Selon son rapport, publié par la revue de Hongkong *Cheng Ming*, cent trente « incidents politiques » ont été recensés dans quarante et une universités au cours des dix premiers mois de 1991 : réunions clandestines, grèves, publication de journaux. Un rapport signé de son vice-ministre He Dongchang fait état d'une recrudescence de « fabulisme, de l'alcoolisme, des jeux de hasard, des relations sexuelles anormales et de la fraude ».

Plus grave peut-être pour l'avenir, « seuls 18 % à 20 % des diplômés répondent aux critères d'éducation fixés par l'Etat ». Un tiers des étudiants ont obtenu leur diplôme sans passer d'examen ; en clair, ils ont bénéficié de piston, soit « en considération pour une certaine personne », soit « en vertu d'instructions venues d'en haut », ou ont été déclarés reçus pour remplir des « quotas » de résultats.

CAMBODGE : d'anciens prisonniers politiques forment une association. - D'anciens prisonniers politiques cambodgiens ont formé le premier embryon d'opposition politique. L'Association des droits de l'homme au Cambodge (ADHOC), qui a soumis ses statuts au Conseil national suprême (CNS), vendredi 17 janvier, est présidée par M. Khay Matoury, déjà emprisonné à Phnom-Penh en 1990 pour avoir voulu former un parti politique. - (AFP).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



EXERCICE 1991 : PREMIÈRES ESTIMATIONS

Le Conseil d'Administration de LYONNAISE DES EAUX-DUMEZ s'est réuni le 16 janvier 1992 sous la présidence de Jérôme Monod. Il a pris connaissance des importants succès commerciaux enregistrés en France comme à l'étranger : accroissement notable du nombre des abonnés dans le secteur de la distribution de l'eau et contrats de travaux publics, grands barrages en Chine et en Indonésie notamment.

Le Conseil a examiné la situation des différents secteurs d'activité du groupe et, sur proposition du Président, a retenu le principe de constituer d'importantes provisions dans les comptes de 1991 :

- le pôle immobilier a été affecté par la récession dans le domaine des loisirs (résidences de vacances et hôtellerie) et par le report de certains grands projets d'aménagement. Le niveau des provisions envisagé en 1991 reflète les conditions actuelles très dégradées du marché ;
- dans le secteur des travaux publics, des provisions pour pertes à terminaison seront constituées sur plusieurs chantiers en France. Le cas particulier du tunnel sous la Manche sera examiné dans le même esprit, en liaison avec les autres membres du consortium TML, et en fonction de l'état d'avancement des négociations avec Eurotunnel ;
- la distribution de matériels professionnels au Canada (activité de la société United Westburne) a également fait face à une conjoncture très médiocre, qui devrait peser sur sa contribution aux résultats consolidés du groupe.

Ces charges et ces provisions seront en grande partie compensées pour l'exercice 1991, par les importantes plus-values dégagées au titre des cessions effectuées dans le cadre du recentrage du groupe sur ses métiers de base.

Selon les premières estimations et après prise en compte des éléments exceptionnels rappelés ci-dessus, le résultat net consolidé enregistrerait pour la part revenant au groupe, une diminution qui ne devrait pas excéder 20 % par rapport à l'exercice précédent.

L'effort très significatif de provisionnement des risques en 1991 renforcera l'aptitude du groupe à poursuivre, sur des bases saines, sa progression vers les objectifs qu'il s'est fixés.

Les perspectives budgétaires pour 1992 laissent envisager pour cet exercice un résultat net, part du groupe, au moins égal à celui de 1990.

En ce qui concerne la société mère, ses résultats en 1991 devraient lui assurer la capacité de distribuer un dividende par action, égal à celui versé au titre de l'exercice précédent.

AMÉRIQUES

BRÉSIL : la démission de deux ministres

Le président Collor de Mello doit faire face à des difficultés croissantes

Aux prises avec des difficultés politiques et économiques de plus en plus nombreuses, le président Fernando Collor de Mello vient d'arrêter un nouveau revers devant le Parlement, dont le refus d'entériner un projet de loi a retardé l'examen par le FMI d'un crédit-reais de 2 milliards de dollars. M. Collor a dû accepter la démission de deux de ses ministres.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Le ministre brésilien du travail et de l'action sociale, M. Antonio Rogério Magri, a présenté, vendredi 17 janvier, sa démission. Son successeur, ainsi que celui du secrétaire d'Etat à l'action sociale, M. Margarita Procopio, ont aussitôt été désignés : il s'agit de deux députés du Parti libéral, MM. Reinoldo Stefano et Ricardo Fuzza.

M. Magri, un fils d'émigrants italiens qui fut président du syndicat des électriciens puis de la Confédération générale du travail (CGT, modérée), était l'un des fidèles du

président. Sa démission intervient après plusieurs scandales qui avaient ébranlé son ministère, dont celui des fraudes de la sécurité sociale, lorsqu'il fut découvert de multiples malversations et trafics au sein de l'organisme dont il avait la tutelle.

Mais c'est avant tout l'affaire dite « des pensions de retraite » qui est à l'origine de son départ. M. Magri a en effet dû assumer l'échec du gouvernement, qui n'est pas parvenu à convaincre les députés de la nécessité d'augmenter les cotisations sociales pour contrebalancer une hausse de 147 % des pensions décidée par les tribunaux. Un échec d'autant plus grave qu'il oblige les négociateurs de la dette brésilienne à fournir au Fonds monétaire international un rapport supplémentaire pour expliquer le financement de ce surcoût, chiffré par la présidence à 11 milliards de dollars.

L'examen de la lettre d'intention adressée par le ministre de l'économie, M. Marcellino Marques Moreira, au FMI, sera en conséquence retardée. Initialement prévue le 22 janvier, la réunion du bureau du FMI, qui doit en outre accorder un crédit-reais de 2 milliards de dollars au Brésil, a été reportée d'une semaine au moins.

Le président Collor s'est vu ainsi infliger un nouveau camouflet par le Parlement, qui ne souhaite pas être associé à sa politique de rigueur et reste sourd à ses appels en faveur d'une « union de toutes les forces de la nation ». Conséquence : sa cote de popularité continue de baisser et seuls 30 % de Brésiliens se déclarent satisfaits de sa politique. Devant ces déboires, le chef de l'Etat s'est plaint de son « isolement » et s'en est pris au système présidentiel, qui ne « favorise pas la solidarité mais la politique du pire ». M. Collor a d'ailleurs raison de se sentir « décapité » : les experts s'attendent en effet à une hausse sensible de l'inflation, qui avait ralenti au cours des mois de novembre et de décembre, avec des taux d'augmentation de 25 % et 23 % respectivement.

Privatisation
d'Embraer

Le programme de privatisations, dont l'application a commencé en août dernier, sera néanmoins poursuivi. Des firmes prestigieuses comme Embraer, premier constructeur aéronautique d'Amérique latine, font partie de la vingtaine d'entreprises d'Etat qui seront mises en vente cette année. Le président de la

Banque nationale de développement économique et social, M. Eduardo Modiano, chargé des privatisations, a même estimé « risqué » la vente de Petrobras, qui détient le monopole de l'exploitation du pétrole au Brésil, précisant toutefois « qu'un amendement constitutionnel sera nécessaire ».

Le président Collor peut néanmoins compter sur quelques signes encourageants : la Banque américaine de développement a accordé un prêt de 80 millions de dollars pour moderniser l'agriculture du pays, et les récoltes agricoles – coton et maïs essentiellement – doivent atteindre un niveau particulièrement élevé cette année, en augmentation de 16 % sur 1991. Une bonne nouvelle dans un pays où les importations de produits alimentaires représentaient l'an dernier 1,6 milliard de dollars.

Sur le plan économique aussi, l'année 1992 restera « très difficile », selon les prévisions du ministre de l'économie, qui a réitéré sa ferme volonté de ne plus recourir à des plans de choc mais de poursuivre une action de longue haleine.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

ÉTATS-UNIS : le début de la campagne électorale

La guerre du Golfe n'est plus un atout pour M. Bush

Le président américain George Bush a montré, dès le début de sa campagne électorale, qu'il entendait utiliser au maximum l'argument de sa « formidable victoire » de la guerre du Golfe pour convaincre les électeurs de la réélire. Mais, à s'en tenir aux sondages, cette « arme » est passablement érodée.

WASHINGTON

correspondance

« Si j'avais écouté les leaders du Sénat, Saddam Hussein serait en Arabie saoudite et vous payeriez environ quatre fois plus cher votre essence. » A cette récente déclaration du président Bush, lors de sa première tournée électorale dans l'Etat du New-Hampshire durement touché par la récession, beaucoup de ses électeurs ont répondu : « Saddam Hussein a du travail, moi je n'en ai pas... »

Loin d'avoir été célébré « triomphalement », le premier anniversaire du déclenchement de la guerre du Golfe a fait partout l'objet de commentaires déçus et de récriminations. Le président est critiqué à la fois par ceux qui lui reprochent toujours d'avoir négligé des problèmes intérieurs pressants, et par ceux qui déplorent que le président n'ait pas poursuivi les combats jusqu'à Bagdad pour se débarrasser de M. Saddam Hussein. Sur la défense, le président doit donc s'efforcer de justifier ce que ses adversaires appellent un « triomphe sans victoire ». Il souligne qu'une « rigueur vitale pour les économies du monde libre est maintenant en vigueur » ; il ajoute que l'intervention américaine a encouragé les Arabes et les Israéliens à discuter d'un règlement de paix, qu'elle a permis la reprise des négociations multilatérales sur un contrôle régional des armements et la libération des otages détenus au Liban. « Une grande partie de l'arsenal irakien est détruit et ce qu'il en reste est maintenant soumis à un

contrôle international... », souligne le président.

La veille cependant, M. Robert Gates, directeur de la CIA, avait informé le Congrès que l'Irak était, en mesure, en quelques années, de rétablir son potentiel d'armement chimique et son programme de missiles balistiques.

Autres options
possibles

Le président a réaffirmé sa détermination de maintenir les sanctions contre l'Irak et d'aider tous les éléments qui, dans ce pays, voudraient instituer un nouveau régime. Toutefois, M. Fitzwater, son porte-parole, a précisé qu'une action unilatérale des Etats-Unis n'était pas envisagée. M. Fitzwater a également tenu à justifier la décision présidentielle d'accepter un cessez-le-feu en rappelant que les chefs militaires – à commencer par le général Powell, chef d'état-major, et le général Schwarzkopf, commandant en chef de la coalition allié – ne pouvaient garantir la capture du dictateur irakien. Des pertes inutiles en vies humaines, l'absence d'un mandat des Nations unies et le danger d'une rupture de la solidarité internationale justifiaient par ailleurs la décision d'arrêter les combats.

□ Nominations du vice-amiral Studeman au poste de numéro deux de la CIA. – Le président George Bush a annoncé, vendredi 17 janvier, la nomination du vice-amiral William Studeman au poste de directeur-adjoint de la CIA. Depuis 1988, le vice-amiral Studeman était directeur de l'Agence pour la sécurité nationale (NSA), le plus secret des services américains de renseignement, notamment chargé des écoutes électroniques dans le monde. Si sa nomination est confirmée par le Sénat, le vice-amiral Studeman remplacera M. Richard Kerr, dont la démission avait été annoncée mardi dernier. (AFP.)

NICARAGUA

M. James Baker demande que la réduction des effectifs de l'armée soit accélérée

Au cours d'une brève visite à Managua, le secrétaire d'Etat américain James Baker a félicité, vendredi 17 janvier, la présidente du Nicaragua, M^{me} Violeta Chamorro, pour les progrès réalisés depuis son arrivée au pouvoir en avril 1990. Il a toutefois demandé à cette dernière d'accélérer les réductions d'effectifs de l'armée et de la police, a indiqué le président du Parlement, M. Alfredo Cesar. Selon ce dernier, M. Baker s'est par ailleurs montré « préoccupé » par la « partialité » de la police sandiniste et a estimé qu'elle « ne garantissait

par l'ordre public ». En deux ans, les effectifs de l'armée sont passés de 88 000 à 21 000 hommes.

M. Baker s'était auparavant rendu au Salvador, où il a souligné le danger que représentent les extrémistes de ce pays pour la paix conclue la veille entre le gouvernement et la guérilla. « Les Etats-Unis accorderont toute leur aide au président Alfredo Cristiani pour assurer que quiconque menaçant le processus de paix sera jugé », a indiqué M. Baker, qui n'a pas chiffré le montant de cette aide. (AFP, UPI.)

« La meilleure façon de se trouver bloqué dans ce conflit de type vietnamien aurait été de mener une lutte au corps à corps dans les rues de Bagdad », a-t-il dit. Il a admis en outre que la vigoureuse critique par les médias de la destruction massive par l'aviation américaine d'un convoi de soldats et civils irakiens désarmés cherchant à s'enfuir par la route 26 (la route « de la mort ») avait influencé la décision de cessez-le-feu. Marcher sur Bagdad au prix de lourdes pertes n'était pas la seule option, affirme le magazine Newsweek. Il aurait notamment été possible d'empêcher l'évasion des gardes républicains et de leur matériel puis de les encercler et de les éliminer à Bassorah, d'après l'enquête effectuée par le magazine.

Ce premier anniversaire a aussi donné l'occasion à diverses publications, dont le New York Times, de mettre en évidence le « bourrage de crâne » pratiqué par une entreprise en relations publiques financée par les Koweïtiens. Elle aurait fait déposer au Congrès une jeune

filie du Koweït (la fille de l'ambassadeur à Washington) qui, en pleurant, a affirmé que des soldats irakiens avaient, dans l'émirat, sorti des bidons de leurs cuvettes pour les laisser mourir dans la rue... Amnesty International et d'autres groupes ont démenti cette accusation.

Ces critiques et controverses affectent l'auréole du président Bush en matière de politique étrangère, d'autant que les résultats de la négociation entre Israël et les pays arabes sont incertains et que le bilan négatif du voyage présidentiel à Tokyo n'est pas oublié. Le président traverse une phase difficile mais garde cependant plusieurs atouts. L'un est le prestige lié à l'institution présidentielle, l'autre est l'absence de concurrent démocrate d'envergure, le dernier est sa femme Barbara, dont la cote de popularité dépasse aujourd'hui la sienne.

HENRI PIERRE

DIPLOMATIE

La fin de la visite à Paris de M. Nawaz Sharif

La France accepte, sous conditions, de vendre au Pakistan des avions Mirage et une centrale nucléaire

Arrivé mardi 14 janvier, le premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif, devait achever samedi sa visite officielle à Paris. Au cours de ses entretiens, notamment avec M. François Mitterrand et M^{me} Edith Cresson, il a obtenu de la France la promesse de vente d'une centrale nucléaire et d'avions Mirage ; mais ces contrats restent soumis à des conditions qui seront difficiles à remplir.

Si l'on en croit les deux parties, les affaires marchent bien entre la France et le Pakistan. M. Nawaz Sharif a en effet obtenu une promesse d'accord de coopération militaire, trois chasseurs de mines tripartites (d'une valeur de 1,3 milliard de francs), deux protocoles (d'un montant total de 458 millions de francs) pour la construction de deux centrales, une thermique et une hydraulique, une compensation de 700 millions de francs pour le dédit de Paris, qui n'a pas construit l'usine de retraitement de déchets nucléaires promise un peu inconsidérément du temps de M. Giscard d'Estaing. Sans par-

ler de la promesse de vente de trois sous-marins et de trois systèmes de radar.

En plus, Islamabad peut s'estimer satisfait de l'attitude française – ou plus précisément de l'Élysée – sur les 2000 E d'achat de la centrale nucléaire. En ce qui concerne le premier dossier, en dépit de craintes émanant de certains milieux militaires français, la réponse est un « oui » mais. Un « mais » financier et non pas politique : le Pakistan, qui a déjà de nombreux engagements dans ce domaine à l'égard de la France, devra proposer lui-même un montage financier crédible pour obtenir la quarantaine d'avions qu'il convoite, et qui pourront faire face à la centaine d'appareils du même type de son voisin, et rival, indien.

En ce qui concerne la centrale que M. Mitterrand, peut-être sous le charme de M^{me} Benazir Bhutto, a promis de financer, les conditions sont politiques : cette usine – qui s'ajoutera à d'autres à l'achat d'une centrale chinoise, signée le 31 décembre dernier – se fera lorsque le Pakistan aura signé le traité de non-prolifération nucléaire (TNP), auquel la France a accepté seulement l'an dernier, et acceptera une « contrainte intégrale » de ses facilités nucléaires.

Les Pakistanais se disent d'accord pour respecter ces conditions, quand l'Inde fera de même. Et M. Sharif s'est défendu d'avoir l'intention de se doter de l'arme nucléaire bien qu'il en ait la « capacité ».

Régulariser
l'équilibre

M. Mitterrand a toutefois accueilli tout à fait favorablement la proposition de M. Sharif de dénucléarisation du sous-continent indien tout comme l'idée d'une conférence à cinq (Etats-Unis, Russie, Chine, Inde et Pakistan) et s'est même déclaré prêt à y participer (voir l'interview de M. Sharif dans le Monde du 15 janvier). Ne serait-ce que pour prendre le Pakistan au mot.

Ce n'est certes pas demain que cette région deviendra un havre de paix. En attendant, et en dépit de relations excellentes avec l'Inde, Paris accorde désormais une place privilégiée à ce vieux client des armements français qu'est le Pakistan. Pour des raisons commerciales certainement, mais aussi pour des raisons stratégiques. S'il lui vend des armes, dit-on ici, c'est pour réduire le déséquilibre militaire, qui est trop favorable à l'Inde, et

PROCHE-ORIENT

Envisageant une « protection internationale » de certains lieux saints

Les Eglises chrétiennes de Jérusalem critiquent sévèrement la politique israélienne

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Se disant « profondément préoccupés » et dénonçant « plusieurs incidents graves » qui se sont produits en 1991, les autorités des huit plus grandes Eglises chrétiennes présentes en Terre sainte viennent de déclencher une vive polémique en publiant, à Jérusalem, une « déclaration » particulièrement critique à l'endroit de la politique suivie par Israël, aussi bien à l'égard des populations que des institutions non juives sous son administration. Ce texte, diffusé mardi 14 janvier, a notamment suscité le colère du maire de Jérusalem, M. Teddy Kollek.

Dans ce document, signé entre autres par les patriarches des Eglises latine, grecque orthodoxe et arménienne – les trois « garantes » des Lieux saints –, les prélats condamnent tout d'abord l'occupation récente, « par des soldats, bénéficiaires de fonds publics », de plusieurs maisons habitées par des familles arabes, à Silwan, au pied de la vieille ville de Jérusalem. Dénonçant la « politique agressive de colonisation » menée par une organisation juive militante (Ateret Cohanim) dans la Ville sainte et ses alentours, les autorités ecclésiastiques regrettent l'écroulement de l'ambassade américaine sur le gouvernement à l'égard « des déprédations commises par ces colons ». « Comme nous l'avons souvent déclaré par le passé, poursuivait les signataires, nous condamnons catégoriquement toute tentative de modifier le statut et le caractère unique et démographique de Jérusalem. » Les prélats chrétiens dénoncent également « les punitions collectives qui continuent d'être appliquées, de manière indiscriminée, aux populations civiles palestiniennes ». Et le document cite notamment le cas de Ramallah, placée sous un couvre-feu total pendant deux longues semaines, ainsi que les nouvelles restrictions imposées à d'autres villes de Cisjordanie et de la bande de Gaza. Celles-ci, précise la déclaration, « aggravent encore les sévères restrictions de mouvement déjà imposées aux gens depuis le début de l'an dernier (...) et elles ont sérieusement limité leur liberté d'accès aux Lieux saints de Jérusalem pendant la période des fêtes ».

Israël garantit en principe le libre accès aux Lieux saints pour les fidèles des trois grandes religions monothéistes, mais les chrétiens, notamment, se plaignent avec souvent de la non-préservation de certains sites archéologiques les plus importants. C'est ainsi que, selon la déclaration des huit prélats de Jérusalem, « plusieurs vestiges chrétiens, comme le monastère Saint-Georges, à l'extérieur de la porte de Jaffa, et le complexe monastique Saint-Sépulchre (au site du sixième siècle découvert récemment près de la porte de Damas) se sont vu dénier la possibilité et ont été enterrés sous de nouvelles autoroutes ». En fait, une partie du complexe pourrait encore être sauvegardée, et les autorités israéliennes doivent prendre une décision à ce sujet dans les prochaines semaines.

« D'ores et déjà, affirment les Eglises, « une mosaïque byzantine rare, du sixième siècle, a été irrémédiablement endommagée [par un coup délibéré de peinture noire] et deux chambres funéraires arméniennes, de la même époque, (ont été) enterrées sous une énorme quantité de rocs » déversés par des milieux orthodoxes opposés à l'excavation de sépultures juives qui « pourrissent » se trouvent sous le site chrétien... Bref, les Eglises « demandent » au gouvernement israélien, « la préservation des reliques », faute de quoi, « si des mesures appropriées et satisfaisantes ne sont pas prises », les autorités chrétiennes locales envisageront de rechercher « une protection internationale ». En clair, c'est l'UNESCO qui sera appelée à la rescousse.

Recours
à l'UNESCO

PATRICE CLAUDE

□ Un appel en faveur des journalistes palestiniens. – La Fédération internationale des journalistes (FIJ) a lancé un appel, vendredi 17 janvier, au gouvernement israélien pour qu'il abolisse les restrictions imposées aux journalistes palestiniens et une censure « anachronique » en Israël et dans les territoires occupés. Les auteurs du rapport publié à Bruxelles appellent Israël à « reconsidérer, objectivement, les journalistes palestiniens » dont vingt-cinq sont détenus... et à éliminer toutes les restrictions à la liberté de mouvement des journalistes. (AFP.)

□ SYRIE : des militants des droits de l'homme seraient arrêtés et torturés. – Six militants pour la défense des droits de l'homme ont été arrêtés le 18 décembre en Syrie et sont soumis à la torture, indique un communiqué des Comités de défense des libertés démocratiques et des droits de l'homme en Syrie, publié vendredi 17 janvier à Paris. Ces comités demandent leur libération immédiate et la possibilité pour eux de « bénéficier des soins nécessaires dans des conditions humaines ».

PATRICE DE BEER

POLITIQUE

La préparation des élections régionales et cantonales

M. Chirac : « Nous ne pouvons gagner qu'ensemble ! »

Les dirigeants de l'opposition parlementaire se sont réunis, samedi 18 janvier, à l'hôtel de Ville de Paris, dans le cadre des seizièmes Journées nationales du Mouvement national des élus locaux (MNEL). Présidé par M. Alice Saunier-Séité, ancien ministre des universités, le MNEL a beaucoup milité pour l'organisation au sein de l'UPDF des « primaires à la française » suggérées, à l'origine, par M. Charles Pasqua. Son secrétaire général est M. Alain Robert (voir notre encadré). Ce samedi, il a permis à MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac de donner un coup d'avant commun aux élections régionales et cantonales de mars. Elle leur a également permis de poursuivre le débat ouvert sur le parti unique de l'opposition et les primaires.

M. Jacques Chirac, président du RPR, a rappelé les différentes étapes de l'union de l'opposition : états généraux réunis à huit reprises, création de l'Union pour la France (UPF), qui regroupa le RPR et l'UDF, et décision « d'aller ensemble aux combats » des prochaines consultations. « Oui,

régionales, le comité d'organisation des primaires se réunira pour fixer définitivement les règles que nous nous engageons tous à respecter scrupuleusement. Avant l'automne 1992, notre système de primaires devra être prêt à fonctionner loyalement, et chacun de ceux qui peuvent légitimement ambitionner d'être candidats devra avoir pris l'engagement moral de soutenir celui qui aura été démocratiquement choisi. » Pour « souligner cette démarche unitaire », M. Chirac a proposé de siéger « personnellement » avec M. Giscard d'Estaing « dans le comité qui aura à définir cette organisation », en leur qualité de président du RPR et de président de l'UDF.

M. Giscard d'Estaing : « De l'union à l'unité »

« Le moment est venu, a déclaré pour sa part M. Giscard d'Estaing, de passer de l'union à l'unité de l'opposition. La France a besoin aujourd'hui d'une grande formation de l'opposition pour pouvoir compter demain sur une grande forme-

Le parcours extrémiste de M. Robert

Secrétaire général du Mouvement national des élus locaux (MNEL), M. Alain Robert a été élu à ce poste le 28 juin 1989, après avoir longuement milité à l'extrême droite. La durée de son engagement a dépassé en effet, de très loin, le temps d'une passion de jeunesse. Responsable du groupuscule Occident au début des années 80, il devient, à la fin de cette décennie, animateur du Groupe union-droit, puis Groupe d'union et de défense (GUD), dont le terrain d'action musclée est le faculté d'Asses à Paris. Il milite ensuite dans un autre groupe d'extrême droite, l'Ordre nouveau, dont il devient le secrétaire général en 1973. Il cumule cette fonction avec celle de secrétaire général du Front national, créé en 1972 et présidé par M. Jean-Marie Le Pen. Il sera candidat sous cette étiquette dans les Yvelines contre M. Michel Rocard. A cet époque, il estime que « le Front national doit être la réunion de toutes les familles nationales,

des maurassiens, des nationaux, des intégristes, pour instaurer un nouvel ordre ».

Après la dissolution d'Ordre nouveau, le 28 juin 1973, M. Robert quitte le Front national et lance les comités Faire front, avant de fonder le Parti des forces nouvelles (PFN) en novembre 1974, avec, notamment, M. François Brigneau et M. Jean-François Galvaire. Il figure en troisième position sur la liste de l'Eurodroite conduite par Jean-Louis Tixier-Vignancour aux élections européennes de 1979.

Après l'élection présidentielle de 1981, M. Robert rejoint le CNIP, qui sert, à cette époque, de lieu de recyclage des extrémistes. Puis il est élu conseiller général de Seine-Saint-Denis (Montreuil-Ouest) en 1985 et conseiller régional - deuxième sur la liste du RPR - en 1988 dans ce département.

O. B.

L'union a progressé, s'est exhalée le maître de Paris. Chacun a bien compris qu'il ne pouvait y avoir de destin personnel sans victoire collective. Nous ne pouvons gagner qu'ensemble ! » Cependant, M. Chirac a estimé que ces progrès ne sont pas suffisants : « Il faut aller plus loin et plus vite dans deux domaines au moins », a-t-il précisé.

Le premier concerne le programme de l'opposition. Prenant l'exemple de l'Europe, l'ancien premier ministre a proposé la réunion « à bref délai » d'états généraux pour « adopter une réponse commune sur le traité de Maastricht et sur les modifications constitutionnelles qui en découlent ». « L'Europe ne doit pas être, et ne sera pas un sujet de division », a indiqué M. Chirac.

Le second domaine dans lequel le président du RPR souhaite une accélération est le choix par les formations de l'opposition de leur candidat commun à l'élection présidentielle. « Je demande, a-t-il dit, que, dès le lendemain des élections

tion de gouvernement (...) Quelle énergie gaspillée dans nos petites rivalités ou nos combats d'appareil, alors qu'il y a tant à faire pour les tâches qui nous attendent. » Saluant « la position courageuse et remarquable » de M. Charles Pasqua, le président de l'UPDF a souhaité que l'opposition « ne reste pas au milieu du gué, qu'elle aille plus loin pour gagner l'autre rive ».

Soulignant « qu'il faut savoir avancer pas à pas et reconnaître les difficultés pratiques qui sont inévitables », M. Giscard d'Estaing a également livré deux propositions. Il a demandé que les élus de l'opposition, « lorsqu'ils sont issus de listes communes, ne se séparent plus désormais dans les assemblées où ils siègent, et qu'ils constituent des groupes communs » ; et il a suggéré une réunion du bureau politique de l'UPDF, le samedi 4 avril, au lendemain de l'élection des présidents des conseils régionaux et généraux « pour réfléchir aux moyens d'avancer vers une opposition sans frontière ».

aux régionales conduites par M. Bosson, envisageant des candidatures multiples aux cantonales, contrairement à l'accord global conclu entre MM. Pierre Mazeaud, député RPR, et Bosson.

o Loiret : l'UPDF rééme M. Barzach. - Le bureau départemental de l'UPDF du Loiret a opposé, vendredi 17 janvier, une fin de non-recevoir à M. Michèle Barzach qui souhaitait être candidate aux régionales dans ce département sur la liste conduite par M. Paul Masson (RPR), sénateur. La présence de l'ancien ministre sur la liste UPDF « n'a pas été jugée opportune », a expliqué M. Louis Boyer (UDF-RPR), président départemental de l'UPDF, sénateur et maire de Gien. Après avoir donné, le 6 décembre 1990, sa démission du RPR et de l'Assemblée nationale, M. Barzach, dévouée au premier tour de la législative partielle organisée à Paris en janvier 1991, par M. René Gaty-Dejean, RPR, avait renoncé à se maintenir au second.

o Haute-Savoie : M. Bosson (CDS) renonce à conduire la liste d'union. - « Constant que l'union est mise en échec », M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, député et maire d'Annecy, a décidé, vendredi 17 janvier, de renoncer à conduire la liste régionale de l'opposition UDF-RPR, en Haute-Savoie. Il invoque la « déunion qui vient d'éclater au sein du RPR départemental », où certains, tout en souhaitant une liste unique

Un entretien avec M. Antoine Casanova

« Les exigences de libération des peuples ne trouveront pas de réponse dans la civilisation que le capital financier veut imposer », nous déclare le responsable du secteur des intellectuels au PCF

M. Antoine Casanova, cinquante-six ans, maître de conférences à l'université de Franche-Comté, membre du Parti communiste français depuis 1953, auteur de plusieurs ouvrages d'histoire, directeur de la revue la Pensée, est responsable, au bureau politique du PCF, du secteur culture, intellectuels, enseignement. Il a répondu à nos questions sur l'effacement de l'empire soviétique et ses conséquences.

« L'URSS est morte. En tant que responsable de l'activité du PCF parmi les intellectuels, en portez-vous le deuil ? »

« Dans ce que j'éprouve, les sentiments de souffrance se mêlent à l'inquiétude, aux motifs de vigilance et à l'espérance. La Révolution soviétique a constitué la première déchirure dans le tissu de la domination universelle du capitalisme sur la planète. Elle a été, alors et depuis, d'immense portée pour toutes les forces progressistes du monde. Elle a constitué aussi la base sur laquelle a pu se construire la contribution de l'URSS à la victoire sur le nazisme.

« Comment aujourd'hui ne pas éprouver de souffrance en voyant quel est l'aboutissement de cette « révolution dans la révolution », comme disait M. Gorbatchev, qu'aurait pu constituer la perestroïka entreprise en 1985, et en songeant que, si rien n'était adieu, et assurément à son succès, rien n'était fatal et nécessaire quant à son échec ? »

« Comment ne pas partager l'inquiétude de citoyens de toutes sensibilités devant l'horizon d'insécurité, de troubles guerriers, de destruction des droits sociaux, de régressions culturelles, de précarité et de misères immenses que les forces du capital veulent instaurer pour étendre aux peuples de la-bas l'ordre qu'elles imposent ailleurs, notamment dans le tiers-monde ? »

« Devant ces événements et bouleversements, je me trouve aussi confirmé dans les attitudes de refus qui sont depuis longtemps les miennes et celles des communistes français devant les traits majeurs de l'histoire soviétique qui n'avaient rien d'universel ni de libérateur.

« En même temps, rien n'était l'espérance que je crois partager avec beaucoup de citoyens français, communistes ou non. Hier, malgré le retour du drapeau blanc en France en 1815 et la victoire de la Sainte-Alliance, les forces révolutionnaires ont vu échouer leurs prétentions à « former l'abîme des révolutions » et à arrêter le cours de l'histoire. Aujourd'hui, les exigences de libération des personnes et des peuples qui croissent en France et dans le monde ne me paraissent guère pouvoir trouver

réponse dans la civilisation que le capital financier veut imposer.

« La fin de l'URSS n'est-elle pas aussi, d'une certaine façon, une « mort intellectuelle » pour tous les intellectuels français qui avaient contribué à magnifier le système soviétique ? »

« Les intellectuels français qui ont manifesté leur soutien à l'URSS l'ont fait pour l'essentiel, me semble-t-il, en des périodes comme les années 1918-1920, les années de montée du nazisme, la seconde guerre mondiale, les décennies ultérieures de lutte contre les dominations et guerres coloniales. Des périodes où les exigences de justice, de paix, de libération qui étaient celles de ces intellectuels entraient en convergence avec les combats et les attitudes de l'URSS et des pays socialistes.

« C'est dans ce contexte que l'on peut sans doute non point justifier, mais historiquement expliquer l'existence d'aveuglements plus ou moins forts et durables sur des aspects inacceptables ou criminels de la vie des pays de l'Est. Mais ces mêmes intellectuels français, comme Jean-Paul Sartre, comme Aragon, par exemple, ont aussi développé critiques, dénonciations puis mises en cause globales des formes centralisées, autoritaires, stalinienne du socialisme.

« Nous avons dû nous remettre en cause »

« Peut-on espérer convaincre ses concitoyens de la justesse de ses analyses demain, quand on s'est aussi lourdement trompé hier ? »

« Les réalités ne sont-elles pas autrement bâties et autrement contraintes que la formulation de votre question pourrait le donner à entendre ? Les choix et les actes qui, depuis 1920, ont constitué l'axe et l'âme de la vie des citoyens de notre pays qui ont voulu être des communistes, ce sont ceux du Front populaire, de la Résistance, des luttes anticolonialistes, des luttes pour les libertés, des libertés révolutionnaires ou du moins la seule force politique à n'avoir jamais porté atteinte en France ; des luttes culturelles pour la création et l'élargissement du cercle des connaissances ; des luttes de soutien au combat des travailleurs contre le capitalisme. En menant ces combats, les communistes français se sont-ils trompés, ont-ils trompé les travailleurs, devraient-ils être moins crédibles demain ? »

« Ce qui est incontestable, par contre, c'est que, dans l'histoire du PCF depuis 1920, se sont entrelacés audace, étonnances, innovation créatrice et aussi des certitudes et comportements qui se sont révélés

être erronés et illusoire. Je pense ici à l'idée que nous nous sommes trop longtemps faite du socialisme dans les pays de l'Est. Ou encore, sur un autre versant de la vie, à la conception déléguée, de sommet, en matière d'union des forces populaires, des forces de gauche. Nous avons dû nous remettre en cause. Nous l'avons fait et nous n'avons pas achevé ce cheminement.

« Où est le salut, selon vous, pour les intellectuels français qui ne veulent pas désespérer du communisme ? »

« C'est précisément pour contribuer aux échanges, confrontations d'idées, propositions d'actions qu'appelle une réappropriation critique, politique, des voies et moyens d'une transformation libératrice que nous avons organisé, samedi 18 janvier, au Musée social de Paris, une rencontre avec des intellectuels de disciplines diverses.

« Sur une semence ou sur un débris »

« Entre « la jungle et le zoo » dont parle Jean Ferrat, y a-t-il place, aujourd'hui, pour une nouvelle utopie ? »

« En ces années 90, la France et l'humanité se trouvent à la croisée des chemins où, comme l'écrivait Alfred de Musset à propos des années 1815 à 1830, « on ne sait, à chaque pas que l'on fait, si l'on marche sur une semence ou sur un débris ».

« Le socialisme centralisé et autoritaire est un échec. Les forces du capital veulent imposer aux individus, aux nations, à la France une civilisation qui serait celle du travailleur précaire et flexible. A l'inverse, les exigences des travailleurs et des peuples trouvent des racines de profondeur inédite dans le mouvement même des savoirs et des forces productives contemporaines. Ces exigences sont à la base d'irrépressibles luttes et recherches d'issue de libération humaine.

« C'est dans le développement de ces recherches et de ces combats sociaux et politiques que s'enracine, pour moi l'espérance de construction en France d'une société socialiste autogestionnaire, pluraliste : une société où la vie de travail, la vie culturelle, la vie civique se fondent sur la participation plénière de chaque citoyen à la gestion de tous les aspects de son existence. Une société où le travail, la vie, le marché lui-même soient libérés de la domination multilatérale du capitalisme réel, c'est-à-dire du capitalisme financier. En un mot, si l'utopie, c'est cette espérance, je crois en cette utopie. »

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT

Vous avez tout à fait raison. C'est même une nécessité vitale pour toute démarche marxiste. Je

LIVRES POLITIQUES

P OUR faire bonne mesure, il sera question dans cette chronique du marxisme et de l'Etat. Il y a là de quoi décourager les meilleures volontés. Marx est passé de mode et l'Etat a mauvaise presse. Quelle drôle d'idée de revenir à celui-ci pour s'interroger sur celui-là ? Pierre Bauby l'a eue, cette idée, et y a consacré ses efforts, dans le cours d'un travail universitaire qui trouve son aboutissement dans un essai intitulé *L'Etat-stratégie*.

L'auteur se réclame du marxisme, un marxisme profondément renouvelé et revivifié, loin du dogmatisme et « de l'idéologie, figée, ossifiée » qu'il avait fait les penseurs et acteurs du communisme. Pierre Bauby commence donc par analyser les raisons d'une crise qui ont conduit une théorie créatrice et inachevée à s'épuiser dans une doctrine déterministe, volontariste, économiste, débouchant pour son plus grand malheur sur le modèle soviétique. Il s'agit, selon lui, de laisser le marxisme pour qu'il retrouve ses vertus premières d'analyse du mouvement social, à partir de faits et d'une réalité qui diffèrent de ceux que Marx avait connus et en prenant en compte « les potentialités de transformation qui existent sous forme d'aspirations ou de rejets ».

L'Etat saisi dans ses contradictions

L'auteur s'attache particulièrement à l'interprétation abusive qui a été faite de la théorie incomplète de l'Etat chez Marx et dont on a tiré (à l'exception de Gramsci et de recherches plus récentes mais isolées) une conception purement instrumentaliste. En France, explique-t-il, cette dérive de la démarche marxiste a été renforcée par l'héritage du volontarisme jacobin. Ainsi le PCF, après avoir mal apprécié le phénomène gaulliste en 1958, en est-il venu à la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat qui justifiait la prise de contrôle de l'Etat par la classe ouvrière et la politique d'alliance fondée sur le programme commun de la gauche. « L'étatisme et l'instrumentalisme ont été et restent légionnaires comme conception de l'Etat portée par le PCF et, par là même, dans le courant dominant du marxisme », écrit Pierre Bauby, alors, ajoute-t-il, que cette conception ne rend pas compte de toute la réalité et de ses contradictions : en cela, observe-t-il, elle est non marxiste.

L'auteur constate que l'Etat, s'il est contraint par sa nature de tenir compte des intérêts des classes

dominantes, s'efforce aussi « de réguler l'ensemble des contradictions de la société, tout en concourant à la reproduction du système » comme garant de l'intérêt général. Il ne repose pas seulement sur « une manipulation de l'idéologie dominante » et se révèle comme une « unité contradictoire » qui est la résultante d'une « imbrication de contradictions ».

Les évolutions sociales au cours du dernier demi-siècle ont rendu plus complexe le rôle de l'Etat, qui s'est trouvé soumis aux exigences croissantes du micro-social et aux pressions de l'internationalisation des économies et des sociétés. Mais son rôle demeure, que l'auteur appréhende à travers la notion d'Etat-stratégie. Celle-ci permet, estime-t-il, « de rendre compte de l'Etat sans le sous-estimer ni la surestimer », au-delà de la querelle réductrice sur plus ou moins d'Etat. « L'Etat, écrit-il, n'est pas plus cette idée sans consistance et sans impact que ce « Moloch » omniscient, omnipotent, autoritaire sinon totalitaire. Placé au cœur du réseau de contradictions de la société, traversé par elles et en même temps

par ses propres contradictions internes, l'Etat-stratégie des légitimes, la règle et en assure la reproduction qui, pour n'être jamais à l'identique, en conserve les principaux équilibres - ou déséquilibres (...) En mettant en œuvre un marxisme vivant reposant sur la théorie de la contradiction, on peut donner quelques coups de projecteur dans ce « trou noir » du marxisme qu'est la théorie de l'Etat. »

Tout au long de sa démonstration, l'auteur se réfère notamment aux travaux d'Henri Lefebvre. Dans un opuscule, Patricia Latour et Francis Combes, tous deux militants communistes, publient le récit de conversations qu'ils ont eues avec ce philosophe, il y a tout juste un an. Henri Lefebvre est mort le 29 juin 1991, et ce texte constitue son dernier témoignage, une ultime occasion de rappeler en toute simplicité que le projet du marxisme était « de libérer les masses pour libérer l'individu » et que « l'échec du stalinisme, c'est l'échec de l'immoralisme politique ».

► L'Etat-stratégie, de Pierre Bauby. Les Editions ouvrières, 235 pages, 120 F.

► Conversation avec Henri Lefebvre, de Patricia Latour et Francis Combes. Messidor, 116 pages, 65 F.

ANDRÉ LAURENS

V. DEVILLECHABROLLE

CARNET DU Monde

ANDRÉ PASSERON

MÉTÉOROLOGIE

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	bruisse	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orange	pleine	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

هكذا من الأصل

Le Monde HEURES LOCALES

Les vigilants de Caudéran

Dans un quartier résidentiel de Bordeaux, des habitants se mobilisent pour s'opposer aux projets d'urbanisme de la municipalité et aux ambitions des promoteurs

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

JACQUES CHABAN-DELMAS est-il encore d'actualité ? Après l'affaire du « Mai musical », soulevée par la chambre régionale des comptes et le scandale des Girondins, voici que des électeurs du quartier de Caudéran, le Neuilly bordelais, rient dans les brancards. Une association, qui existait à peine il y a un an et déjà forte de mille sept cents adhésions, conteste l'urbanisme triomphant.

Caudéran, il est vrai, est fier de son particularisme. Sur cette pente sablonneuse qui s'élève doucement à l'ouest de la ville, les praticiens romains, dit-on, s'étaient déjà établis. Au Grand Siècle, les bourgeois y édifièrent leurs maisons de campagne ; au siècle suivant, les aristocrates de luxueuses chaumières ; et au dix-neuvième, le tout-venant de plus modestes maisons de pierre qu'on appelle ici des « échoppes » (1). C'est là qu'aujourd'hui la bonne société locale fait élever ses fils dans des institutions privées et que Chaban vient jouer au golf.

Ces collines verdoyantes et cossues, qui s'étendent sur 700 hectares, furent durant deux siècles le siège d'une commune indépendante. Celle-ci, en 1965, se laissa annexer par Bordeaux qui, redoutant de passer sous le seuil des deux cent mille habitants, reçut avec soulagement le renfort des trente mille Caudérans.

Des immeubles devant les villas

Certains d'entre eux renonceraient bien aujourd'hui à l'honneur d'appartenir à la capitale d'Aquitaine. Car depuis vingt ans les promoteurs-construteurs lorgnent sur ce quartier résidentiel, essentiellement constitué de maisons basses avec jardins. Le plan d'occupation des sols entré en vigueur au début des années 80 leur a légué les rênes. La municipalité de Bordeaux poursuivait deux objectifs : conserver sa population et construire des entrées de ville dignes de ce nom. D'où la possibilité de bâtir en hauteur et donc de densifier. En encourageant la construction à but localitif, la loi Méhaignerie précipita encore la ruée sur Caudéran. Depuis 1980, le nombre des Caudérans a augmenté de 20 %.

Les premiers frémissements de mécontentement ont été enregistrés en 1989 à l'occasion d'une révision du POS. Un conseiller socialiste, François-Xavier Bordenave, ose proposer de tout stopper pour réfléchir, avec la population, à une manière de « construire différemment ». Événement sans précédent, deux cents Caudérans se dérangèrent pour inscrire leurs suggestions sur le registre d'enquête publique. Mais l'année suivante, les deux tiers d'entre eux votèrent, comme d'habitude, pour la liste Chaban. Les buildings peuvent continuer à s'élever bon train.

L'un d'entre eux, justement, doit s'édifier avenue de Verdun, à la place d'une villa nichée au creux de son jardin. Derrière sa haie de tuyas, le voisin, qui vient d'emménager avec son épouse et ses trois enfants, s'aperçoit qu'une muraille de béton de quinze mètres de haut plongera bientôt sa pelouse et ses croisées dans la pénombre. Débarquant d'outre-mer, Denis Lopez, trente-neuf ans, enseignant à l'université, ne connaît pas les usages. Quand il



comprend que le promoteur va, avec la bénédiction de la mairie, bâtir quatre étages là où le POS n'en autorise que deux, il amène le quartier et court déposer plainte au tribunal administratif. Pour le tout Caudéran, c'est comme un électrochoc.

« Il y a des années qu'on se plaignait de ces blocs de béton qui grimpent n'importe où », raconte Gilbert Bertranet, ancien directeur commercial, établi à Caudéran depuis quarante ans, mais on avait l'impression qu'on n'y pouvait rien. Tout ça est tellement compliqué et les constructeurs sont si puissants... »

Denis Lopez est malin. Il baptise l'association qu'il fonde en août 1990, le « Comité d'accompagnement de l'urbanisme, pour la défense

de l'environnement, le respect et l'amélioration des normes », en raccourci le CAUDERAN (2). Le programme séduit. En quelques semaines, les adhésions affluent, y compris celles des membres des comités de quartier dont l'ambition se limitait, jusque-là, à faire améliorer les feux rouges ou l'éclairage public.

Non seulement les promoteurs d'immeubles collectifs prennent la vue et le soleil de leurs voisins, argumentent les membres du CAUDERAN, mais leurs profits sont la somme des moins-values qu'ils font subir aux « échoppes », villas et chaumières qui entourent leurs buildings. En général de 20 à 30 %. Lorsque des propriétaires réalisent cela, ils deviennent enragés. Et ces médecins, fonctionnaires, ingénieurs

et cadres apportent immédiatement dans l'action associative leur savoir-faire professionnel. Sous l'autorité d'un spécialiste de la vente, ils distribuent des tracts dans les boîtes aux lettres. Une équipe de retraités se charge d'éplucher les demandes de permis de construire déposées en mairie. Dans chaque rue, un volontaire surveille les ouvertures de chantier. Un SVP téléphonique fonctionnant 24 heures sur 24 reçoit les appels. Tandis qu'ingénieurs, architectes et anciens du bâtiment étudient les dossiers, des juristes rédigent les recours. Nul besoin de tenir des meetings ou de défiler dans les rues. D'abord ça ne se fait pas, à Bordeaux, et puis le message parvient clair et fort à qui de droit. En juin 1991, dix mois après la création de l'association, Jacques Chaban-Delmas écrit à Denis Lopez : « Nous devons veiller à conserver à Caudéran son visage, sans toutefois figer les situations. »

Faites respecter les règles

Lorsque la Ville met en chantier une nouvelle modification du POS (la dixième en dix ans), le docteur Jean Roquin, adjoint à l'urbanisme, et Jean-Claude Doubrère, le directeur de l'Agence d'urbanisme, reçoivent le brain trust du CAUDERAN. Deux conceptions s'opposent. Une agglomération, disent les urbanistes, ne peut s'étaler à l'infini. Il faut bien densifier. Et celui qui a le privilège d'habiter en ville s'expose à voir changer son environnement. « D'abord, faites respecter les règles », répondent les habitants. Ensuite, nous revendiquons le droit de vivre paisiblement là où nous avons élu domicile. »

Après de multiples réunions, les premiers acceptent 90 % des améliorations demandées par les seconds : moins de constructions en hauteur et davantage d'espaces entre les immeubles et leurs voisins. L'association ne relâche pas sa pression. Vingt projets sont contestés. Sept ont déjà été annulés ou retirés, treize font l'objet de recours ou de négociations. Certains promoteurs renoncent, d'autres menacent. L'un d'eux, Pierre et Loïs, demande au tribunal de condamner le CAUDERAN à plus de 1 million de francs d'indemnités pour procédure abusive.

Pourtant, il y a dans la revendication d'une meilleure écologie urbaine pas mal d'egoïsme : celle des « premiers occupants ». C'est ce que les autorités bordelaises ont baptisé d'un joli mot : l'égologie. Pour y échapper, le CAUDERAN n'a que deux moyens. Le premier consiste à élargir son action à la ville entière. Des contacts sont déjà pris avec les associations d'autres quartiers de Bordeaux et d'autres villes de la communauté urbaine. Le second revient à laisser les partis politiques reprendre à leur compte les revendications locales en les élargissant à un véritable projet de ville. Plusieurs listes engagées dans la campagne des élections régionales s'y emploient. Les militants associatifs, qui se veulent apolitiques, parlent de « réconciliation ». A quoi serviraient les futurs élus s'ils ne traduisaient en terme politique les pulsions, les intérêts et les opinions de leurs concitoyens ?

MARC AMBROISE-RENDU

(1) Histoire de Caudéran, par Henri Ciran, Bordeaux, 1949, 218 p.
(2) CAUDERAN : 56, avenue de Verdun, 33300 Bordeaux-Caudéran.

Fourrière et axes rouges

Le préfet de police de Paris, M. Pierre Verbrugghe, vient d'indiquer aux édiles de la capitale que le nombre de véhicules mis en fourrière au cours du premier semestre 1991 s'élève à 83 422. La progression, par rapport à la même période de l'année précédente, est importante, puisqu'elle atteint 18 %. Si cette augmentation de la ronde des camions-grues n'a pas sensiblement amélioré la fluidité du trafic sur l'ensemble du réseau de la voirie parisienne, elle a été bénéfique pour les six sociétés privées (18 millions de francs en 1989 pour 99 525 automobiles) qui, après procès-verbal dressé par les gardiens de la paix, enlèvent les véhicules en stationnement illicite qui compromettent « l'esthétique des sites et paysages classés ».

Pour récupérer un véhicule, il en coûte la bagatelle de 701 francs (230 francs d'amende et 471 francs de frais d'enlèvement et de garde). Les arrondissements les plus touchés par la mise en fourrière sont les huitième (9 423 automobiles de janvier à juin 1991), quinzième (8 709), dix-huitième (8 976) et douzième (8 427). La création, le 11 septembre 1990, des vingt-sept premiers kilomètres d'axe rouge, où la priorité absolue est donnée à la circulation, explique, sans doute, cette soudaine vitalité des entreprises chargées de déplacer de force les automobiles en stationnement interdit sur le réseau adjacent de ces voies dites rapides. Mais un arrondissement comme le douzième ne possède pourtant, à l'époque, aucun axe rouge. A ce propos, ne faudrait-il pas s'assurer, ainsi que le demandait en 1987 M. Jean Paoletti, préfet de police, que « ce sont les véhicules les plus gênants pour la circulation, et non les plus faciles à enlever, qui sont conduits en fourrière » ?

Un programme de dix ans

Cette affaire est à nouveau à l'ordre du jour avec la mise en place dans la capitale de 10 nouveaux kilomètres d'axes rouges. Selon la mairie de Paris, ces axes, où le stationnement est rigoureusement interdit, sauf à certaines heures, pour les livraisons, ont permis aux automobilistes qui les empruntent d'augmenter leur vitesse horaire moyenne d'environ 15 %. Mais ils n'ont pas permis d'éviter, pour autant, la formation de gigantesques embouteillages qui réduisent cette fameuse « vitesse horaire ».

Un programme, réparti sur dix ans, prévoit un maillage de la capitale. Avec 100 kilomètres de voies rapides, soit près de 10 % de la chaussée parisienne, les élus espèrent donner aux automobilistes la possibilité de ne plus rouler au pas sur certains itinéraires. A condition que chacun joue le jeu, les conducteurs et la marchandise.

JEAN PERRIN

L'ordinateur dans les campagnes

Comme les grandes villes, les communes rurales s'équipent de systèmes informatiques

CHARTRES

de notre envoyé spécial

ALORS que pour la plupart des villes françaises l'introduction de l'informatique fait déjà partie du passé, beaucoup de communes rurales accueillent aujourd'hui leur premier ordinateur.

Ainsi, dans la minuscule mairie de Baudreville, une commune d'Eure-et-Loir de moins de deux cent cinquante habitants, on a difficilement trouvé de la place dans le bureau qu'occupe la mairie pour installer l'écran, le clavier et son imprimante. Mais le maire, M. Didier Pillias, a tenu à ce que sa commune dispose de cet « outil moderne de travail

et de gestion ». « La mairie n'est ouverte que deux heures par semaine au public et l'ordinateur permet à la secrétaire de fournir plus rapidement les fiches d'état civil qu'on vient lui demander. »

Moins d'attente pour les administrés et surtout valorisation du travail de la secrétaire de mairie. Celle-ci est débarrassée des tâches répétitives : écriture des factures d'eau, de cantine, révision des listes électorales et même établissement de bulletins de salaire pour elle-même, la cantinière et le garde-champêtre. Elle a déjà entré dans la mémoire de l'ordinateur la comptabilité de 1991, et va ainsi pouvoir préparer le budget de 1992. M. Pillias lui a également demandé d'organiser la gestion de la salle polyvalente et de mettre de l'ordre sur les concessions au cimetière.

Baudreville est, depuis début décembre, la centième commune du département d'Eure-et-Loir qui, en compte quatre cents, a été informatisée par l'intermédiaire de l'ADITEL (Association pour le développement de l'informatique et de la télématique en Eure-et-Loir). Cette association a été créée il y a dix-huit mois à l'initiative de l'Association des maires du département qui avait mis en place dès le début de 1990 un groupe de travail sur l'informatique communale.

En septembre 1990, l'ADITEL a signé une convention de partenariat avec des sociétés privées qui définissent les tarifs, les matériels et les services (installation, maintenance, mises à jour des logiciels, formation du personnel). Le

cadre très précis du contrat proposé aux communes d'Eure-et-Loir est probablement à l'origine du succès de l'opération d'informatisation du département lancée par l'ADITEL.

Pour ces municipalités aux moyens limités (51 % des communes informatisées selon les propositions de l'ADITEL ont moins de 500 habitants, 73 % moins de 1 000 habitants), l'aspect financier est essentiel. L'association leur propose donc un tarif qui comprend l'équipement initial et un forfait annuel pour les logiciels, la maintenance, le développement et la formation du personnel, respectivement 21 150 francs et 9 000 francs pour des communes de moins de 1 000 habitants, soit une dépense de 61 150 francs sur cinq ans, dont 25 % à 45 % sont pris en charge par une aide financière du conseil général. Les communes qui emploient une secrétaire de mairie à temps partagé peuvent établir une convention pour n'acheter qu'un seul équipement.

A Vers-les-Chartres, une commune de 778 habitants de la périphérie de Chartres, le maire, M. Michel Doucet, fait aujourd'hui un bilan très positif d'un an d'informatisation : « Après la paye, l'état civil, le service de l'eau... nous voulons mettre en place une comptabilité analytique. » Une nouvelle étape qui sera encouragée par les responsables du Trésor. Comme M. Joël Daire, percepteur à Janville, ils jouent un rôle de conseil auprès des communes qui s'informatisent : « L'échange régulier de questions entre le Trésor et les maires per-

met à ces dernières d'avoir un état réel de leurs recettes et de leurs dépenses. Nous pourrions bientôt mettre à leur disposition une véritable banque de données sur l'évolution de la comptabilité publique qui leur permettra d'améliorer leur gestion. »

CHRISTOPHE DE CHENAY

ENTREPRISES,

vous demandez le plus beau site de développement ?

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES,

vous offrez une parcelle de rêve pour qu'elle devienne terre d'emplois ?

FINIS les flirts financiers, la drague économique et son cortège de déboires.

S'implanter vous propose un véritable contrat de mariage... d'intérêts.



"SIMPLANTER" 16, 17, et 18 juin 1992 - Hall 2-2 - Porte de Versailles - Paris
Renseignements au (1) 42 94 06 10

En partenariat avec Le Monde, L'Entreprise, Le Voci, L'Annuaire d'Entreprise, La Datar, L'UVE, Emla, Le Cadre, L'APC, Le Village Local de France.



3^e SALON INTERNATIONAL DE L'IMPLANTATION D'ENTREPRISES ET DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

le spécialiste du mariage d'intérêts

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS



BASSE-NORMANDIE : le

saut d

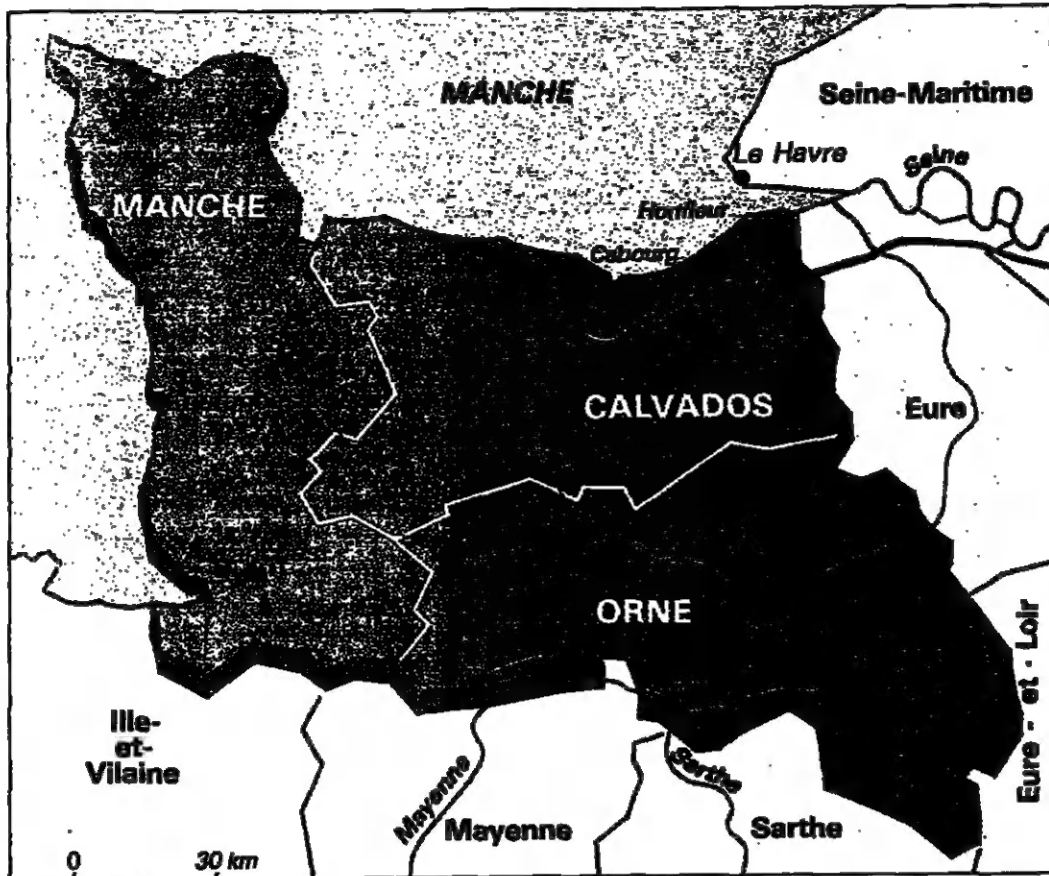
Préfecture :
Caen

Départements :
Calvados (préfecture : Caen)
Manche (préfecture : Saint-Lô)
Orne (préfecture : Alençon)

Superficie :
17 583 km²

Population :
1 391 318 habitants

Principales agglomérations :
Caen (189 000 habitants)
Cherbourg (92 000 habitants)
Alençon (40 000 habitants)



Les hommes des bocages ont abandonné la blouse bleue. Avec un peu de retard sur leurs voisins, les Normands se sont aperçus que la richesse de leur terroir ne suffisait plus à l'heure de l'Europe. Alors, ils se sont mobilisés pour obtenir des laboratoires et des centres de recherche

DÊTRE trop belle, la Basse-Normandie a failli mourir. Comment la région qui accueillait si généreusement les riches Parisiens sur les planches de Deauville, qui vantait la qualité de ses fromages, produits par des fermiers ruraux en blouses bleues impeccables, aurait-elle eu l'outrecuidance de se plaindre ? Aux lendemains des terribles heures du débarquement, de l'effroyable « bataille de Normandie » qui rasa ses villes, la solidarité nationale, un temps, a joué. Mais il y avait tellement de choses à faire que Paris, bien vite, oubliant que la liberté était venue par Ouistreham, Arromanches, Cherbourg, Caen et Saint-Lô.

Les Normands se retrouvèrent seuls pour relever leurs ruines. Ce n'était pas pour leur déplaire. De leurs ancêtres les Vikings, ils ont gardé la ténacité et plus encore la fierté, mais certainement pas la vantardise. Et ces hommes de bocages n'aiment pas trop que des « horsains » viennent surveiller ce qui se passe de l'autre côté de la baie.

La Normandie, la Basse du moins, puisque l'administration républicaine a coupé en deux l'ancienne province royale, a alors retrouvé ses réflexes ancestraux. Ses grasses terres lui suffisaient à nourrir de belles vaches laitières ; ses longues côtes offraient à ses marins intrépides des lieux de pêches miraculeuses ; ses ruisseaux et ses forêts fournissaient à ses industries métallurgiques traditionnelles l'énergie dont elles avaient besoin. Mais pendant ce temps le reste du monde évoluait, sans que cette Normandie-là paraisse s'en apercevoir. S'en serait-elle même aperçue que ses habitants, endormis par la richesse de leur terroir, oubliant la violence viking, ne sont pas hommes, contrairement à leurs voisins bretons, à prendre d'assaut des sous-préfectures quand ils trouvent que Paris les oublie. Les Normands, eux, font confiance à leurs « maîtres », c'est-à-dire, à notre époque moderne, à leurs élus. Dans la Basse-Normandie, ce n'est pas seulement le pays d'Auge, qui peut faire croire à son aisance en vendant de temps en temps un morceau de prairie et une grange en ruine à un Parisien en mal de résidence secondaire ; aujourd'hui il en est réduit à se transformer en parc résidentiel pour amateurs de chevaux, ou pour citadins amoureux de vertes campagnes.

Le réveil, il y a une trentaine d'années, fut douloureux. La région avait été doublée par ses voisins : la vallée de la Seine et les puissantes industries, la Bretagne et les Pays de la Loire avec leurs agriculteurs qui n'attendaient pas que l'eau du ciel rende leurs prairies bien grasses. Le rideau s'est déchiré : la Basse-Normandie, ce n'est pas seulement le pays d'Auge, qui peut faire croire à son aisance en vendant de temps en temps un morceau de prairie et une grange en ruine à un Parisien en mal de résidence secondaire ; aujourd'hui il en est réduit à se transformer en parc résidentiel pour amateurs de chevaux, ou pour citadins amoureux de vertes campagnes.

La Basse-Normandie, c'est aussi le Bassin aux exploitations cloisonnées victimes des quotas laitiers et de la mévente de la viande bovine. C'est aussi le bocage mis à mal par cette même politique agricole, l'Orne à l'agriculture parcelisée si mal adaptée aux conditions de productions rentables. Ce sont aussi les

De délicates successions

Dans une région solidement tenue par la droite, l'arrivée aux affaires d'une nouvelle génération ne se fait pas sans difficultés

La Basse-Normandie est veuve. Depuis ce jour de mars 1990 où Michel d'Ornano a été renversé et tué par une voiture, dans une rue de Saint-Cloud, la région a perdu son duc. Maintenant que le bout de l'an du deuil a largement sonné, les épingles commencent à apparaître dans les panégyriques qui continuent à chanter ses louanges : dans les derniers temps de son règne, il s'occupait beaucoup de ses affaires parisiennes, semblant prendre moins de goût aux destins de son duché ; depuis que le roi de France n'était plus de ses amis, il s'était replié sur le cœur de son fief, là où il puisait ses forces, les Calvados, donnant à ses vassaux l'impression de sacrifier les marches de son domaine, la Manche et l'Orne.

Le constat n'en reste pas moins brutal, tant il est dressé dans toutes les cités bas-normandes : Michel d'Ornano n'a pas été remplacé. Cette région en pleine reconversion n'a pas encore trouvé l'homme qui aura tout à la fois une vision globale de son avenir, la capacité de la faire partager par tous les petits ou grands seigneurs locaux et l'autorité pour la défendre avec quelque chance de succès à Paris, là où, malgré la décentralisation, les grandes décisions se prennent.

Bien avant de disparaître, le duc avait désigné son dauphin sans jamais lui mesurer son soutien. Dès mars 1986, Michel d'Ornano avait même confié la présidence du conseil régional à ce fidèle parmi les fidèles qui est René Garrec. Cette succession-là a été parfaitement assurée. Cet homme, qui agissait dans l'ombre depuis plus de quinze ans, qui savait nouer des amitiés à gauche et dans tous les milieux syndicaux et professionnels, pendant que son patron se livrait à ses combats politiques, qui gérait avec dextérité et discrétion les dossiers les plus délicats des activités ministérielles de

celui-ci, avait une telle connaissance des hommes et des affaires de Basse-Normandie qu'il a pu immédiatement remplir parfaitement les devoirs de sa charge.

Avoir été si longtemps au service exclusif de Michel d'Ornano ne l'a pas conduit au mimétisme. Bien au contraire. Il recherche autant le consensus que son prédécesseur s'amusait à ouvrir des polémiques avec la gauche. Régionaliste dans l'âme, il se veut aussi accueillant aux besoins de Cherbourg, de Saint-Lô, d'Alençon, qu'à ceux de Caen. Homme de dossiers, parfait connaisseur de « sa » région, il a su tisser un réseau parmi la haute technocratie parisienne qui lui permet de commencer à compenser son manque de poids national.

Le retour du RPR

Bref, il serait un parfait président de conseil régional dans un pays pleinement décentralisé où l'on estime qu'il n'est pas utile d'être quelque chose à Paris pour être le premier dans sa province. Seulement, dans la France d'aujourd'hui, il n'est pas suffisant, quoi qu'on en dise, d'être un président d'assemblée régionale unanimement apprécié pour être le « patron » de sa région. D'autant que René Garrec est plus à l'aise dans la gestion des dossiers d'aménagement que dans les arcanes du milieu politique. Si, comme le lui demandait Michel d'Ornano, il a bien été élu en 1988 député UDF d'une circonscription difficile, mais découpée tout exprès, c'est parce qu'il savait qu'il lui fallait décrocher une médaille nationale. Mais cela ne lui a pas suffi.

Les féodaux, en effet, n'ont pas tardé à relever la tête une fois le duc disparu. Même dans la Calvados. Les rapports ne sont pas toujours faciles

entre René Garrec et Anne d'Ornano, la veuve, qu'il a fait hériter de la présidence du conseil général, tant elle a du mal à admettre qu'elle ne peut encore avoir l'autorité de son mari. La situation de ce département est d'autant plus complexe qu'une autre succession préoccupe déjà tous les esprits : celle de Jean-Marie Girault, le sénateur UDF, à la mairie de Caen. La bataille fait déjà rage en coulisse, paralysant l'action de l'hôtel de ville, entre l'homme à qui Michel d'Ornano le destinait, Francis Saint-Hellier, député UDF, mais que chacun trouve encore un peu jeune pour une telle place, et François Soignac-Leconte, l'actuel premier adjoint, à qui chacun reconnaît toutes les qualités, sauf celle d'être un battant devant les électeurs.

Le RPR, bien entendu, profite de l'occasion pour sortir du trou où l'avait enfoncé l'ancien duc. Petit à petit, il a retrouvé sa place au conseil général, et René Garrec a dû laisser la deuxième position sur sa liste aux régionalistes du Bas-Normand qui a fait carrière chez les apparatchiks de la rue de Lille, Yves Lessard, dont pourtant Jean-Marie Girault n'avait voulu à aucun prix sur sa liste municipale.

Dans ce département, où la gauche a toujours eu du mal à transformer localement de bons résultats à la présidentielle, la succession est aussi ouverte au PS. Louis Mexandeau est très loin de conserver l'autorité dont il a longtemps disposé, mais il se refuse à introniser son dauphin. Yvette Roudy reste enfermée dans sa ville de Lisieux, et le retour d'Olivier Stirn dans sa bonne cité de Vire, même assuré du succès que chacun lui promet, fait trop sourire ailleurs pour qu'il puisse franchir les frontières du bocage. En fait, le seul homme ayant l'envergure d'un patron est François Geindre, le maire d'Hérouville, qui rêve de prendre d'assaut la mairie de Caen, sa voisine. Mais il a tant d'ennemis que d'ennemis chez les militants et il a fallu un sérieux appui parisien pour qu'il figure en deuxième place sur la liste que mènera Louis Mexandeau.

Les écologistes, eux, sont en plein drame puisque leur leader traditionnel, repoussé par les militants, est en procès avec les instances dirigeantes des Verts, et compte bien présenter sa propre liste pendant que s'en prépare une autre, de Génération Écologiste.

Dans la Manche aussi, la succession de l'ancien patron incontesté n'est pas définitivement réglée. La défaite surprise de Léon Jozau-Maigne, aux cantonales de septembre 1988, a permis à Pierre Aguiou (PR) d'accéder à la présidence du conseil général. Vice-président de l'assemblée bas-normande, il mènera la liste aux régionales. Mais, confronté à un RPR éclaté et aux multiples candidats qui se bousculent aux portes de la circonscription de Jean-Marie Daillet, ce centrisme passé à France

unie, il a eu tellement de mal à la composer que les agriculteurs s'en sentent exclus et que se prépare une dissidence.

La droite est suffisamment forte dans ce département pour que cela soit sans grand danger. D'autant que les socialistes, qui s'appuient sur leur implantation dans le nord du Cotentin et sur les maires des deux principales villes de la Manche (Cherbourg et Saint-Lô), sont sévèrement concurrencés par les écologistes menés par Didier Auger, le leader du refus du nucléaire.

Les «renovateurs» de l'Orne

Dans l'Orne, à droite, la guerre est ouverte. L'équipe des conseillers régionaux sortants, conduite par Daniel Goulet, député RPR, qui se retrouvent des PR et des CDS, se représente avec le ferme soutien de René Garrec et du dynamique maire d'Alençon, Alain Lambert, ainsi qu'avec l'investiture officielle du RPR et de l'UDF. Leur véritable objectif n'est pas régional, mais départemental. Ils veulent la « perle » d'Hubert d'Andigné, le sénateur RPR, inamovible président du conseil général. Ces renovateurs ornaient reprochent à leur ancien patron une gestion autoritaire, le mot est faible, du département, qui s'appuie sur les notables les plus traditionnels, qui privilégient chacun des nombreux petits clochers de l'Orne, au lieu d'avoir une vision globale de l'avenir du département, s'appuyant

sur les petites villes, seules barrières à la désertification. L'ambiance est telle, au conseil général, qu'un élu CDS, Daniel Misset, n'hésite pas à saisir le tribunal administratif des décisions de son président.

Pour contrer cette révolte de « jeunes », Hubert d'Andigné n'a pas hésité à s'allier avec son vieux rival giscardien, Hubert Bassot, et avec un député CDS, Francis Geng. Il prépare une liste dissidente, ce qu'attendent avec plaisir les contestataires, car alors ils n'hésiteront pas à soutenir aux cantonales des hommes à eux contre les fétus du « président ».

Cette guerre sera sans merci. Les socialistes, dont la liste aux régionales sera conduite par Pierre Mauger, l'ancien maire d'Alençon, n'ont compté pas en profiter tant la gauche est faible ici. Mais François Doublin, lui, en rêve. Le ministre MRG du commerce et de l'artisanat, partant de sa ville d'Argentan, ne compte pas les kilomètres qu'il parcourt dans l'Orne, département qui, n'ayant pas disposé d'importance gouvernementale depuis près de trente ans, est forcément sensible à une voiture à occire. Objectif : les sénatoriales de septembre prochain, voire la présidence du conseil général au cas où cette bataille rangée laisserait trop de traces.

Le prétendant au duché bas-normand n'est pas encore assez installé pour avoir pu éviter cette bataille fratricide. Pourtant la décentralisation française est ainsi faite que le pouvoir dans les régions se gagne d'abord dans les départements.

Th. B.

L'enfant de la décentralisation

Le réveil, il y a une trentaine d'années, fut douloureux. La région avait été doublée par ses voisins : la vallée de la Seine et les puissantes industries, la Bretagne et les Pays de la Loire avec leurs agriculteurs qui n'attendaient pas que l'eau du ciel rende leurs prairies bien grasses. Le rideau s'est déchiré : la Basse-Normandie, ce n'est pas seulement le pays d'Auge, qui peut faire croire à son aisance en vendant de temps en temps un morceau de prairie et une grange en ruine à un Parisien en mal de résidence secondaire ; aujourd'hui il en est réduit à se transformer en parc résidentiel pour amateurs de chevaux, ou pour citadins amoureux de vertes campagnes.

La Basse-Normandie, c'est aussi le Bassin aux exploitations cloisonnées victimes des quotas laitiers et de la mévente de la viande bovine. C'est aussi le bocage mis à mal par cette même politique agricole, l'Orne à l'agriculture parcelisée si mal adaptée aux conditions de productions rentables. Ce sont aussi les

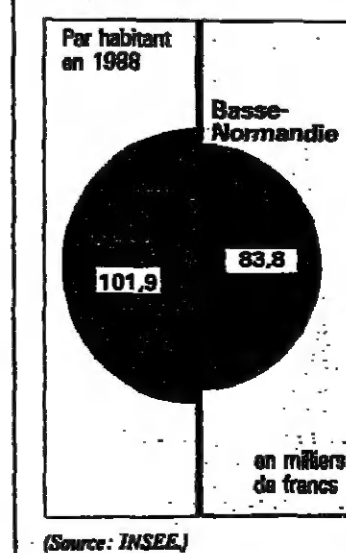
La semaine prochaine

LA HAUTE-NORMANDIE

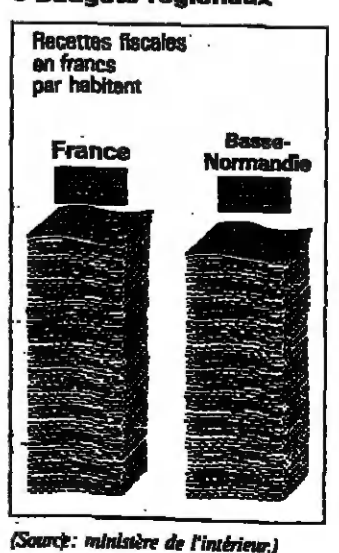
Déjà publiés : l'Alsace (le Monde daté 6-7 octobre), l'Aquitaine (le Monde daté 13-14 octobre), l'Auvergne (le Monde daté 20-21 octobre), la Bourgogne (le Monde daté 27-28 octobre), la Bretagne (le Monde daté 3-4 novembre), le Centre (le Monde daté 10-11 novembre), la Champagne-Ardenne (le Monde daté 17-18 novembre), la Corse (le Monde daté 24-25 novembre), la Franche-Comté (le Monde daté 1-2 décembre), l'Ile-de-France (le Monde daté 8-9 décembre), le Langue doc-Rousillon (le Monde daté 15 et 16 décembre), le Limousin (le Monde daté 22-23 décembre), la Lorraine (le Monde daté 29-30 décembre), Midi-Pyrénées (le Monde daté 5-6 janvier) et le Nord-Pas-de-Calais (le Monde daté 12-13 janvier).

TENDANCES

PIB



Budgets régionaux



Le conseil régional

Président : René Garrec (UDF-PR)
1 PC ; 14 PS ; 1 MRG ; 1 Maj. Prés. ; 9 UDF ; 11 RPR ; 1 CNI ; 5 div. d. ; 1 FN ; 1 Verts

Résultats des élections de 1988 par départements

CALVADOS (19 sièges)
Ins. : 407 761 ; abst. : 22,87 % ; suff. ex. : 300 842.
PC : 7,22 % ; 1 élu ; PS : 32,01 % ; 7 élus ; div. g. : 3,32 % ; Un. opp. : 46,27 % ; 10 élus ; FN : 6,88 % ; 1 élu ; Verts : 4,27 %.

MANCHE (16 sièges)
Ins. : 337 747 ; abst. : 22,65 % ; suff. ex. : 245 802.
PC : 3,71 % ; PS : 27,85 % ;

5 élus ; Un. opp. : 42,28 % ; 7 élus ; div. d. : 12,25 % ; 2 élus ; FN : 8,41 % ; 1 élu ; Verts : 5,48 % ; 1 élu.

ORNE (10 sièges)
PC : 3,64 % ; PS-MRG : 9,59 % ; 1 élu ; div. g. : 21,88 % ; 2 élus ; Alt : 0,47 % ; Un. opp. : 46,61 % ; 6 élus ; div. d. : 8,20 % ; 1 élu ; FN : 6,26 % ; Verts : 3,33 %.

صكبات الأصل

HEURES LOCALES

REPÈRES

BOURGOGNE
Chalon
franchit la Saône

Le développement industriel de la ville bourguignonne de Chalon-sur-Saône est désormais par la rive gauche du fleuve. Un parc d'activités, bordé par la Saône, a été créé en 1989. Il est constitué de friches d'industries démantelées grâce à la collaboration d'une centrale thermique exploitée par EDF. L'inauguration de ce parc, qui s'étend sur 100 hectares, a été marquée par la présence de nombreux élus locaux et régionaux.

La zone d'activités de Chalon-sur-Saône s'inscrit dans un projet global d'aménagement d'un nouveau Chalon-sur-Saône. Elle s'appuie, pour son extension à venir, sur la présence d'un IUT doté d'un département transport et logistique, la structure, cette année, d'un pont sur la Saône.

LIMOUSIN

L'épargne

concentre

Les quatre caisses d'épargne qui existaient jusqu'à présent en Limousin, une en Corrèze, deux en Creuse, une en Haute-Vienne, viennent de se concentrer en une seule caisse d'épargne régionale. Cette entité unitaire doit grossir en absorbant au 1er juillet 1992 la SOREFI, la caisse régionale de financement.

Dans la région rurale et peu peuplée, les dirigeants des quatre caisses fusionnées, il devenait essentiel de se préparer au marché unique européen. Objectif en principe atteint puisque ce regroupement fait du nouveau «caisse» limousin le premier établissement financier de la région : 300 cent millions de francs de fonds propres, six cents salariés répartis dans cent vingt agences locales, cent cinquante mille comptes (pour une région qui compte que cent trente mille habitants), 30 % de la collecte d'épargne particulière, 20 % du marché du crédit régional.

MIDI-PYRÉNÉES

Un ambassadeur

nommé pour

le «pôle Sud-Ouest»

Les départements de Lot-et-Garonne, d'Aquitaine, du Gers et de Tarn-et-Garonne en Midi-Pyrénées viennent de mettre en application les principes qu'ils avaient annoncés l'année dernière à l'occasion de la réunion de la «Maison de la région sud-ouest» : ils ont nommé un chargé de mission pour le «pôle Sud-Ouest» économique et social de la Communauté économique européenne en la personne de M. Jean Ruiz, un juriste qui pour tâche d'entretenir les relations avec les décideurs économiques et les organisations professionnelles dont le siège est à Bruxelles.

Avec la nomination de M. Jean Ruiz, le conseil général de Lot-et-Garonne a officiellement l'origine du «pôle Sud-Ouest» : leur volonté de donner un contenu réel à une initiative transrégionale novatrice, déjà dans le domaine touristique. Sur le plan institutionnel, la vie du pôle se poursuit conformément au plan. Le Gersois Jean-Pierre Joseph (PS) doit prendre la présidence tournante de la présidence tournante, dévolue en 1991 au Lot-et-Garonnais Jean-François-Ponce (UDF) et il passera le relais au Tarn-et-Garonnais Jean-Michel Baylet (MRG) en 1993.

RHÔNE-ALPES

Les machines à

d'Aix-les-Bains

financent

l'environnement

UR proposition du maire, M. Gratiot Ferrati (UDF-PR), le conseil municipal d'Aix-les-Bains (Savoie), a décidé d'affecter le produit de la taxe communale perçue sur les machines à laver à des opérations en faveur de l'environnement et du cadre de vie. Installées depuis septembre dernier dans deux casernes de la cité thermale, les cent vingt machines accordées par le ministère de l'Intérieur auraient déjà rapporté plus d'un million de francs en deux ans.

Grâce au montant de la taxe supplémentaire, estimé chaque année à 3 et 3 millions de francs, la municipalité a décidé d'un plan pluriannuel pour l'environnement. Ce projet prévoit notamment la remise en état des rives du Sierris, de l'extension du quartier de la protection renforcée des bords.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants Georges Chetain (Limoges), Daniel Hourcade (Auch), Claudine Mettetal (Macon) et Philippe Révil (Chambéry).

La lecture, outil du développement

A Muret, en Haute-Garonne, le Prix du jeune écrivain de l'Union laïque a dépassé le stade de l'aventure communale pour acquérir un destin national

MURET

de notre envoyé spécial

C'EST la fête à Muret. Le Prix du jeune écrivain de l'Union laïque, créé en novembre 1984, en 1991 a été remis à Edna Marvey (1). Marguerite Duras venait d'obtenir le Goncourt. Henri Beulay, journaliste, constatait dans son bureau de la Dépêche, que le prix littéraire ne craignait plus les jeunes. Un coup de fil au ministère de la Culture la confirme : des prix de la nouvelle oui, mais pas de prix pour un écrivain jeune.

Les complices ne sont pas les cofondateurs du prix. Le mécène dans l'escalier, le contrôleur au hasard de la descente, c'est le directeur de l'agence BNP de Muret, sous-préfecture de la Haute-Garonne, Muret convainc Toulouse, Toulouse, Paris. L'aventure peut commencer.

Commencer ou se poursuivre ? Car, enfin, les détracteurs d'idées légères, qui brassent, projettent et heurtent l'indifférence, ici il y avait un terrain travaillé depuis la création, en 1959, de l'Amicale laïque. Alphabétisation des immigrés, de rattrapage, ciné-clubs, fêtes du livre, avec des thèmes comme «La littérature et l'exil», formaient la trame de ce qu'on appelait les activités socio-éducatives. Ces militants n'étaient pas vraiment proches de la mairie. Est-ce leur travail de fond d'usage qui provoqua le basculement ? Toujours est-il qu'en 1989, après trente-six ans de règne à Muret, la droite était battue. Le Prix du jeune écrivain avait cinq ans, cinq ans de subventions municipales, et Marc Sebbah, devenu adjoint au maire, chargé de la culture.

Le cercle magique

Sur ce terrain, la chance pouvait pousser. «Pour le jury, le début, nous n'avons pas d'ambition», assure Marc Sebbah. Mais de rencontres en conseils, de recommandations en contacts, des écrivains et critiques littéraires, qui ne manquent de sollicitations par ailleurs, ont attiré par le Prix du jeune écrivain de l'Union laïque Muret. José Cabanis, par exemple, ne laissera convaincre par un cousin bridgiste. Roger Vigney, descendu à Muret, journaliste de France-Culture, y a écrit, écrivain, pilier du jury. Des libraires et éditeurs de Toulouse, Ombre blanche, Privat, Milan, rejoignent le cercle magique.

«On voulait aussi faire jeune», raconte Marc Sebbah. D'où l'arrivée de Chino de Lanzetta, son journal, OK Magazine, lance un appel. Des centaines de lettres affluent, dont la

qualité littéraire n'incite pas à renouveler l'expérience. «Jeunes pour jeunes», chers professeurs préféreraient s'adresser à leurs collègues, classes préparatoires, et l'on vérifiera sans peine, merci Marguerite Duras — que le virus de l'écriture faisait d'excellents ravages.

Dérivant par canaux divers, par les monts des agences bancaires, par les vagues des lycées, lancés depuis les chambres obscures quelques centaines de lettres, convergent chaque année à Muret. A Daniel Zimmermann, écrivain et universitaire, spécialiste des sciences de l'éducation, on emprunte le modèle des fiches de lecture : chaque lettre est appréciée par une équipe de trois personnes — un enseignant, un membre de la confrérie du livre (libraire, éditeur ou grand amateur de lecture), un jeune lycéen ou étudiant. Leurs impressions sont consignées sur la fameuse fiche. C'est pour quoi les bouteilles à la mer à Muret sont probablement seules qui reviennent à l'envoyeur avec une réponse. Ici il s'agit de conforter le goût d'écriture, là rassurer, peut-être de dissuader (2)...

«Un salon des impertinences»

On imagine dès lors assez vite la machinerie, l'intendance nécessaire à l'organisation dudit prix. A Muret et à Toulouse, puis dans la Haute-Garonne, un noyau de 200 à 300 lecteurs, tous bénévoles, s'est formé. Puis, comme devrait le faire tout bon salon, voici venu le temps de l'esbarmage avec le relais d'un atelier d'écriture dans l'ère et la création de nouveaux comités de lecture dans quinze départements, depuis que la Ligue de l'enseignement, rejoignant le cercle des sponsors d'origine, a décidé de faire du Prix du jeune écrivain l'un de ses événements culturels majeurs. Des éditeurs, des libraires, des journaux, puis le Monde à son tour sont Sud-Ouest, intéressés à la démarche de Marc Sebbah et de son équipe. A grande banque nationale. D'autres mécènes encore : l'entreprise tourne et représente un «chiffre d'affaires» de 400 millions de francs. De TUC en TUC, l'embauche d'un permanent se profile. La lecture crée des emplois !

Comme nombre d'entreprises encore, le PJE, comme on l'appelle, est tenté par l'international. A sa façon, il fait dans l'import-export en lançant en 1991 le Prix du jeune écrivain de la population, la nouvelle légende d'un différent et double jury : l'expérience n'a, pour l'heure, pas conclu.

A Muret même, la remise du prix a été devenue une institution qui tient de la fête locale et du salon littéraire. On parle d'écriture, on achète des livres, on se livre à un dialogue avec les

plus chevronnés. On a même créé pour les moins de quinze ans le Prix du jeune écrivain.

Aujourd'hui, le prix a atteint la maturité. L'initiative locale, poussée par le mouvement de l'action socio-éducative, a rejoint le plan national. Comme souvent, le désir de faire toujours plus a conduit les animateurs au général. Marc Sebbah en particulier, le charme est à la base de la réussite. Il ne veut pas qu'on le dise, oubliant un feignant d'ouïe que parmi les ingrédients du développement local, pour une recette soit complète, un personnage comme lui s'en est nécessaire. Le cofondateur du PJE, entre mille autres, a créé une «salon des impertinences». Pourquoi ? Si les impertinences sont cultivées, les jardiniers de Muret eux-mêmes. Sinon les habitants pourraient s'émouvoir, cette jeune pousse, contrôlée au hasard d'un ravitaillement qui s'inquiète : «Dites, ils ne vont pas nous le prendre à Toulouse, notre prix ?»

JACQUES GRALL

(1) Edna Marvey, 19 ans, nouvelles. Prix du jeune écrivain 1991. Le Livre de Poche, 79 F.

(2) Cinq ans de travail, c'est plus qu'un échantillon représentatif pour étudier ce que les jeunes gens ont dans la tête. Les thèmes récurrents, les grands absents, les inspirations, les styles, etc. Ce travail, probablement utile, reste à faire. Avis aux amateurs.

L'«inquiétude»
des présidents de département

Les budgets des départements devraient atteindre 200 milliards de francs en 1992, selon M. Jean-Philippe Lemerle (UDF), porte-parole de l'Association des présidents de départements généraux (APDG). Comparé aux budgets primitifs de 1991, ce chiffre, qui vient de publier la Direction générale des collectivités locales, les accuse d'être en hausse de 7,5 %, légèrement inférieure, toutefois, à celle de l'année précédente (8,5 %).

L'aide sociale à l'enfance, aux handicapés et aux personnes âgées a représenté, au dernier, la moitié des dépenses de fonctionnement (51 milliards de francs). Ce poste, qui comprend aussi l'enseignement, a progressé, estime l'APDG, après avoir enregistré, auprès d'une cinquantaine de départements. Les dépenses de personnel (14 milliards en 1991), qui lui sont largement liées, devraient elles aussi augmenter (de près de 9 %), après l'application des accords Dauriol à la fonction publique.

L'APDG prévoit, pour le premier

Autoroutes intelligentes
dans la région lyonnaise

Pour gérer le trafic sur 160 kilomètres de voies périurbaines CORALY va proposer, dès 1993, des solutions informatisées

LYON

de notre bureau régional

L'HISTOIRE d'une autoroute intelligente, c'est celle d'une grande ville, dans la région lyonnaise, la direction départementale de l'équipement (DDE) du Rhône est quasiment à l'obligation de gérer le trafic. Les premiers, prévus jusqu'au 1993, seront destinés à produire sur l'autoroute A 7, la plus importante de l'agglomération lyonnaise, la réputation n'en avait pas besoin.

Pour que l'Etat, avec l'aide de quatre partenaires (1), mette le plan baptisé CORALY (coordination de régulation des autoroutes lyonnaises), un réseau d'autoroutes intelligentes. Au total un investissement de près de 300 millions de francs pour équiper 160 kilomètres de voies d'équipements sophistiqués capables de rendre, dès 1993, les autoroutes intelligentes. Pour cela, les services de génie civil, préalables à la mise en œuvre, souterrains, doivent être effectués en complément aux travaux de construction.

Certes, pour limiter au maximum la gêne des automobilistes, les restrictions de circulation ne sont pas en place pendant les heures de pointe, les moins chargées et pendant les week-ends. Si les autoroutes intelligentes doivent être renouvelées

sur les parties les plus congestionnées du réseau, l'autoroute A 6 au nord du tunnel de Fourvière et le périphérique notamment, en revanche, les tronçons récemment construits, à l'est, ou actuellement en construction sont, ou seront, équipés d'équipements électroniques nécessaires.

Un radioguidage en temps réel

Pour l'instant, la mise en place d'un commandement général sera construite à Genas, à l'ouest de l'agglomération. C'est là que seront traités, par ordinateur, les informations transmises par les «boucles magnétiques» disposées dans les chaussées, les «détecteurs» des panneaux d'information. Ces données sont traitées en temps réel, à l'aide d'un ordinateur. Cette structure de contrôle de la gestion du trafic permet d'interpréter les images vidéo captées par une soixantaine de caméras placées à des points stratégiques (2).

Car c'est bien de temps réel qu'il s'agit : aboutir à un véritable radioguidage des véhicules en temps réel. A l'heure actuelle, les informations ne sont pas traitées qu'avec un délai de plusieurs minutes sur les panneaux d'information numérique. Un conducteur trop long pour les conducteurs circulant à 130 km/h et qui parcourt effectivement plusieurs kilomètres, quand ce n'est pas plusieurs dizaines, avant de pouvoir recevoir un message. «Il faut que nous changions d'échelle : nous devons en mesure d'informer les conducteurs en temps réel, deux ou trois minutes à l'avance, le flot des voitures ou les poids lourds. L'association de l'ordinateur et de l'image doit permettre d'obtenir ce résultat», dit M. Denis Schmitz, directeur de la DDE du Rhône. La technologie évoluant à grande vitesse, aussi, on peut très bien imaginer que les informations émanant du système de contrôle du trafic parviendront un jour directement sur le tableau de bord du véhicule.

B. E.

(1) La maîtrise d'ouvrage est assurée par la DDE du Rhône (50,5 %), la DDE de la Loire (26,6 %), la DDE de la Saône-et-Loire (14,9 %), l'AREA (3,5 %) et le conseil général du Rhône (4,5 %).

(2) Cette technologie innovante est développée par l'Institut national de recherche et d'études sur le trafic et la sécurité (INRETS) implanté à Bron (Rhône), le cadre du projet est financé par le ministère de l'équipement, et, plus largement, l'opération DRIVE II menée par la Communauté économique européenne (CEE) «pour améliorer la sécurité des transports intelligents». Après l'axe de Lyon, où les travaux du plan ont commencé depuis deux ans, la région lyonnaise est la seule à être en place un pareil système.

BLOC-NOTES

vendredi 31 janvier, sur les élections régionales et du mois de mars, à l'intention, notamment, des responsables des collectivités locales.

► Renseignements au (1) 42-78-33-22.

► Un colloque intitulé «La décentralisation, dix ans après», doit avoir lieu, mercredi 5 et jeudi 6 février, au palais du Luxembourg à Paris. Cette manifestation, organisée par le Groupement de recherches sur l'administration locale du CNRS et la Fondation des collectivités locales, devrait permettre de dresser un bilan de la décentralisation dans les communes, les départements et les régions, et de réfléchir aux adaptations nécessaires.

► Renseignements au GRAL 2, rue Malher, 75004 Paris. Tél. (1) 42-78-33-22.

NOMINATION

► Un nouveau conseiller technique auprès de M. Sueur. — M. Marcel Lecauduy vient d'être nommé conseiller technique, chargé des questions statutaires, auprès du secrétaire d'Etat aux collectivités locales. Il remplace M. Didier Lallement, devenu directeur du cabinet de M. Jean-Pierre Sueur (le Monde daté 8-9 décembre).

(Né le 26 janvier 1945 à Clermont, M. Lecauduy est titulaire d'un DESS de droit public. Il a été directeur des affaires juridiques, des collectivités administratives, dans plusieurs ministères.

1975, il quitte ce poste sept ans plus tard pour rejoindre la direction du personnel de l'imprimerie nationale. Administrateur civil hors classe, il rejoint en 1981 le service général de la police nationale, puis l'Agence de modernisation des services. L'année suivante, il est nommé à l'Inspection générale de l'Administration.

PUBLICATIONS

► Culture et culture. — Le rapport de la culture et de la communication dans l'Union européenne, les dépenses culturelles des collectivités. Ce rapport est le fruit de l'importance des dépenses dans le financement de la culture, entre 1978 et 1987, dans les grandes villes-centres et les grandes agglomérations et les petites villes de moins de 100 000 habitants.

► Les dépenses d'économie mixte locales s'élèvent de nombreux millions à créer, disposant d'un champ d'action très large, les collectivités locales ont une importante capitalisation, elles permettent, en outre, de recruter du personnel dans un secteur très diversifié. L'ouvrage intitulé Les dépenses d'économie mixte locales fait le point sur leurs dimensions juridiques, économiques et administratives, dans une limite.

► 299 pages, 200 francs. Economica, rue Héricart, 75015 Paris.

TEXTES

► Frais de déplacement des stagiaires du CNFPT. — Dans un avis en date du 11 décembre 1991, le Conseil d'Etat confirme que le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) doit continuer à prendre en charge les frais de déplacement des stagiaires. Se fondant sur un décret du 19 juin 1991, M. Jean-Claude Peyronnet, président (PS) du CNFPT, avait décidé de transférer aux collectivités cette charge qui ne cesse de s'accroître, puisqu'elle s'élevait à 100 millions de francs en 1988, et à 100 millions en 1991.

Cette mesure ayant suscité un véritable tollé chez les élus, le secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, M. Jean-Pierre Sueur, a, au mois d'août le Conseil d'Etat, qui vient d'informer l'interprétation du CNFPT.

Le conseil d'administration de cet organisme, qui n'a pu obtenir, dans le cadre du projet de loi de finances de 1992, le plafonnement de la cotisation obligatoire de 1 %, a reporté par trois fois l'examen de son budget. Il devrait le voter le 29 janvier.

SOCIÉTÉ

Des états généraux à Paris

Une quarantaine d'associations se mobilisent pour défendre la contraception et l'avortement

Regroupés, coordination autour du Mouvement français pour le planning familial (MFPF), quarantaine d'associations tenaient, samedi 18 et dimanche 19 janvier à la Sorbonne, États généraux pour le respect du droit à la contraception et à l'avortement.

Pour une quarantaine d'associations de femmes, syndicats, d'organisations familiales et de mouvements d'extrême gauche, trop de nuances s'accumulent à l'égard du droit à la contraception et à l'avortement. Elles allusion notamment aux attaques verbales de l'extrême droite et celles, plus musclées, de commandos nés de groupes chrétiens réactionnaires.

Cependant, ces mouvements minoritaires ne représenteraient pas une majorité s'ils ne s'inscrivaient dans un contexte global dégradé, un terrain miné, explique le Mouvement français pour le

planning familial (MFPF). « Un climat de démobilitisation des femmes, et surtout des jeunes femmes, qui convaincraient que l'avortement et la contraception sont la pour toujours ».

Au fil des dix dernières années, les conditions d'accès à la contraception se sont dégradées : le double effet du non-remboursement ou « dé-remboursement » certaines pilules du blocage depuis plusieurs années du niveau de remboursement du stérilet à 67,75 F, alors qu'il est actuellement vendu plus de 200 F. Bien que l'on compte sur le marché une trentaine de pilules, les remboursements sont très inégaux, permettant d'adapter la contraception aux particularités (en fonction de l'âge, des maladies éventuelles, des traitements de la pilule, contre l'acné par exemple), à peine la moitié des femmes vis-à-vis de la contraception.

Que devient donc l'égalité des femmes vis-à-vis de la contrac-

tion? N'y a-t-il pas un risque de voir s'effacer d'un coup les acquis de la contraception, parce que la pilule qui leur aura été prescrite n'était pas adaptée à leur cas, ou qu'une autre (non remboursée) car non remboursée aurait mieux fait l'affaire?

Dans le même temps, les structures mises en place pour assurer l'information, la planification familiale, les établissements d'information, la consultation de conseil familial, le centre de planification et d'information familiale, financés sur des fonds publics, ont été remis en question dans un rapport de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales). Même si M^{me} Hélène Dorihau, alors secrétaire d'État à la famille, a clairement exprimé son accord avec les conclusions du rapport, des craintes subsistent.

Les seconds, victimes de la décentralisation, fonctionnent plus ou moins bien dans les régions et l'intérêt que leur portent les États généraux. Or ces

structures sont multipliées, et les jeunes, qui préfèrent, pour s'informer, les lieux privés, ne comptent qu'ils sont les seuls à pouvoir fournir gratuitement aux femmes une contraception.

Plus généralement, la coordination qui organise les États généraux du droit à l'information et à la contraception, tout particulièrement en direction des jeunes, est mise en question. M^{me} Véronique Neiertz, secrétaire d'État aux droits des femmes, qui vient d'annoncer qu'elle préparait une campagne d'information.

CHRISTIANE CHOMBEAU

(1) Mouvement français pour le planning familial, 4, square Saint-Isidore, 75011 Paris.

ÉDUCATION

Précédé d'une consultation individuelle

Le congrès extraordinaire de la FEN se tiendra début décembre

Le conseil fédéral national de la FEN (Fédération de l'Éducation nationale) a arrêté la date et les modalités du congrès extraordinaire qui doit permettre à la fédération enseignante de conduire son projet de restructuration interne. Il aura lieu du 20 novembre au 5 décembre à Perpignan et sera précédé, du 22 mai au 13 juin, d'une consultation individuelle et d'un bulletin secret des adhérents.

Les statuts de la FEN lui imposent, pour conduire la réforme des structures, de réunir la majorité absolue d'un congrès extraordinaire. Lors du dernier congrès de la Fédération à Clermont-Ferrand, en février 1991, la majorité, regroupée dans la tendance Unité d'indépendance et démocratie (UID), avait obtenu l'assentiment de 53,2 % des voix, un vote sur l'organisation de ce congrès extraordinaire avait eu lieu fin 1992.

Onze mois plus tard, le conseil fédéral vient donc de lancer officiellement le processus. Le congrès extraordinaire sera bien sûr, mais le plus tard possible, entre le 11 novembre et le 11 décembre. Il sera précédé, du 22 mai au 13 juin, d'une consultation directe et individuelle des adhérents centralisés au siège de la fédération.

Les questions auxquelles les adhérents seront consultés, qui n'ont fait, pour l'instant, l'objet d'aucun débat, seront arrêtées par un conseil fédéral le 12 mai 1992, dix jours avant l'ouverture du congrès. Puis des propositions de modification statutaire seront élaborées pendant les vacances d'été, du 15 juillet au 29 août 1992. Elles devront être adoptées le 14 ou 15 septembre par le conseil fédéral.

DÉFENSE

La France renforcera la sécurité du centre spatial de Kourou

L'armée de l'air française doit envoyer, à la fin de janvier, un avion-radar AWACS-E 3F, une patrouille de quatre avions d'attaque Jaguar, à Kourou. Ce détachement temporaire préfigure d'autres déploiements, plus permanents, qui sont à l'étude pour accroître la protection du centre spatial de Kourou assuré jusqu'à présent par un escadron d'hélicoptères.

Du 27 au 31 janvier, un AWACS, basé à Avord (Cher), quatre Jaguar, stationnés à Istres (Bouches-du-Rhône), un avion ravitaillement C 135F, un appareil de transport sejourneront

à Kourou pour y faire des exercices sous la surveillance du nouveau centre de contrôle militaire de Kourou. C'est à partir de ce centre que seront lancés les nouveaux moyens de défense spatiale et de défense aérienne.

Les installations de Kourou, qui ne sont pas éloignées des frontières de la Guyane et du Suriname, agitées par des troubles internes, produisent de plus en plus de tensions spatiales au bénéfice de clients européens et étrangers, qui ont besoin d'être protégés sur la sécurité des événements.

FAITS DIVERS

Sept personnes inculpées de proxénétisme à Marseille

Après une opération de police le 14 janvier dans des studios de la rue Curial, proche de la Canebière, à Marseille, qui ont été fréquentés par des prostituées, sept personnes ont été inculpées le 17 janvier de proxénétisme hôtelier. Deux personnes ont été écrouées : Denise Caranje et Ipu Tefau, un brésilien, contrôlant les studios qu'ils louaient 300 F par jour. Parmi les inculpées, une femme se trouve une « figure » de la rue Curial, Philibert Jarnac.

Un démantèlement d'un trafic de drogue entre le Portugal et Bordeaux. Un réseau de trafiquants portugais d'héroïne a été démantelé par la brigade des stupéfiants de la ville urbaine de Bordeaux, et huit personnes ont été inculpées et écrouées, le 17 janvier, à la prison de Gradiignan (banlieue bordelaise). Alvaro Gonçalves, trente-trois ans, Victor Costa Silva, vingt-six ans, demeurant au Portugal, seraient les principaux responsables de ce réseau. (APF)

M^{me} Neiertz favorable aux préservatifs dans les lycées

La secrétaire d'État aux droits des femmes, M^{me} Véronique Neiertz, a déclaré favorable à la distribution de préservatifs dans les lycées pour lutter contre la propagation du sida. Dans une interview publiée samedi 18 janvier par le Parisien, M^{me} Neiertz a clairement positionné : « Je suis favorable à l'usage de préservatifs dans les lycées publics ». Y compris dans les lycées. Quant à leur prix, il devrait être inférieur à celui des préservatifs. Ce n'est peut-être pas la solution, mais c'est tout ce que nous pouvons faire. Mais, pourquoi ne pas baisser leur prix à un franc pièce par exemple ?

Évoquant l'arrivée en France du préservatif féminin « d'ici un mois », le secrétaire d'État a ajouté : « Les filles doivent elles aussi se sentir concernées. Avant la fin du premier semestre, une campagne d'information sera lancée auprès des très jeunes. Ce sera une première ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5697
HORIZONTALEMENT

I. Qui a répondu à tout. II. Les bouquins y sont à l'abri. Qui peut ne s'écarter qu'après plusieurs siècles. III. Voulait savoir ce que les victimes ont dans le ventre. En Suisse. IV. Saint. Un pensement à la gomme. V. Un homme qui n'est pas à sa place. Qui ne s'écarter qu'après plusieurs siècles. VI. L'île, le Repaire. Vieille vache. VII. Un mot de tout. VIII. Un livre. IX. Un certain sel. Dure. Grecque. X. Un impératif qui veut dire que les futurs. Voies étrangères. XI. Qui ne s'écarter qu'après plusieurs siècles. XII. Morceau de savon. Nettoyage à sec. XIII. Forcés indigestes. Endroit où il y a beaucoup d'activité. XIV. Sur les bords de l'Amérique. XV. Un mot léger. XVI. Jus. XVII. La construction d'un chalet. XVIII. Utiles pour faire des constructions. Préposition. IX. Fait que passer.

VERTICALEMENT

1. A l'heure du besoin de lire. Comme le tambour quand on ne perd pas de temps. 2. Digne d'un empereur. 3. Même pas mal. Avec lui, c'est souvent du tout cuit. Adverbe. 4. Peut-être pour relever. Peut-être pour relever. 5. De bonnes actions. Comme Philippe. 6. Qui a de grosses lèvres. Est impossible à faire quand il n'y a pas de l'huile. Pronom. 7. Circulent en Roumanie. Quartier de Paris. En Angleterre, nom qu'on donne à une souris. 8. Armes. 9. Innocent. Sa. 10. Huel Cor. 11. Grima. Tond. 12. Vieille tartine. Devient dure. 13. Fit du tort. XIV. Les

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : P signalé dans le Monde radio-télévision ; F film à éviter ; O On peut voir ; N Ne pas manquer ; M Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 18 janvier

TF 1
20.45 Variétés : Succès fous.
22.25 Magazine : Ushual.
23.45 Magazine : Formule sport.
1.05 Journal et Météo.

A2
20.45 Magazine : La Nuit des héros.
22.30 Magazine : Double jeu.
23.45 Série : Un juge, un flic.
0.50 Journal et Météo.

FR 3
De 11.15 à 1.15 La Sept

CANAL PLUS
20.30 Téléfilm : Gunemoka, le dernier Apache.
22.00 Documentaire : Johnny Hallyday, une histoire en désordre.
22.50 Flash d'informations.
Le Journal du cinéma.

23.00 Cinéma : Halloween 5. O
0.35 Sport : Tennis.

LA 5
20.45 Série : Perry Mason.
22.25 Sport : Patinage artistique.
23.30 Journal de la nuit.

M6
20.40 Téléfilm : L'Ange gardien de service.
22.15 Téléfilm : Un printemps de glace.
23.50 Musique : Flashback.
0.00 minutes d'informations.

LA SEPT
21.00 Hôtel du Parc.
22.40 Le Courrier des téléspé-
cialistes.
0.35 Soir 3.
23.05 Théâtre : Pour un oui ou pour un non.
0.00 Mégamix.

Dimanche 19 janvier

TF 1
11.15 Série : Hooker.
14.15 Série : Rick Hunter inspecteur choc.
15.15 Série : Columbo.
16.35 Disney parade.
18.05 Magazine : Téléfoot.
19.00 Magazine : 7 sur 7.
Invité : Laurent Fabius.
Journal, Météo
et Tapie vert.

20.00 Cinéma : Le Flingueur.
22.35 Magazine : Ciné dimanche.
22.40 Cinéma : L'Amour propre.
0.15 Documentaire : Des Fumeurs ou l'impudeur.
1.15 Journal et Météo.

A 2
13.20 Dimanche-Martin.
14.55 Série : Mac Giver.
17.25 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cassin.
18.15 1. 2. 3. Théâtre.
19.20 Magazine : Stade 2.
19.30 Série : Maguy.
19.59 Journal, Journal du soir et Météo.

20.45 Téléfilm : Condanné au silence.
22.30 Magazine : Bouillon de culture.
23.50 Documentaire : Route, routière l'Indo.
0.35 Journal et Météo.
FR 3

13.50 Magazine : Faut pas rêver.
14.45 Sports 5 dimanche.
17.15 L'Unité.
18.15 Magazine : À vos amours.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05 Série : Barney Hill.
20.40 Cinéma : Les Grands Cirques du monde, de l'Europe au Japon.
22.00 Magazine : Le Divan.
Invité : Dominique Fernandez, romancier.
22.20 Journal et Météo.
22.40 Histoire de voir.
22.45 Cinéma : L'Assassinat.
0.15 Musique : Mélo-manut.
0.20 La Flamme olympique en France.

CANAL PLUS
14.00 Téléfilm : La Calice de jade.
16.25 Magazine : 24 Heures.
Sport : Tennis.
17.05 Documentaire : Johnny Hallyday une histoire.
17.55 Le Journal du cinéma.

18.00 Cinéma : Ma belle-mère est une sorcière.
En clair jusqu'à 20.30
19.30 Flash d'informations.
19.35 cartoon.
20.20 Dis Jérôme...?
20.25 Magazine : L'Équipe du dimanche.
20.30 Cinéma : Attache-moi !
22.05 Flash d'informations.
22.10 L'Équipe du dimanche.

LA 5
13.20 Série : Tant qu'il y aura des bêtes.
14.15 Série : L'Homme de l'Atlantide.
15.10 Série : Capitaine Furillo.
16.00 Série : Solo brigade des stops.
16.50 Série : La loi est la loi.
17.40 Série : Simon et Simon.
18.30 Série : L'Enfer du devoir.
19.25 Spécial Rousseseries.
20.00 Journal et Météo.
Cinéma : Légitime violence.
22.30 Magazine : Top chrono.
23.25 Magazine : Top chrono.
0.15 Journal de la nuit.

M6
13.50 Variétés : Multitop.
15.20 Jeu : Hit hit hit nous !
16.25 Série : L'Incrovable Hulk.
18.20 Série : Clair de lune.
17.15 Série : La Femme.
18.08 Série : Tomme mécanique.
19.00 Série : Les Routes du paradis.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Conky Show.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.40 Téléfilm : Les Envoyées du Staph.
22.15 Magazine : Culture pub.
22.45 Cinéma : Miranda.
0.20 Six minutes d'informations.

LA SEPT
14.20 Danse : Manon.
16.15 Documentaire : Raymond Abello.
17.10 Fontamara.
18.10 Documentaire : Marianna Rombold, une femme contre la Mafia.
19.00 Documentaire : Richard Long.
19.40 Documentaire : Réurgence.
20.00 Jean-Paul Gaultier au fil de ses films.
20.25 Le Courrier des téléspé-
cialistes.
20.30 Cinéma : Chronique des pauvres amants.
22.15 Agence matrimoniale.
22.35 Le Dessous des cartes.
22.40 Cinéma : L'Assassinat du Père Noël.
Le Goûter de Josselin.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

JANVIER 1992

Premier dossier Les jeux olympiques d'hiver

Second dossier Les PME-PMI

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 10 F

محكمة القضاء

CULTURE

MODE

Givenchy, pour Audrey Quarante ans de couture fêtés au palais Galliera

HUBERT DE GIVENCHY
au Musée de la mode

1952 : cinq ans après l'avènement du *new look* de Christian Dior, de ses « femmes-flora aux épaules douces, bustes épanouis, tailles fines comme des filanes », une révolution en douceur bouleverse les lignes de la mode. Passés les falbalas et les faux artifices de l'après-guerre, le confort moderne séduit ces jeunes femmes moins soucieuses de poser que de se mouvoir, de vivre pleinement l'âge du Nylon et les premières soirées télévision. Dior renonce à l'étranglement du serre-taille pour l'aisance du sweater.

De Balenciaga le magnifique à Balmain, la haute couture parisienne vit son âge d'or, mais une époque se termine. Lucien Lelong a fermé sa maison en 1947, suivi par le Capitain Molyneux, Robert Piguet, Marcel Rochas - qui ne conserve que les parfums - et bientôt Elsa Schiaparelli. Les catins remplacent les salons, les jeunes filles utilisent des produits américains, leurs mères, habituées au sur-mesure, découvrent le tout-fait. L'arrivée d'Hubert de Givenchy coïncide avec cette époque de transition.

Le 4 janvier 1952, ce grand jeune homme de 1,96 m, issu d'une famille plus qu'aisée (propriétaires des mines d'Anzin, dans le nord de la France), couturier qui a fait ses débuts à Paris comme assistant de Jacques Fath et de Schiaparelli, ouvre officiellement sa maison. Une belle robe aux cheveux courts pose pour l'illustrateur Gruen : d'origine norvégienne, née Simone Gruen, Bettina, l'épouse d'Hubert, incarne cette nouvelle Parisienne vive, droite, fumant en blouse de shirting au bar des théâtres, « tout est simplicité, rien n'est mollesse », approuvent les magazines de mode.

Dans une maison néoclassique du parc Monceau, les premiers modèles, blouses de coton ou d'organdi, manteaux « robes de chambre » en gaze noire brodée de jais posées par Capécine ou Sophie Litvak, donnent le ton de cette mode à la fois pratique, fraîche et sophistiquée, ce côté *frôlé* en Paris dont raffolent immédiatement les secteurs de la Septième avenue à New-York et les clubs de la haute couture d'Albany, Stanley Donen dans son film *Penny*



Audrey Hepburn, habillée par Givenchy, dans « Breakfast at Tiffany's ».

se souviendra d'Hubert de Givenchy pour camper le personnage de Paul Duval, couturier séduit par sa « mannequin qui a de l'esprit » et qui n'est autre qu'Audrey Hepburn. Des grandes magazines comme *Rueff* et *Almanach* signent des contrats, la firme Jordan Marston commande une collection de robes pour l'été. Les blouses Retina avec des manches de broderie anglaise se vendront aux États-Unis pour moins de 9 dollars. Ce sont les débuts de la confusion qu'on appellera plus tard le prêt-à-porter.

L'histoire dure encore, et « Monsieur », installé depuis 1979 avenue George-V - adresse stratégique située au face de son maître spirituel, Balenciaga - fête ses quarante

ans de couture au Musée de la mode. Autour de ce format posé (Jackie Kennedy a été la cliente de Givenchy), trente modèles illustrent la carrière du couturier.

Il n'y a pas, ici, de parti pris chronologique, tout au plus une sélection par thème dont le défilé fait par observer ce qui reste moderne malgré tout chez Givenchy au-delà de ses goûts, de ses tentations à imiter aujourd'hui du bout des doigts ceux qui l'inspirent depuis toujours. Car le style de Givenchy, dont l'apogée date des années 50-60, c'est d'abord la ligne, ce biep-aller de la couture, la simplicité de ses robes en jersey, de ses

tailleurs en laine, d'un boléro du soir qu'anime ici un pull asymétrique, là des broderies de pétales de rose. Hélas ! la présentation est décevante faute de rigueur dans le choix, d'une véritable sélection. Une mise en scène appropriée aurait pu mettre en valeur tout ce qui a fait la grille d'attraction de Balenciaga dans l'industrie de la coupe et des volumes, l'amour des lignes seules qui sculptent.

Ces créations, cette recherche de la perfection, les plus belles photos exposées (Henry William Klein, David Bailey) coïncident avec l'âge d'or d'Hubert de Givenchy.

Ce dernier a quarante-cinq ans quand meurt Balenciaga en 1972. La disparition du dieu, en même temps qu'elle crée un vide immense, ouvre la voie à bien des compromis avec le style disco, sexy, mini, cinquante d'une époque lointaine où dans laquelle Hubert de Givenchy se fonde malgré lui. Une telle exposition aurait pu souligner la fantaisie, l'excentricité du « bébé géant » de la couture capable de créer un manteau en cygne pour Paulette Goddard, de teindre les caniches en parme le jour des défilés pour les assortir à ses robes ou d'inventer le *salto loutre* et le *gros-grain* *loutre*.

Reste le rôle joué par l'inoubliable Audrey Hepburn dans Givenchy, en habitant la silhouette, a été pour toujours une certaine image de l'Europe et de la France. Mais les quelques modèles présentés ici, comme la robe de bal de *Sabrina* (1954), n'en présentent que la coquille au lieu d'en dégager le charme, de rendre hommage à ce corps fin comme un trait noir, à cette allure faussement ingénue qu'on retrouve sous la cloche en gaze dans le *Breakfast at Tiffany's* de Blake Edwards ou encore dans le petit manteau d'hermine blanche de *Love in the afternoon*, de Billy Wilder, pour un thé à table au Ritz avec Cary Cooper. Quand l'orchestre tzigane jouait *Paradise*.

LAURENCE BENAIM
► Palais Galliera, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, 75116 Paris. Jusqu'au 15 mars. Catalogue par Éditions Signé. Catherine Jolin-Dietrich, Marie-Josée Leprieux, Suzanne Tardieu. Éditions Paris Musées, 220 pages, 300 francs.

PATRIMOINE

L'héritage de la défense

M. Pierre Joxe ■ montre soucieux de préserver le patrimoine de son ministère

Vendredi 17 janvier, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe a survolé, en hélicoptère, les bases militaires, où les dépendances de son ministère sont nombreuses. Certaines d'entre elles sont soupçonnées de servir de base à des opérations immobilières, histoire de colmater les brèches d'un budget révisé à la baisse (*Le Monde* du 11 janvier).

Après une halte rapide aux petites Ecuries qui abritent le quartier général de la 2^e division blindée, M. Pierre Joxe s'est rendu à l'hôpital Larrey - les anciens « grands communs » du palais - où il a expliqué sa philosophie en matière de patrimoine militaire. Il a d'abord rappelé que des arrivées boulevard Saint-Germain, il y a un an, il avait « donné des instructions rapides » que les aliénations de biens présentant un intérêt architectural ou au site soient immédiatement interrompues. Les biens sont tolérables si servent au profit de collectivités territoriales ou d'autres ministères : celui de la culture ou de l'éducation nationale, par exemple. Il a exclu toute vente de terrains ou de bâtiments conduisant à des opérations de spéculations immobilières. Il déplore vigoureusement la vente à la caserne Chaligny à Paris (1 200 millions de francs), menée par son prédécesseur, André Giraud : « une opération, une mauvaise action ».

Les emprises militaires dans la région parisienne, il a indiqué que le terrain de la gendarmerie de Chevreloup (un hectare), inoccupée depuis quinze ans (et dont les bâtiments sont démolis) « ne ferait pas l'objet de spéculations immobilières ». Le conseil général de Yvelines, naguère intéressé par la vente de ce terrain, a reformulé sa demande. Mais il devra sans doute faire un geste. L'estimation « minimum » des domaines (6,5 millions de francs) serait à revoir à la hausse. Le ministre a refusé de céder, mais il a promis de dédommager, qui avait envisagé de transformer en construction, au Ministère de l'Arbitrage et Chevreloup (propriété médiocrement entretenue de l'État nationale), « une maison de la nature, à avoir aujourd'hui d'urgence préoccupations ».

C'est le terrain de Chevreloup

(54 hectares), le ministère possède l'essentiel (mais pas la lité), qui est le centre de la polémique. Sa situation est plus compliquée : les propriétaires sont multiples, il jouxte le parc du château, aucune collectivité territoriale n'a aucune administration ne formule nettement une proposition à propos d'un terrain. Pourtant, M. Jean-Pierre Babelon responsable du musée comme du domaine de Versailles, « la liste des projets envisagés ici depuis quelques années remplit un annuaire ».

La ville ne compte guère investir dans l'espace qu'elle occupe néanmoins en partie. Le ministère de la culture a du mal à rénover du terrain de la ville et ne veut pas de ce morceau de verdure mite qu'il faudrait reprendre le fond en comble avant d'en assurer l'entretien. La défense y installera peut-être un « parc de détente » pour ses personnels et n'exclut pas d'y faire quelques « immobles bas » pour ses officiers et sous-officiers qui ont plus de mal à trouver une habitation dans la région parisienne qu'il ne leur en faut pour loger les soldats de l'armée. « Mais rien n'est sûr sur le marché des fins spéculatives », indique M. Pierre Joxe. Dans tous les cas, l'ensemble des projets redessine pour une meilleure intégration dans le paysage.

Comme il sera le camp des Matelots (63 hectares), siège du 1^{er} régiment du génie, les bois seront aménagés pour dissimuler les tranchées baraquements qui le peuplent. Enfin, l'hôpital Larrey, vaste et magnifique quadrilatère (plus de 10 000 m² au sol), sera libéré en 1994. Le ministre de la culture compte bien le récupérer. Sa utilisation est toute trouvée : il devrait devenir une annexe du château. Reste à savoir dans quelles conditions cette cession se fera. M. Pierre Joxe, qui a engagé de nombreuses opérations conjointes avec le Ministère de la Culture (du réaménagement du Val-de-Grâce à celui des Invalides), « une coopération accrue avec le ministère de la culture comme avec les collectivités territoriales » pour mieux mettre en valeur le patrimoine de la défense qui n'est pas seulement immobilier.

EMMANUEL DE ROUX

MUSIQUES

La cinquante et unième étoile

L'éditeur français Erato passe sous le contrôle de l'américain Time Warner

Les négociations entre Erato et Time Warner viennent de se conclure par la signature, jeudi 16 janvier, d'un accord de cession entre la marque de disques français et le groupe américain. Les activités cinématographiques et éditoriales du « petit » français ne sont pas concernées par cet accord. Depuis quelques années, Erato représentait de plus en plus de difficultés pour s'imposer face à ses concurrents traditionnels (EMI, Philips, Decca, Deutsche Grammophon, RCA, CBS-Sony), propriétaires de grands catalogues internationaux dont les réseaux de production et de distribution rendaient la lutte par trop inégale. A côté d'une myriade d'éditeurs illégitimes, il reste donc deux maisons de disques françaises - Harmonia Mundi et Auvidis - qui revendiquent un statut multinational grâce aux filiales ouvertes à l'étranger.

M. Daniel Toscan du Plantier, président-directeur général d'Erato s'est montré éreinté : « L'avenir d'Erato est assuré par son intégration au premier groupe du monde dans le secteur musical. Notre production sera diffusée par le réseau le plus performant, tout en gardant son identité, son autonomie, son style, son nationalité, son équipe et son patron, en la personne de Frédéric Stécher, qui assume la direction générale d'Erato, mon partenaire depuis dix ans ».

Des critiques avaient été adressées à M. Toscan du Plantier, lées au passage sous contrôle américain d'un éditeur français indissolublement associé à la musique française. Il a répliqué en avançant un argument de poids : « J'ai pu l'administration et le gouvernement de l'intérieur d'une solution de disques en France une marque de disques qui continue dans son action par l'acquisition d'un développement immédiat que la fameuse « solution française » (1) souhaitée par certains concurrents n'aurait pu assurer dans les mêmes conditions : elle n'assu-

rait, en effet, pas l'accès à un réseau international comparable à celui des multinationales. A-t-on déjà vu deux unifamiliales gagner le marathon ? »

Sur un plan personnel, M. Daniel Toscan du Plantier exprime sa satisfaction : « Je suis heureux d'avoir mis sur orbite une entreprise cinématographique qui, quand elle m'a été confiée, n'avait plus qu'une valeur symbolique. La valorisation par Warner s'est faite autour de 100 millions de francs, qui comprennent le prix de cession et la recapitalisation d'Erato disques. Cette somme a été calculée d'après la richesse d'un patrimoine qui comprend plus de trois mille titres, dont plus de six cents ont été enregistrés sous mon autorité. » Il souligne par ailleurs que les moyens ainsi obtenus vont lui permettre de « redéployer les activités d'Erato films qui échappent au contrôle de Warner ».

Un vieillissement du catalogue baroque

Erato aux couleurs de la Warner rejoint des labels classiques aussi prestigieux que Nonesuch et Teldec, dont il complète et conforte l'image. Il est à noter que le rachat de ces deux catalogues par Warner ne s'est pas traduit par une modification de leur ligne éditoriale.

Dans un corbeille de mariage, Erato apporte la technique reconnue et avérée de ses catalogues et une production de qualité. Les dernières années par la signature d'artistes tels que Ton Koopman, Scott Ross, Daniel Barenboim, Mark Minkowski, Guennadi Rojdestvenski, Viktoria Postnikova, James Conlon, qui sont venus rejoindre Miroslav Tadić.

An passé d'Erato, le vieillissement prématuré de son catalogue de musique baroque, que ne pouvaient compenser une remarquable collection de musique contemporaine ou quelques brillants enregistrements d'opéras et un relatif manque de suivi dans sa collaboration avec certains

de l'industrie musicale au retard apporté par son ancienne direction artistique à prendre en compte l'interprétation de la musique ancienne, la qualité globale des formations françaises et le manque de chefs d'orchestre français de renommée internationale.

Warner ayant repris les obligations qui liaient Erato à d'autres partenaires, la collection Musifrance, née de la collaboration d'Erato et de Radio-France, n'est donc pas menacée. M. Daniel Toscan du Plantier reconnaît toutefois qu'après une phase de lancement réussie il fallait sans doute en recréer la production, afin de la rendre plus cohérente.

Questionné sur l'avenir de cette collection, M. Claude Samuel, directeur de la musique à Radio-France, nous a confirmé les points suivants : « Nous venons de reconduire pour trois ans le contrat qui nous lie à Erato, avec la volonté de poursuivre notre collaboration à travers une production qui doit toucher toute la musique française, du Moyen Âge au répertoire ultra-contemporain pour autant, négocier les phases de notre patrimoine musical, celui de Debussy, ou de Berlioz. Le domaine dans lequel nous devons d'être les plus forts, nous sommes prêts. Nos négociations actuellement à grands projets d'enregistrements un chef d'orchestre international. »

ALAIN LOMPECH

(1) Harmonia Mundi a proposé le rachat d'Erato pour 1 franc symbolique. L'éditeur d'Arles s'engageait à produire de nombreux enregistrements sous étiquette Erato et à les distribuer à travers ses filiales basées à l'étranger. Ce plan de reprise prévoyait la licence du personnel d'Erato.

THEATRE

L'enfant chéri de sa maman

V. RIMBAUD
au Théâtre de la Ville

La mère de Rimbaud souffre d'un préjugé. Elle a trouvé un jour Arthur lisant les *Misérables*. Elle a écrit au professeur que ce n'était pas une lecture pour les enfants. M^{me} Rimbaud n'était pas Victor Hugo : elle était royale et pratiquante. Mais elle a aimé Arthur, qui lui ressemblait beaucoup : même présence d'esprit, même courage, même sens pratique. M^{me} Rimbaud mettait à gérir ses terres les terres qu'elle avait achetées Arthur, la même savoir-faire, la même énergie, que son fils à organiser et conduire ses charbonniers au Harar ou à diriger des chantiers à Chypre.

C'est le frère d'Arthur, Frédéric, que M^{me} Rimbaud n'a pas aimé. Il avait moins de charme, était plus ténébreux, faisait honte à sa mère en ne réussissant pas les copieux affaires : il vendait des journaux dans la rue, puis il s'employa à

travailler dans les fermes au nord du chemin de fer. Aux yeux de M^{me} Rimbaud, le fils était devenu, déshonoré par les épreuves de l'existence, un être d'un autre monde. Elle ne le revit plus. Arthur, lui, resta en son pays, et M^{me} Rimbaud lui écrivait toutes ses lettres avec Victor Hugo. M^{me} Rimbaud à Verlaine une lettre où elle lui expose l'homosexualité qui lui est propre pour l'époque.

Dans ses lettres à sa fille, M^{me} Rimbaud raconte comment Arthur lui est apparu, sept ans après sa mort : il est venu près d'elle et elle ne l'a pas écarté par une parente, qui lui a permis de l'accompagner. Dans une autre lettre, M^{me} Rimbaud raconte comment elle a fait reconnaître à neuf le caveau de famille : la tombe d'Arthur y restera au sec, à l'état neuf, à côté du sien, celui de sa maman, quand les temps seront venus.

Sur la grande scène du Théâtre de la Ville, M^{me} Rimbaud, une

lumière douce de prairie à l'aube, Jean-Marie Pata joue les lettres de M^{me} Rimbaud. Il est venu un peu comme un ouvrier de l'époque, plutôt comme un homme de lettres, les textes avec un air infini, une délicatesse intime, il exprime une réserve, un secret, qui font sourdre une absence magique, une silhouette, sur la scène, dans le silence de quelqu'un d'autre.

Au fait, c'est lorsque M^{me} Rimbaud, de son vrai nom Violette Cui, raconte des choses qui n'ont rien à voir avec Arthur, des choses de son enfance, la construction d'un canal par des ouvriers immigrés, des portraits de fermiers, la visite à une ancienne voisine de classe qui ne la reconnaît pas, qu'elle est, cette grande vieille dame, la plus passionnante.

MICHEL CURNOT

► Jusqu'au 26 janvier, 21 h 30. Tél. : 43-57-42-14.

L'amour, l'argent, l'échec

HÉRITAGE
au Théâtre d'Orléans

Il faudra demander un jour à Gildas Bourdet ce qui l'a entraîné si loin de sa base la plus sûre : la critique sociale, aigüe et ironique. Héritage, le spectacle qu'il met en scène à Orléans, adaptation contestable de *Washington Square*, d'Henry James, traduit par Louis Dureux, est une sorte de bel objet, chic et ennuyeux. Décor qui vous transporte scrupuleusement dans la New-York bourgeoise de 1850 ; costumes beaux et lourds ; musique didactique, solennelle et surabondante. Beaucoup d'argent sur le plateau. Beaucoup d'argent dans le texte aussi. Fortune d'un vieux médi-

(Jean-Pierre Cassel) ■ ■ ■ ■ ■ disparus transmis à sa fille (Marlene Epia). Argent, et donc convoitise, la passion d'un chef cynique (Michel Vitti), qui réduira la fille par l'entremise de la vieille tante (Christiane Minazzoli). Quand James est subtilité, ambiguïté, virtuosité de l'analyse psychologique, l'œuvre dramatisée par Dureux est très boulevard grande tradition. Bourdet en perd son latin, fait au début des années 70. Ne sous-estime pas son talent.

O. S. ► Jusqu'au 21 janvier, puis en tournée dans quinze villes françaises. Tél. : 38-54-23-23.

THEATRE DE GENNE
47.93.26.30
BIABOYA ALORS ?
DE JEAN-PAUL FARGEAU
MISE EN SCÈNE ALAIN MILLANT
7 JANVIER - 2 FÉVRIER

AGENDA

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI

Il Posto (1981, v.o. s.t.f.), d'Ermano Olmi, 18 h 30; le Gaucher (1959, v.o. s.t.f.), d'Arthur Hahn, 11 h 30.

DIMANCHE

Ch (1957, v.o. s.t.f.), d'Alfred Hitchcock, 17 h 30; Les expirés (1965, v.o. s.t.f.), d'Alfred Hitchcock, 11 h 30.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI

Hommage à la Warner Bros : la Flèvre du sang (1981, v.o. s.t.f.), d'Elia Kazan, 14 h 30; le Dernier Round (1976, v.o. s.t.f.), d'Alfred Hitchcock, 17 h 30; Les expirés (1965, v.o. s.t.f.), d'Alfred Hitchcock, 11 h 30.

DIMANCHE

Hommage à la Warner Bros : Un tramway nommé Désir (1952, v.o. s.t.f.), d'Elia Kazan, 14 h 30; le Dernier Round (1976, v.o. s.t.f.), d'Alfred Hitchcock, 17 h 30; Les expirés (1965, v.o. s.t.f.), d'Alfred Hitchcock, 11 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie,

Saint-Eustache,

Forum (40-26-34-30)

SAMEDI

Musique : Live Rock : The Jimi Hendrix Experience (1980), d'Eric Clapton, 14 h 30; Portraits : Vincent (1987), d'Alfred Hitchcock, 17 h 30; Les expirés (1965, v.o. s.t.f.), d'Alfred Hitchcock, 11 h 30; Concert humanitaire : Sampan chante Dernier Round (1976), d'Alfred Hitchcock, 11 h 30; Les expirés (1965, v.o. s.t.f.), d'Alfred Hitchcock, 11 h 30.

DIMANCHE

Paris Musique : Portraits : Archie Shepp (1980), d'Alfred Hitchcock, 14 h 30; Portraits : Vincent (1987), d'Alfred Hitchcock, 17 h 30; Les expirés (1965, v.o. s.t.f.), d'Alfred Hitchcock, 11 h 30; Concert humanitaire : Sampan chante Dernier Round (1976), d'Alfred Hitchcock, 11 h 30; Les expirés (1965, v.o. s.t.f.), d'Alfred Hitchcock, 11 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

PROPOS D'HENRI (A. v.o.) : UGC

Triomphe, 14 (42-78-37-29);

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) :

Saint-Michel, 14 (44-07-20-48);

AMERICAN FRIENDS (Brit., v.o.) :

UGC Triomphe, 14 (42-78-37-29);

AMERICA, TERRA INCANTATA (véné-

zuelien, v.o.) : Latina, 4 (42-78-37-29);

L'ANNONCE FAITE À PARIS (Fr.-Can.) :

Espace Saint-Michel, 14 (44-07-20-48);

AOUT (Fr.) : Cinéma Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Odéon, 8

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-78-37-29); 14 Juillet Beaubourg, 3

(42-36-83-93) : UGC Montparnasse, 8

(45-74-94-94) : Triomphe, 8

(45-74-94-94) : UGC Gobelins, 13

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-74-94-94) : Saint-Lambert, 15

LES ÉQUILIBRISTES (Fr.) : Forum

Orient Express, 1 (42-33-42-28)

Europe Pantheon (ex-Réflex), 1

(43-54-15-04) : Les Trois Montagnes, 8

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) : Saint-Lambert, 15

(45-61-94-94) :

BILLET

Manceuvres autour de La Cinq

L'agonie de la petite chaîne qui meurt n'en finit plus, rythmée par le jeu médiatique des repréteurs. Effets d'annonce, demi-confidences aux journalistes, faux scoops... tout y est. Silvio Berlusconi veut-il La Cinq? Qui? Comment? A quel prix? Dans quel cadre juridique? Pas clair. Charles Pasqua veut-il La Cinq? Qui? Comment? A quel prix? Pas clair. Avec M. Berlusconi? Pas clair. Combien est-il prêt à mettre? Pas clair encore... et ainsi de suite. Et tous d'entretenir le mystère.

Il est vrai qu'en matière audiovisuelle, la quantité de coups à prendre pousse tout repréteur, mais aussi bien le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), le ministère de la culture comme celui de la communication à s'avancer masqué. Pourtant le dossier est clair : au plan juridique, un repréteur ne peut reprendre à son compte l'autorisation d'émettre qui était celle d'Hachette (Silvio Berlusconi est co-actionnaire de la chaîne) et réclamer en même temps un changement de société. Si continuité commerciale il y a, celle-ci doit souscrire aux exigences du droit. Autrement dit, le repréteur ne peut se dispenser de faire des propositions en matière de reprise du passif. Tout comme l'avait fait Hachette lorsque le groupe de M. Jean-Luc Lagardère avait repris le fardeau des mains de M. Robert Hersant.

Au plan politique, La Cinq offre au gouvernement une occasion unique de commencer à repenser le paysage audiovisuel. Mais parce que cette opportunité coûte de l'argent et qu'elle risque de provoquer les foudres de l'opposition, M. Jack Lang n'ose pas dire clairement qu'il souhaite la liquidation de La Cinq actuelle dans le but de mieux installer Ariane - tel est son nom - la future chaîne franco-allemande que dirige M. Jérôme Clément. « Off the record », le ministre de la culture laisse cependant entendre que l'instauration d'un écran noir pendant plusieurs mois ne lui fait pas peur. Et il assure qu'il ne poussera pas le CSA à transiger avec la loi pour éviter de déplaire aux téléspectateurs-électeurs. Mieux, au gouvernement, « on pense aujourd'hui que le renforcement des pouvoirs du CSA est indispensable à la sérénité de tous les acteurs du secteur. Mais parce que la situation est encore mouvante, tant au plan financier que politique, nul n'annonce clairement son jeu. Il est tout de même curieux que ce soit dans les dossiers médiatiques que la « communication » soit la plus piégée.

YVES MAMOU

□ Grand Met cède ses parts dans Remy Martin et Cointreau. - Le groupe britannique Grand Metropolitan a revendu au holding Remy Martin les 20 % qu'il possédait dans le capital des sociétés Remy Martin et Cointreau, qui seront ainsi détenues en totalité par le holding français. IDV (International Distillers and Vintners), filiale de Grand Met spécialisée dans les vins et spiritueux, a exercé, pour un peu plus de 1 milliard de francs, une option de vente sur ses participations dans les deux sociétés en faveur de Remy Martin.

□ Sud-Marine équilibre pour l'exercice en cours. - Six mois après la liquidation du groupe de construction navale marseillais Sud-Marine, Brisard, son repréteur, a annoncé vendredi 17 janvier que « l'exercice, au 31 mars prochain, sera en équilibre ». « Nos commandes sont pratiquement assurées pour 1992 et nous remplissons déjà le carnet de commandes pour 1993 », a assuré M. René Brisard, patron du groupe de machines-outils qui porte son nom. Selon lui, le chiffre d'affaires 1992 dépassera 3,5 milliards de francs et les effectifs avoisineront 5 000 personnes.

Surenchère entre conservateurs et travaillistes britanniques à propos de la réforme fiscale

Les partis conservateur et travailliste ont relancé, depuis le début de l'année, une campagne préélectorale d'autant plus virulente que la conjoncture économique reste morose en Grande-Bretagne. Les responsables des deux formations s'accusent mutuellement des pires intentions en cas de victoire, notamment en matière fiscale.

LONDRES

de notre correspondant

La photo de M. John Major, debout sur la tourelle d'un char Challenger, du type de ceux qui ont combattu lors de la guerre du Golfe, barrait il y a quelques jours la première page des journaux. Elle se voulait allégorique : le parti conservateur part à la bataille des élections parlementaires avec un moral de vainqueur. Le procédé n'est pas nouveau : M. Thatcher avait elle aussi, en son temps, visité l'une des usines Vickers (constructeur du Challenger) pour bénéficier d'une telle couverture médiatique. La démonstration de M. John Major est cependant loin

d'emporter la conviction. La Grande-Bretagne est bel et bien enfoncée dans la crise, et le premier ministre, qui peut décider de la date des élections législatives - au moment qu'il jugera le plus opportun pour favoriser son parti - sait qu'une victoire ne sera possible que si la reprise se produit et fait sentir ses effets sur la situation des ménages.

Caricature de part et d'autre

Or, le chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, ainsi que le gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Robin Leigh-Pemberton, viennent de reconnaître, avec un peu d'embarras, que les prévisions officielles sur la reprise - maintes fois présentées comme inévitables - étaient fausses. Ils se sont empressés de souligner qu'avec de bonnes prévisions la politique du gouvernement aurait été la même!

Il n'empêche. Les faillites ont progressé de 56 % en 1991 et le chômage, qui touche déjà 2,5 millions de personnes, va continuer d'augmenter au cours des six mois à venir. Le gouvernement, rendu en partie responsable par les travaillistes de l'état de l'économie, est sur la

défensive. Il contre-attaque en proposant pour cibler le talon d'Achille des travaillistes lorsqu'ils sont au pouvoir : une certaine propension à augmenter la pression fiscale et les dépenses budgétaires.

Les économistes du Parti conservateur ont fait leurs comptes et ont trouvé que pour financer son programme social, le Labour aura besoin de 35 milliards de livres (340 milliards de francs environ), soit une majoration de quelque 10 % de l'impôt sur le revenu. Le reste proviendrait d'une augmentation de 40 % à 50 % de l'impôt, déjà amoindri par le parti de M. Neil Kinnock, applicable aux contribuables qui gagnent « largement plus » de 30 000 livres par an (environ 24 000 francs par mois).

Le gouvernement profite de cette imprécision pour affirmer que, si le Labour l'emporte, l'augmentation des impôts de chaque foyer fiscal atteindra environ 1 000 livres par an (presque 10 000 francs). Le chiffre est évidemment très approximatif et M. Kinnock s'efforce à démentir, mais en pure perte, les « mensonges démentis » de M. Major et de son parti, assurant que 88 % des Britanniques ne subiront aucune hausse d'impôt. Le Labour réplique qu'en

cas de victoire les travaillistes procéderont à une hausse des impôts indirects, comme ils l'avaient fait après leur succès électoral de 1979, en faisant passer le taux de TVA de 8 % à 15 %.

La caricature est utilisée de part et d'autre : il y a deux mois, le Parti travailliste avait délibérément grossi le trait en affirmant, en dépit des dénégations des intéressés, que le Parti conservateur allait privatiser le service national de santé (NHS).

Il reste que la reprise économique sera, au mieux, lente et de faible ampleur en 1992. Le prochain gouvernement devra relancer l'activité économique. Le Labour privilégie l'investissement plutôt que la consommation, alors que le gouvernement va devoir prendre rapidement des mesures pour relancer celle-ci avant l'échéance électorale. Les réunions qui se multiplient entre M. Major et ses principaux ministres ont pour objet de mettre au point la recette de cette relance, qui ne doit pas apparaître trop conjoncturelle et de courte durée.

LAURENT ZECCHINI

En raison de la récession

Le déficit commercial américain a chuté à son plus bas niveau depuis 1983

NEW-YORK

de notre correspondant

Le déficit commercial américain s'est établi à 3,57 milliards de dollars en novembre dernier, en baisse de 44 % sur le mois précédent, a indiqué le 17 janvier le département du commerce. Il se situe ainsi à son plus bas niveau depuis mars 1983, lorsqu'il était tombé à 2,84 milliards de dollars.

Cette chute s'explique par la nouvelle baisse d'activité de l'économie américaine consécutive à la récession qui dure depuis juillet 1990. Celle-ci trouve une confirmation dans la légère baisse de 0,2 % de la production industrielle annoncée le même jour pour le mois de décembre (et pour le troisième mois consécutif).

Baisse

des importations

Au mois de novembre, les importations ont reculé de 5,5 % pour s'établir à 41,03 milliards de dollars, tandis que les exportations ne progressaient que de 0,9 %, à 37,46 milliards. Cette baisse des importations reflète la faiblesse de la demande intérieure, les industriels préférant continuer d'écouler leurs stocks avant de songer à acheter à l'étranger pour reprendre la production.

De son côté, le déficit commercial des États-Unis avec le Japon, un sujet d'actualité brûlante avec la visite - ratée, assurent certains - que le président Bush a récemment effectuée à Tokyo au retour de son voyage en Australie et en Asie, a été ramené de 4,6 à 3,4 milliards de dollars. Un chiffre qui doit toutefois être pris avec précaution compte tenu d'éléments exceptionnels, tels la livraison de six avions Boeing au Japon en novembre contre deux seulement le mois précédent.

Au rythme actuel, le déficit commercial américain à l'égard de l'ensemble de ses partenaires s'établit à 64,7 milliards de dollars pour les onze premiers mois de l'année, contre 101,7 milliards durant la même période de 1990. De ce fait, le déficit devrait être ramené, à la fin de l'année 1991, à son plus bas niveau depuis le chiffre de 32 milliards enregistré en 1983.

SERGE MARTI

IBM dans le rouge

Suite de la première page

En mettant promptement à la tâche un groupe de travail autonome pour concevoir son micro-ordinateur PC au début des années 80, IBM avait réussi à repasser une position dominante. Mais sa machine n'était qu'un assemblage d'éléments disponibles sur le marché, à la différence des ordinateurs précédents constitués de composants, et de systèmes d'exploitation propres au constructeur. Il pouvait donc être facilement copié : les constructeurs d'ordinateurs compétibles s'en sont donné à cœur joie.

Cette banalisation n'est pas propre à la micro-informatique. De bas en haut de la gamme, les utilisateurs réclament désormais des systèmes composés d'éléments disponibles dans le commerce. Il devient possible de changer de fournisseur lors de l'achat d'une machine plus puissante, ce qui n'était pas possible auparavant et rendait captifs les clients des constructeurs d'ordinateurs. Celui qui avait la plus grande base installée, à savoir IBM, disposait alors d'un avantage compétitif évident. Cette banalisation touche IBM plus que les autres.

Moins dépendants techniquement, les utilisateurs le sont aussi psychologiquement. Mieux formés, ils s'en laissent aussi moins conter, et ne sont plus disposés à payer plus cher une machine parce qu'elle porte la griffe rassurante de Big Blue. Pour remédier à ces défauts structurels, IBM prend aujourd'hui le taureau par les cornes. Pour alléger ses coûts, être plus flexible et mieux s'adapter aux évolutions du marché. Après les 29 000 suppressions d'emplois de 1991, 20 000 de plus sont annoncées pour l'exercice en cours. Une restructuration pour laquelle le

groupe a provisionné 3,4 milliards de dollars s'ajoutant aux 2,3 milliards de dollars de provision pour le financement de l'assurance-maladie des salariés : une somme supérieure au déficit annoncé. D'autre part, la mastodonte va se restructurer en unités indépendantes. En outre, il multiplie les alliances. Même avec les ennemis d'hier, comme en témoigne l'accord conclu avec Apple en octobre dernier, dans le domaine des stations de travail. Ou les discussions en cours actuellement avec Bull. Pour encore s'améliorer sur un de ses points forts, les composants, il s'est aussi allié avec Siemens. Afin de reconquérir des parts de marché, il n'hésite pas à baisser ses prix : sur certains micros, ces baisses ont atteint 40 %, affirme l'hebdomadaire spécialisé *Le Monde Informatique*.

Et surtout, conscient du fait que la vente de matériel ne lui permettra plus jamais de renouer avec les marges de ses débuts, IBM s'engage de plus en plus dans le domaine des conceptions. Ces dernières devraient représenter 43 % de son chiffre d'affaires en 1991. En France en particulier, IBM a pris de multiples participations dans des sociétés de service : avec Dassault électronique en particulier, dans le domaine de la conception assistée par ordinateur. Autant de faits rassurants pour l'avenir, qui expliquent peut-être que le titre IBM ait cloué vendredi, jour de l'annonce de ses mauvais résultats, en légère hausse.

ANNIE KAHN

Le nouveau supplément « Le Monde-L'Économie », qui paraît pour la première fois le 20 janvier (numéro daté mardi 21), publie une enquête sur le malaise des cadres d'IBM.

Dans le Nord et le Vaucluse

Fermures d'usines et suppressions d'emplois

Le groupe Phildar, numéro un mondial du fil à tricoter, devrait annoncer, lundi 20 janvier, la fermeture de son usine de Roubaix (Nord) entraînant la suppression de 252 emplois, conséquence de l'effondrement des prix et de la surproduction européenne. Toutefois, Phildar s'apprêterait, en compensation, à proposer à ses employés 300 emplois dans des sociétés de la région.

Le groupe Peaudouce (2 200 salariés) spécialisé dans la couche-culotte et le papier ouaté, devrait aussi annoncer, le 23 janvier, la fermeture de son site de Châteaufort-de-Gadagne (Vaucluse), en raison de l'insuffisance de son plan de charge. Les 178 suppressions d'emplois concernées devraient être effectives dès le 31 mars.

En outre, la SMAN, filiale du groupe Peugeot, spécialisée dans la fabrication de boîtes de vitesses et installée à Trieb-Saint-Léger (Nord), devait présenter le 21 janvier un plan de 178 suppressions d'emplois sur 1984. La direction précise que ce plan est lié à une conjoncture « difficile depuis un an » qui avait abouti à la mise en chômage technique du personnel durant 46 jours depuis novembre 1990.

Contre les importations de vins étrangers

Nouvelle action des viticulteurs de l'Aude

Deux véhicules de gendarmerie ont été incendiés vendredi 17 janvier par des viticulteurs en colère (environ 150) qui procédaient, à l'insurrection de comités d'action viticole de l'Aude, à des barrages filants à Carcassonne, où ils ont mis le feu à un f-113 de gendarmerie, puis sur la 113, à proximité de Trèbes. Là, c'est une voiture banalisée appartenant aux gendarmes qui a été incendiée. En revanche, aucun camion n'a été intercepté. Ils ont ensuite occupé pendant une demi-heure la voie ferrée en gare de Carcassonne avant de se rendre à la préfecture pour y déposer une motion.

□ Fraude au pesticide au 40 000 hectares de vin italique. - Les autorités italiennes ont placé en début de semaine sous séquestre 40 000 hectolitres de vin, provenant de la Vénétie, qui contiendraient des pesticides toxiques. Bien que, selon le ministre italien de la santé, ce vin « ne présente aucun risque pour la santé », et que les firmes concernées, selon le ministre français du commerce, « n'ont pas, a priori, exporté » vers la France, des mesures ont été prises pour protéger les consommateurs français.

Pour parer à la limitation de ses exportations en Europe

Le constructeur automobile japonais Nissan accroît sa production en Grande-Bretagne

Le constructeur automobile japonais Nissan va accroître de plus d'un tiers sa production automobile dans son usine britannique de Sunderland, dans le nord-est de l'Angleterre : 300 000 voitures par an devraient ainsi sortir des chaînes de cette usine dès 1992. Un chiffre qui risque de renforcer les inquiétudes des constructeurs européens face à la concurrence nipponne.

L'accord négocié en juillet dernier entre la CEE et le Japon protège en effet les constructeurs européens contre une augmentation trop rapide des importations directes d'automobiles japonaises, limitées à 1,23 million d'unités avant le 31 décembre 1999. En revanche, la limitation du nombre de transports en Europe par les constructeurs japonais, à 1,2 million

d'unités, n'avaient pu faire l'objet que d'un accord verbal, en raison des règles communautaires.

Or, selon le *Financial Times*, Nissan devrait emmener dans son sillage Toyota et Honda, qui pourraient eux aussi décider d'accroître leurs implantations européennes. Conséquence : le nombre de transports avoisinerait les 2 millions d'unités d'ici la fin de la décennie, estime le *Financial Times*, citant des sources officielles britanniques.

Au cabinet du ministre des affaires européennes, M^{me} Elisabeth Guigou, on se montre néanmoins rassurant. Toute augmentation du nombre de transports au-delà du seuil fixé devrait être accompagnée d'une baisse des importations directes, y affirme-t-on.

République arabe d'Egypte
Le Ministre du secteur public
Bureau des Entreprises publiques
APPEL D'OFFRES
INTERNATIONAL
pour l'évaluation d'entreprises publiques

Le bureau des entreprises publiques auprès du ministre du secteur public lance un appel d'offres international pour l'évaluation d'un premier groupe d'entreprises publiques et semi-publiques, privatisables en vue de déterminer la valeur des actions à émettre pour leur cession aux investisseurs et leur introduction en Bourse.

Les conditions d'admission à cette appel d'offres sont les suivantes :

- 1) Une expérience de 15 ans au moins en matière de vérification comptable et d'évaluation des sociétés ;
- 2) Compétences et spécialités techniques que réclament les opérations d'évaluation ;
- 3) Des références précises concernant les sociétés précédemment évaluées ;
- 4) Présentation du statut juridique du soumissionnaire, de son dernier bilan et de la liste de ses principaux actionnaires et dirigeants.

Les soumissionnaires bénéficieront d'une préférence s'ils apportent un don public de gouvernements ou d'organisations internationales pour financer les opérations d'évaluation.

Les candidats sont invités à retirer le dossier d'appel d'offres au Bureau des Entreprises publiques auprès du Ministre du secteur public jusqu'au 15 février 1992.

Adresse : cabinet du Premier ministre
1, rue Magless El-Shaah, le Caire, Egypte.
A l'attention de M. Fouad Abdel Wahab.
Tél. : (202) 3558025 - Telex : 93794 WAZRA UN
Fax : (202) 3553606.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 13 AU 17 JANVIER

PARIS

La ligne de crête

INDICE CAC 40
+1,22%

Les investisseurs ont une nouvelle fois rassemblé à ces alpinistes pour qui les quelques mètres restant à gravir avant le sommet semblaient à la fois si peu et tant. Et faute d'énergie, essouffés par leur escalade, ils s'arrêtent, jaugant la difficulté pour mieux répartir ou, parfois, renoncement. En cette quatrième semaine consécutive de hausse (+1,22%), l'indice CAC 40 n'a pas réussi à rejoindre son plus haut sommet de 1991 (1 885,38 points le 23 septembre). Il termine une fois encore à un niveau très proche (1 853,95 points) alors que tous les espoirs étaient permis lors des premières séances. Après un tassement lundi (-0,72%), le marché s'appréciait de 1,07 % et 1,82 %, dopé par les performances de Wall Street, avant de marquer le pas jeudi (-0,72 %) et d'effectuer une petite descente (-0,01 %).

Depuis la veille de Noël, début du terme boursier de janvier, les valeurs françaises se sont appréciées de 13,8 % et le marché n'a cessé de se dynamiser. Ainsi le volume des transactions, signe de l'intérêt des intervenants, n'est pas descendu sous les 2 milliards de francs. Il a même culminé à 4,8 milliards mercredi, un niveau rarement atteint l'an dernier mais qui n'est pas la meilleure performance de 1992 (5,38 milliards le 9 janvier).

A la différence de la semaine précédente, les intervenants n'ont pas raté que les bonnes nouvelles. Ainsi vendredi, la forte contraction du déficit commercial

américain à 3,57 milliards de dollars en novembre contre 6,32 milliards en octobre, au lieu d'être saluée, a rendu perplexes les boursiers, tout comme les économistes. Ce déficit, le plus faible depuis mars 1983, est marqué par une baisse des importations, ce qui serait caractéristique d'une récession.

Cette publication a rendu les intervenants prudents, mais ne leur a pas fait perdre leur confiance retrouvée depuis un mois. Cet optimisme avait été conforté en début de semaine avec l'apaisement annoncé par M. Pierre Bérégovoy sur les taux d'intérêt.

Perrier et BSN agités

Ce sentiment général de confiance dans le marché se reflète dans diverses publications d'analyses financières qui insistent sur la force des réserves. Ainsi, pour MM. Michel Joliet et Arnaud Brucot de la société de Bourse Meeschert-Rousselle (groupe AXA), « désormais, la performance annuelle semble devoir se construire ou se défaire en séquences brèves. Soucieux de ne pas rater la ou les trains de hausses décisifs, les opérateurs sont prêts à augmenter leurs risques en s'engageant plus volontiers dans des investissements à rotation plus rapide sur les blue chips les plus liquides... Dans ces conditions, ce signal objectif d'achat sans contrainte particulière à brève échéance, et l'attitude désormais plus agressive des opérateurs peuvent entraîner à court terme une certaine ivresse dans la

poursuite du mouvement de hausse du marché », notent ces deux spécialistes dans leur guide des actions publié le 15 janvier.

Pour les valeurs, la semaine aura été marquée une nouvelle fois par les rebondissements autour de l'affaire Perrier. Contrairement aux prévisions, le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) n'a pas accordé la dérogation à l'OPA (offre publique d'achat) sur le firme de Vergès, comme le demandait Exor, Saint Louis et la Société générale agissant de concert. Ils sont théoriquement contraints de lancer une offre d'achat sur Perrier. Vendredi, le groupe Agnelli, actionnaire principal d'Exor, n'avait pas encore fait connaître ses intentions. Des rumeurs affirmaient qu'il négocierait avec les autorités boursières pour qu'elles reviennent sur leur décision.

En attendant, la Commission des opérations de Bourse (COB) enquête sur le rôle et les conditions de cession de l'autocontrôle de Perrier au groupe Saint Louis à la fin de l'année dernière. Tous ces remous ont provoqué une certaine activité autour de BSN, qui, sous la conduite d'un de ses importants actionnaires, Lazard (l'autre étant Agnelli), aurait été en lien avec Nestlé pour lancer une contre-OPA sur Perrier. Les divergences apparentes entre Lazard et Agnelli pourraient également entraîner des turbulences dans le capital du géant de l'agroalimentaire français. « Nous souhaitons renforcer notre participation dans BSN aujourd'hui à 5,8 %, mais seulement en tout accord avec son management », déclarait toutefois jeudi à Milan M. Umberto Agnelli, président du holding fermi-

lial IFL. Au chapitre des OPA, celle déposée par M. Christian Marchandise sur la société de service Admè (dont il détient 36 % du capital) a été jugée inamicale par la direction du groupe. Le prix proposé est de 190 francs par action. Vendredi, l'action Paribas perdait 7,3 % sur des rumeurs, non confirmées, de chute de son résultat annuel. Le bénéfice se contracterait de 40 %, le groupe devant augmenter ses provisions en raison de ses engagements en URSS et dans Maxwell.

Dans un tout autre domaine, la garde à vue imposée au promoteur immobilier Christian Pellerin a pesé sur les sociétés de son groupe, Olpar, Lucie ainsi que sur la Générale des eaux, maison mère de la SARL de M. Pellerin.

Enfin, M. Pierre Fleurbaey, directeur général de la Commission des opérations de Bourse, a présenté le programme d'allègement des procédures d'agrément des organismes de placements collectifs en valeurs mobilières (OPCVM) qui regroupent sous cette appellation le millier de sociétés d'investissement à capital variable (Scav), les quelques quatre mille fonds communs de placement (FCP) et les cinq mille fonds d'entreprises. Cet allègement vise à simplifier et à accélérer les procédures d'agrément, mais s'accompagne d'un renforcement des contrôles a posteriori. Des contrôles d'autant plus nécessaires que ces produits concernent plus de cent mille épargnants.

DOMINIQUE GALLOIS

NEW-YORK

Trois records

INDICE DOW JONES
+2,05%

Toujours soutenue par les espoirs de reprise économique prochaine, Wall Street a continué sur sa lancée, mais à un rythme plus ralenti. L'indice Dow Jones est tout de même parvenu à enregistrer trois nouveaux records, mardi, mercredi et vendredi, ce qui porte à dix les sommets historiques atteints en l'espace d'un mois. Il a clôturé vendredi, dans un marché plus indécis, à 3 264,98 points, en hausse de 65,52 points (+2,05 %) par rapport à la semaine précédente. Le volume des échanges est demeuré très élevé. La progression de Wall Street a été ralentie par des prises de bénéfices centrées principalement sur les titres de la santé et du secteur biotechnologique. Les investisseurs ont préféré acheter notamment les minières, ainsi que les valeurs de l'industrie lourde et de la chimie, qui devraient bénéficier de la reprise de l'économie américaine. Les inquiétudes croissantes sur une possible correction à la baisse encourageant par ailleurs les investisseurs à observer une certaine prudence. La reprise de Wall Street a été amorcée en décembre grâce aux espoirs de relance rapide de l'activité économique, mais le redémarrage devrait être plus lent qu'anticipé, ce qui pourrait peser sur le marché, selon les experts.

« On frise l'euphorie. On ne peut pas avoir avoir un faux départ (de la croissance) ou alors Wall Street va chuter », a souligné Hugh Johnson, responsable des investissements chez First Albany, ajoutant que la rapidité et la force de la reprise des cours ont rendu la grande Bourse new-yorkaise vulnérable. Les investisseurs ont hésité, puis ignoré le recul en décembre des ventes de détail et de la production industrielle américaines. « Je crois que les gens pensent qu'il faut rester sur le marché et ils cherchent une raison pour cela. Pour eux, le quatrième trimestre [de 1991] est déjà du passé », a estimé M. Larry Greenwald, courtier chez Sanford Bernstein.

Indice Dow Jones du 17 janvier : 3 264,98 (c. 3 199,46).

	Cours 10 janv.	Cours 17 janv.
Alcoa	63	69
AT&T	41	40 3/4
Boeing	48 1/2	51 3/4
Chase Nat. Bank	19 7/8	22 1/8
De Post de New York	46 1/4	50 1/2
Eastman Kodak	48 1/8	48 7/8
Exxon	58 3/4	59 7/8
Ford	39	33
General Electric	74 1/2	79 1/2
General Motors	31 3/4	33 7/8
Goodyear	55 1/2	59
IBM	90 7/8	96 3/4
ITT	56 1/4	59 1/4
Mobil Oil	64 3/8	67 1/2
Rockwell	84 1/2	76 5/8
Schlumberger	59 7/8	62 3/4
Tesoro	57 3/4	61 1/4
UAI Corp. (ex-Allegis)	148	156
Union Carbide	23 1/8	24 1/4
United Tech.	53 3/4	56 5/8
Westinghouse	18 3/4	18 3/4
Xerox Corp.	68 1/8	70 7/8

TOKYO

Au plus bas depuis quinze mois

INDICE NIKKEI
-4,7%

Les cours des valeurs sont tombés à leur plus bas niveau depuis quinze mois à la Bourse de Tokyo, où l'indice Nikkei a chuté de 4,7 % durant la semaine. Le Nikkei, en clôturant à 21 321,37, est retombé à son cours d'octobre 1990. Des ventes d'arbitrage liées aux indices ont dominé les échanges dans un marché sans tonus et en l'absence de signes tangibles de reprise. Le volume d'affaires a avoisiné les 211 millions de titres quotidiens, en légère hausse par rapport à la semaine précédente, où il était de quelque 203,7 millions de titres par jour.

Lundi, l'indice Nikkei perdait 3,06 % dans une atmosphère de scandales politiques. Le lendemain, mardi, sera la seule journée positive de la semaine avec une petite hausse de 0,36 %. Ce raffermissement, avant tout d'origine technique, sera éphémère puisque, à la reprise des cotations jeudi - mercredi étant un jour férié - l'indice Nikkei revivait à la baisse : il perdait 0,75 %, et 1,35 % vendredi. L'arrestation d'un ancien membre

du gouvernement, impliqué dans un scandale qui pourrait entraîner une instabilité politique du Japon, a pesé sur le marché. M. Fumio Abe, ancien directeur général des agences de développement Hokkaido et Okinawa, et proche conseiller du premier ministre, Kiichi Miyazawa, a été arrêté lundi. Il est soupçonné d'avoir été corrompu par l'industriel de Tokyo Kyowa Co.

La dépréciation du yen a aussi contribué au glissement de la Bourse. Les analystes estiment que les investisseurs ne prendront pas de risques avant la publication des résultats des sociétés en mars.

Indices du 17 janvier : Nikkei 21 321,37 (contre 22 381,90), Topix 1 600,26 (contre 1 660,16).

	Cours 10 janv.	Cours 17 janv.
Akai	661	705
Bridgestone	1 110	1 080
Canon	1 380	1 420
Fuji Bank	2 320	2 190
Hitachi	1 390	1 420
Matsushita Electric	1 300	1 270
Mitsubishi Heavy	692	663
Sony Corp.	4 820	4 100
Toyota Motor	1 430	1 400

Alimentation

	17-1-92	Diff.
Beghin-Sey	625	+ 32
Boisjart	2 720	+ 115
BSN	1 445	+ 60
Carrefour	2 362	+ 23
Casino, G. Par.	1 444	+ 9,90
Guyonac-Giac	1 430	+ 10
LYM	4 315	+ 65
Olpar	1 339	+ 27
Pernod-Ricard	1 444	+ 74
Prunadeux	3 025	+ 135
Saint-Louis	1 299	+ 34
Soc. Perrier	1 420	+ 129
Nestlé	35 300	+ 1 350

Métallurgie, construction mécanique

	17-1-92	Diff.
Alsip	310	+ 15
Dassault Aviation	385	+ 56
De Dietrich	1 381	+ 45
Fives-Lille	1 385	+ 19
Penhoit	464	+ 6
Peugeot	703	+ 38
SAGEM	1 654	+ 31
Strafor, Facon	1 725	+ 5
Valco	614	+ 2
Valeuore	247,50	+ 6,50

Valeurs diverses

	17-1-92	Diff.
Accor	735	+ 38
Air liquide	702	+ 3
Arjomari	1 865	+ 55
Bic (I)	695	+ 5
Ble	339,5	+ 2
CGP	1 098	+ 71
Club Méd.	481	+ 12
Esso	344,90	+ 30,40
Euro Disney	147	+ 1,20
Europe 1	587	+ 9
Eurotunnel	47,40	+ 2,70
Groupe Citi	465	+ 10,10
Hachette	161,50	+ 21,70
Havas	451,80	+ 8,70
Marine World	311,50	+ 15,50
Navigation miste	1 234	+ 31
Nord-Est	102	+ 2,10
L'Oréal	148	+ 21
Saint-Gobain	487	+ 10,30
Sanofi	1 085	+ 35
Sauvages Châtillon	235	+ 17,50
Sklis Rosignol	860	+ 40

(1) Coupon de 8 F.

Matériel électrique

	17-1-92	Diff.
Alcatel-Alsthom	572	+ 1
CSEE	213	+ 13
Cérolite des eaux	2 123	+ 67
Interchimique	715	+ 14
Labinal	760	+ 39
Legrand	3 900	+ 11
Lyon, des eaux	460,50	+ 15
Matra	183	+ 9
Merlin-Gérin	521	+ 9
Moulines	167	+ 1,80
Radio-technique	460	+ 8
SEB	1 830	+ 51
Sect. Avionique	311,40	+ 9,40
Thomson-CSF	1 600,50	+ 7,80
IBM	525	+ 36,80
ITT	323,20	+ 21,20
Schlumberger	341,50	+ 18,50
Siemens	2 228	+ 73

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	17-1-92	Diff.
AGF	488	+ 22
AXA (ex-Cie Midl.)	920	+ 42
Itali Equipement	95,90	+ 2,90
Banque Paribas	509	+ 20
Comptant	119	+ 22
CCF	175	+ 6
CFF	1 029	+ 9
CFI	299	+ 4
Changours	1 430	+ 16
CPL	255	+ 5
Eurofrance	1 456	+ 112
GAN	1 737	+ 134
Loire-Indus	700	+ 15
Paribas	130	+ 17,90
Schneider	668	+ 30
Société générale	504	+ 19
Sovos	798	+ 8
Suez (C. fin.)	309	+ 6
UAP	538	+ 6

Pétroles

	17-1-92	Diff.
BP-France	125	+ 6,10
ELF-Aquitaine	373	+ 10,30
Esso	609	+ 7
Primagaz	631	+ 47
Sogehap	341	+ 9
Total	1 092	+ 60
Exxon	1 330	+ 22,50
Petrolfin	1 816	+ 45
Royal Dutch	455,20	+ 23,90

Produits chimiques

	17-1-92	Diff.
Ind. Mérieux	4 320	+ 80
Roussel-Uclaf	1 800	+ 45
Synthelabo	1 050	+ 15
BAF	835	+ 66
Bayer	1 800	+ 15
Hoechst	1 840	+ 70
Insp. Chimical	123	+ 7,10
Nord Hydro	142	+ 25,90

Filatures, textiles

	17-1-92	Diff.
Apache (Fin.)	845	+ 11
BHV	670	+ 20
Dunant	2 590	+ 111
DMC	272,70	+ 12,30
Gal. Lafayette	1 435	+ 85
Nov. Galeries	478	+ 38
Printemps	523	+ 7
La Roderie	5 040	+ 10
SCGA	20,15	+ 0,30

Bâtiment, travaux publics

	17-1-92	Diff.
Auxil. d'entr.	960	+ 10
Bouygues	555	+ 2
Ciments français	465,50	+ 13,50
GTIM	340,50	+ 15,50
Immob. Phénix	159	+ 4,10
J. Leclerc	961	+ 19
Lafarge-Coppée	335	+ 7
Politec	523	+ 28
SGE-SB	227,60	+ 6,40

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 17 janvier 1992

Nombre de contrats : 127 975 environ.

COURS	ÉCHÉANCES		
	MARS 92	JUIN 92	SEPT. 92
Premier	108,86	109,80	109,82
+ haut	109,06	110,02	110
+ bas	108,68	109,72	109,82
Dernier	108,72	109,72	110
Compensation	108,72	109,74	109,76

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	10-1-92	13-1-92	14-1-92	15-1-92	16-1-92
RM	4 632 322	2 409 357	2 629 677	4 881 299	3 626 232
Comptant	8 715 738	5 491 536	6 326 779	6 498 572	4 452 939
R. et obl.	192 895	92 871	115 774	265 663	155 129
Total	13 540 975	7 993 764	9 072 230	11 645 534	8 234 300

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1991)

	10-1-92	13-1-92	14-1-92	15-1-92	16-1-92
Françaises	104,7	103,7	104,7	106,3	106
Etrangères	104,4	103	103,6	107	106

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	13-1-92	14-1-92	15-1-92	16-1-92	17-1-92
Général	492,3	490,7	502,8	503	500

(base 100, 31 décembre 1981)

(base 100, 31 décembre 1987)

	13-1-92	14-1-92	15-1-92	16-1-92	17-1-92
CAC 40	1 824,29	1 843,81	1 873,63	1 860,19	1 859,95

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES

Valeurs	Hauss. %	Valeurs	Baiss. %
Hachette	+15,9	Sodeco	-15,7
SCOR SA	+15,7	Clarins	-15,1
Penhoit	+15,5	Olpar	-10,8
Guyonac-Giac	+15,1	Pulvé	-6,8
CCMC	+15,1	Casino	-5,8
Trufin (Fin.)	+13,5	Legis Industrie	-5,3
Dassault Aviat.	+12,5	DMC	-4,5
Sogehap	+12,4	Financière	-4,5
UFB local	+11,9	Immob. Phénix	-4,1
MMB	+11,3	Serfont	-4,1
Gal. Lafayette	+11,2	Europe 1	-4,0
Avenir RM	+10,8	Suez	-4,0
CSE	+9,2	Caso-Dubois	-3,9

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 10-1-92	Cours 17-1-92
Or fin 999,9	81 280	80 300
Or fin 999,9 (hors impôt)	81 280	80 600
Prix français (20 k.)	387	388
Prix français (10 k.)	433	433
Prix suisse (20 k.)	381	388
Prix suisse (10 k.)	384	388
Prix suisse (20 k.)	338	350
Souverain	443	470
Souverain (hors impôt)	438	460
Or fin 999,9	345	352
Prix de 20 dollars	2 080	2 080
• 10 dollars	1 057,50	1 082,80
• 5 dollars	528	540
• 20 francs	200	200
• 20 francs	415	445
• 10 francs	255	255
• 5 francs	128	135

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Raccourcissement des durées

Sur le marché de l'écu, la fin du mois de janvier promet d'être intéressante et animée. L'Afrique du Sud devrait y effectuer sous peu un retour très attendu. Ce pays a publiquement réintégré l'euro-marché l'année dernière en tant qu'emprunteur, en sollicitant le comportement du marché sous la conduite de la Deutsche Bank. Cette opération, réussie, aurait dû être suivie quelques mois plus tard d'une autre, en dollars, par le truchement d'une grande banque américaine, dont le débiteur aurait été un établissement public de Pretoria. Mais, devant l'opposition toujours très forte manifestée à la fin de l'année dernière encore à une véritable rentrée en grâce de l'Afrique du Sud, rien n'est concret. Cela donne d'autant plus d'importance à l'émission de 200 millions d'écus d'une durée de cinq ans dont la réalisation devrait être confiée à Paribas.

L'affaire a un aspect politique évident, qui devrait renforcer l'impact de la décision des Douze de lever au début de février l'embargo sur les importations d'or, de fer et d'acier en provenance d'Afrique du Sud. Les conditions ne sont pas encore arrêtées, mais il est certain que la rémunération des obligations sera très élevée, suffisamment en tout cas pour permettre aux grands professionnels du marché de conclure des transactions d'arbitrage très profitables.

Cela tranchera avec le rendement calculé au plus juste que le meilleur emprunteur du monde, la Communauté économique européenne, proposera pour son prochain emprunt. La CEE envisage de lancer lundi ou mardi des obligations de sept ans de durée pour un montant de 190 millions d'écus. Les fonds seront répartis à la Roumanie. Il s'agit de la première tranche d'un prêt (de 375 millions au total) qui devrait être consenti à Bucarest en trois étapes. La

Communauté ne tardera d'ailleurs pas à revenir sur le marché des titres en écus. Trois autres pays devraient bénéficier bientôt de son aide financière, Israël, la Bulgarie et la Tchécoslovaquie, pour plus de 500 millions d'écus en tout.

D'une façon générale, après l'embellissement extraordinaire de la première décennie de janvier, la situation tend à se normaliser sur le marché international des capitaux. Les émissions demeurent très nombreuses, mais, globalement, les volumes sont moins élevés. Maintenant qu'on a beaucoup anticipé sur la baisse des taux de rendement attendue pour cette année, l'attrait des investisseurs pour les longues durées est beaucoup moins vif. Les emprunts marqués de ces derniers jours, comme celui de 1 milliard de marks qu'a lancé la Norvège ou celui de 500 millions d'écus émis par le Crédit local de France, viendront à échéance dans cinq ans. En euro-franc français, c'est une durée de sept ans qu'a retenue le Crédit national pour sa dernière euro-emission qui dirigeait le CCF et la Société générale.

Que veulent les autorités ?

Parmi les autres développements importants de ce début d'année, les spécialistes se soucient tout particulièrement de l'attitude restrictive adoptée par les autorités de plusieurs pays européens au sujet des nouvelles constructions financières. Depuis un an environ, des opérations se multiplient sur différents marchés qui garantissent aux investisseurs le capital placé au départ et qui, en plus, offrent la possibilité de gains supérieurs à la moyenne, l'intérêt dépendant de l'évolution d'un indice boursier, du cours d'une action ou du change. Dans ce type d'opération,

l'intérêt n'est souvent servi qu'à l'échéance, avec le remboursement du capital. Que ce soit en Allemagne, en France, en Autriche ou en Suisse, on pourrait croire que ces affaires sont mal aimées. Elles sont en tout cas vues avec suspicion. Le fisc s'en préoccupe énormément. Dans certains cas son intervention, ou celle des instances chargées de protéger au mieux les investisseurs, menace de paralyser tout ce marché. L'impression globale qui se dégage paraît assez cohérente. Il semblerait bien que les pouvoirs publics cherchent à freiner le succès de ces transactions, peut-être pour orienter l'épargne vers des formes de placement plus traditionnelles et mieux surveillées, vers la Bourse par exemple.

En examinant d'un peu plus près les différentes situations on perçoit une tout autre image, faite de confusion et de contradictions. Il est difficile de savoir ce qu'il en est vraiment, alors qu'un même temps d'impressionnants efforts sont entrepris par les pouvoirs publics pour promouvoir leurs places financières, ce qui implique que rien ne vienne entraver le développement des montages financiers d'un type nouveau.

Pour ce qui est du marché de l'euro-franc, l'incertitude est grande actuellement au sujet de l'interprétation à donner à la dernière loi de finances concernant les titres dont le revenu est indexé. La difficulté réside dans le fait qu'on ne peut pas prévoir quel sera le rendement des titres. Si, par exemple, l'indice auquel on se réfère évolue de façon négative durant la vie de la transaction, celle-ci, finalement, ne rapportera rien. Mais le porteur risque pourtant d'être imposé, chaque année, sur la base d'un revenu fictif, comme si un intérêt lui était régulièrement servi.

CHRISTOPHE VETTER

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

On consolide

Après l'euphorie de la semaine dernière sur le MATIF, les opérateurs ont consolidé l'avance prise. Les cours, qui avaient culminé à 109,16 sur l'échéance mars, retombent à 108,80 à la veille du week-end, au même niveau que la semaine dernière. Le rendement de l'OAT dix ans est tombé un moment à 8,36 %, pour terminer à 8,40 % à 8,44 %. Chose intéressante, l'écart avec l'emprunt d'Etat allemand correspondant, le Bund dix ans, a cassé les 0,50 % pour revenir en pointe à 0,30 % et clore à 0,40 %, par un rendement du Bund de 8 % à 8,10 %.

Certains voient cet écart se contracter à 0,25 % ou même devenir nul. Ce rapprochement des taux longs de part et d'autre du Rhin, le meilleur « juge de paix » dans le domaine des données fondamentales, avec une inflation ramené à 3 % en France contre 4 % en Allemagne, a pour effet de raffermir le franc (voir par ailleurs) et d'inciter les opérateurs étrangers, notamment les Américains basés à Londres, Salomon, Shearson Lehman et Morgan Stanley, à poursuivre leurs achats sur Paris.

Quant aux anticipations d'une baisse des taux directeurs (court terme) de la Bundesbank, elles ont du plomb dans l'aile. Sans doute, M. Wilhelm Nolling, membre du conseil de la Bundesbank, a-t-il déclaré le 15 janvier que, si les hausses de salaires en Allemagne n'étaient pas trop élevées, si le déficit du secteur public ne se creusait pas et si la tendance à l'affaiblissement de l'économie mondiale s'accroissait, « la Bundesbank, à ce moment-là, pourrait se demander si ses taux directeurs n'étaient pas trop élevés ».

Ces propos ont éveillé des espoirs, mais M. Nolling, président de la banque centrale du Land de Hambourg, qui va être fusionnée avec celle de Basse-Saxe, n'a pas

beaucoup d'influence. Le président de la « Bundesbank », M. Helmut Schlesinger a en effet ces espoirs en déclarant que les 6,7 % d'augmentations salariales en 1991 étaient « beaucoup trop élevés » et n'a pas laissé entrevoir aucune chance de voir baisser les taux directeurs de la banque centrale dans les douze prochains mois. Quant aux conflits salariaux, ils se durcissent : IG Metall, le syndicat de la métallurgie, tout en ramenant de 10,5 % à 9,5 % ses exigences, consulte ses adhérents le 26 janvier sur la possibilité d'une grève dure, tandis que le président de Daimler-Benz refuse d'accorder plus de 5 %.

Les institutionnels sur le long terme

Sur le marché obligataire, c'est l'euphorie : à l'émission, tout se place vite et bien, les investisseurs institutionnels commencent à décaisser, à se porter du court terme sur le long terme, pour les raisons évoquées précédemment. Cette semaine, la Caisse autonome de refinancement, qui titrise indirectement des créances de la Caisse des dépôts sur les HLM ou les collectivités locales, a levé 1,5 milliard de francs, à 8,87 % avec rétrocession sur 15 ans et 215 jours, essentiellement auprès des investisseurs institutionnels - que cette durée, longue, attire, - le tout sous la houlette de la BNP et de la Caisse des dépôts.

De même, Floral, « faux nez » du Crédit local de France, s'est aisément procuré 2,2 milliards de francs, à 8,88 %, sous l'égide d'Indosuez et de Paribas, l'émission, lancée au-dessous du pair, étant très appréciée par les mêmes investisseurs institutionnels pour le gain potentiel au bilan lors des remboursements. Le Comptoir des entrepreneurs a rencontré un accueil un peu moins chaleureux

pour ses 700 millions de francs à 9 % nominal et 9,20 % après rétrocession, sous la conduite du Crédit lyonnais : le public, qui souscrit souvent ce papier, jugerait le 9 % un peu insuffisant.

Cette semaine, enfin, les banques ont lancé des emprunts par elles-mêmes, le Crédit lyonnais à 8,80 % nominal pour 1 milliard de francs, et le Crédit agricole à 8,65 % pour 2 milliards de francs. La semaine suivante, ce sera le tour de la BNP et de la Société générale, avec une véritable avalanche d'emprunts sur quinze jours. Le 27 janvier, ce sera le tour de la Caisse centrale de coopération économique, de la RATP et du Crédit foncier de France ou de son auxiliaire, le 3 février, viendront France Télécom (gros succès garanti), les Charbonnages de France (beaucoup moins d'enthousiasme) et le Crédit national, bonne signature bien classique.

Décidément, tout le monde se précipite pour profiter de la baisse des rendements.

30 % de croissance pour le MATIF en 1991

Le marché à terme international de France (MATIF) se porte bien, et même très bien. Fin 1991, il a achevé son cinquième exercice consécutif de croissance depuis sa création en février 1986. Plus de 37 millions de contrats ont été échangés l'an dernier (près de 150 000 contrats par jour), en augmentation d'environ 30 % par rapport à 1990. Le contrat « national » fondé sur un emprunt d'Etat type, au départ 10 % à dix ans, reste le plus important, avec 21 millions de contrats (+ 31,8 %). Une forte hausse a été enregistrée (+ 57,8 %) sur les contrats PIBOR (court terme 3 mois) avec 3 millions de contrats, et sur les contrats CAC 40 (Bourse actions) avec 2,3 millions de contrats (+ 40,8 %), tandis qu'une forte reprise était relevée en septembre et octobre sur le contrat ECU (550 000 contrats dans l'année).

Pour ce qui concerne l'étranger, 148 500 contrats ont été échangés sur l'Italie long terme, avec un « flop » total sur le contrat Euro Deutschemark 3 mois (285 en un an), propriété incontestée du marché à terme de Londres, le Liffe, qui en a échangé plus de 10 millions, réalisant ainsi le premier contrat sur Londres à dépasser ce chiffre. Pour l'an dernier, le même Liffe annonce une augmentation de 5,3 % de son activité, avec 38,6 millions de contrats échangés.

F. R.

DEVISES ET OR

Toujours le dollar

« Adore ce que tu as brûlé et brûle ce que tu as adoré », ordonnait l'évêque Rémi à Clovis, roi des Francs, en le baptisant il y a quinze siècles. C'est bien ce que sont en train de faire les opérateurs sur les marchés des changes, en rachetant, ou en achetant du dollar, et en vendant massivement du mark, au point que les cours de la devise américaine non seulement ont consolidé leur rebond de la semaine dernière (+5 %), mais ont encore un peu accentué leur avance, touchant, en pointe, 1,6350 DM et 5,56 F avant de refluer aux environs de 1,61 DM et de 5,50 F à la veille du week-end.

En quinze jours, le billet vert est, tout de même, passé de 1,50 DM à plus de 1,61 DM et de 5,14 F à plus de 5,50 F : 35 centimes de décalage, près de 7 %, c'est tout de même impressionnant, et a de quoi aggraver les entreprises qui ne se sont pas « couvertes ». Mais que cela signifie-t-il vraiment ? Après tout, ce rebond n'a fait que ramener le dollar à ses niveaux de la fin novembre 1991, avant sa glissade de fin d'année : il n'y a pas de quoi pavoiser. Tout de même, le décalage est impressionnant, surtout vis-à-vis d'opérateurs qui, à la veille du 1^{er} janvier 1992, voyaient le dollar descendre à 1,47 DM, ou même à 1,44 DM, ce qui équivaut à 4,94 F à Paris.

Initialement, ce rebond a été provoqué, le jeudi 9 janvier 1992, par une rumeur, en provenance du Japon, selon laquelle, lors de la réunion du Groupe des Sept le 25 janvier prochain, les Européens presseraient les États-Unis de favoriser une reprise du dollar. Washington,

en revanche, voulait obtenir une diminution des taux directeurs de la Banque fédérale d'Allemagne. Tout cela fut démenti, par les Japonais eux-mêmes en ce qui concerne les changes : quant à la Bundesbank, elle reste de marbre (voir en rubrique « Marché monétaire et obligataire »).

Spéculations sur données fragiles

Entre-temps, les vendeurs de dollars à découvert, très nombreux ces derniers temps, rachetaient en catastrophe les positions « ouvertes » - c'est-à-dire en spéculation à la baisse (short) - se retenant. Au début de la semaine sous revue, on s'attendait à un virage, puisque, une fois leurs rachats effectués, les opérateurs pouvaient, à bon droit, hésiter à inverser leur position, c'est-à-dire à acheter du dollar en position (long). Mais, les jours suivants, non seulement le rebond fut consolidé, mais encore on vit la devise américaine gagner encore un peu de terrain et, d'ailleurs, le rebond à la veille du week-end, paradoxalement sur l'annonce d'une diminution de 43,5 % du déficit commercial des États-Unis, ramené à 3,57 milliards de dollars en novembre 1991, contre 6,32 milliards en octobre et 6,93 milliards en septembre et 9,54 milliards en novembre 1990.

Sur un tel résultat, le meilleur depuis mars 1983 (un déficit de 2,8 milliards), le dollar commença par monter, puis céda du terrain après analyse des chiffres : le recul du déficit était dû moins à une augmentation des exportations (+ 0,9 %) qu'à une diminution des importations (- 5,5 %), ce qui indi-

quait clairement que la reprise de l'économie américaine n'avait pas commencé.

A l'heure actuelle, les milieux financiers internationaux font le bilan de cette quinzaine agitée. Un : le dollar a rebondi sur des numéros très fantaisistes, notamment celle d'un déchaînement des taux directeurs de la Bundesbank, ou aventurées, celle d'un arrêt de la baisse des taux directeurs de la Réserve fédérale des États-Unis. Deux : certains croient entrevoir un « réajustement » dans l'économie américaine, avec un léger recul du chômage ces dernières semaines. Trois : l'économie allemande ne paraît plus aussi vigoureuse qu'avant. Toutes ces « spéculations » reposent donc sur des données très fragiles, et beaucoup se rappellent la reprise avortée du dollar au premier semestre 1991, précisément sur l'espoir d'une reprise de l'économie américaine qui fit long feu à l'automne.

Au sein du Système monétaire européen, le deutschemark s'est trouvé affaibli par la remontée du billet vert, notamment à Paris, où il a fléchi un moment, vendant, à 3,4070 F, au plus bas depuis octobre dernier, avant de se redresser un peu à 3,41 F.

En Asie, la hausse du dollar a été stoppée à 128 yen par la crainte d'une intervention des banques centrales.

FRANÇOIS RENARD

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 10 JANVIER AU 17 JANVIER 1992 (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Unité	S.E.U.	Franc suisse	Franc belge	D.marc	Franc italien	Florin	Lire italienne
New-York	1,7785	-	18,1755	70,6750	61,9942	1,6120	55,0660	0,8973
	1,8026	-	18,4130	71,7750	63,5724	1,6864	56,4174	0,89218
Paris	9,7412	5,5020	-	382,2941	341,1835	16,5722	302,9735	4,5283
	9,6803	5,3720	-	382,2937	341,2940	16,5802	303,0747	4,5180
Zurich	2,5282	1,4280	25,9541	-	85,5306	4,3612	78,8343	1,1753
	2,5282	1,4030	26,1169	-	85,1350	4,3302	79,1237	1,1799
Frankfurt	2,8958	1,6130	29,3160	112,955	-	4,8284	88,215	1,3275
	2,8363	1,5740	29,3000	112,881	-	4,8380	88,301	1,3238
Bruxelles	58,7086	32,5	6,05416	23,2492	20,8077	-	18,2619	2,7525
	58,3401	32,48	6,05317	23,0831	20,8047	-	18,2792	2,7426
Amsterdam	3,1252	1,8168	330,6617	1,2717	112,2852	5,4698	-	1,4046
	3,1948	1,7725	329,8516	1,5633	112,6111	5,4786	-	1,4007
Milano	2151,1575	1215	220,8287	898,6403	753,2548	36,5963	669,0528	-
	2142,578	1189	221,3328	847,4497	755,4003	36,6975	670,3030	-
Tokyo	226,0928	127,78	23,2097	89,4257	79,1693	3,9463	70,3193	0,1851
	226,4936	126,80	23,6838	90,3777	80,5590	3,9135	71,5373	0,1864

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 17 janvier 1992, 4,3085 F contre 4,2365 F le vendredi 10 janvier 1992.

MATIÈRES PREMIÈRES

1992, année des métaux ?

L'année 1992 marquera-t-elle la fin du marasme pour les métaux non ferreux ? C'est ce que croit le grand négociant allemand de Francfort Metallgesellschaft, bien que les prix, depuis le début de janvier, n'aient pas montré de réels signes d'amélioration. La firme allemande, spécialisée notamment dans le commerce avec les pays de l'Est (dont l'ex-URSS), estime à juste titre que les marchés ont été déprimés l'an passé par l'effet conjugué du ralentissement de la croissance dans les principaux pays industrialisés et par la vente à outrance de métaux par l'Europe de l'Est et l'Union soviétique avant leur implosion. Les choses pourraient changer cette année pour plusieurs motifs. En premier lieu, la distribution d'énergie dans l'actuelle CEI risque de devenir si précaire que la production de matières premières minières devrait s'en ressentir. Quant aux anciens pays satellites, ils semblent s'orienter

vers une stratégie plus autocentrée, visant à privilégier leur industrie nationale au détriment des exportations.

Ensuite, l'effondrement des prix des non-ferreux au cours des derniers mois a incité nombre de producteurs à réduire leurs activités en fermant certaines unités. De ce point de vue, la situation du zinc est intéressante. D'après le courtier britannique Billiton, filiale du groupe Royal Dutch Shell, 35 % à 45 % des mines de zinc et la plupart des raffineries occidentales travaillent actuellement à des coûts de revient supérieurs aux prix de vente. Certaines d'entre elles devraient fermer en 1992 et on note déjà qu'entre 1985 et 1990, la production européenne est passée de 1,14 million de tonnes à 950 000 tonnes. Certes, d'après les experts, 1992 devrait être encore une année de surplus, de l'ordre de 105 000 tonnes. On reviendrait, en revanche, au déficit en 1993, à hauteur de 70 000 tonnes.

La barre des 2 000 dollars

En attendant, la raffinerie de zinc de Cretone (sud de l'Italie), appartenant au groupe transalpin ENI, devrait être fermée d'ici à l'été, pour des travaux de modernisation. Le résultat de cette réduction de l'offre est d'ores et déjà visible au London Metal Exchange où, cette semaine, une certaine pénurie s'est même fait sentir. Les prix du zinc au comptant se sont établis le 16 janvier à 1 157 dollars la tonne, soit 27 dollars de prime sur le cours à trois mois. Une structure de cotation qui traduit le manque relatif de métal de bonne qualité pour livraison rapprochée. Les autorités du marché londonien se sont toutefois montrées préoccupées par ce manque soudain de marchandise, craignant une nouvelle manipulation par un négociant, comme ce fut le cas récem-

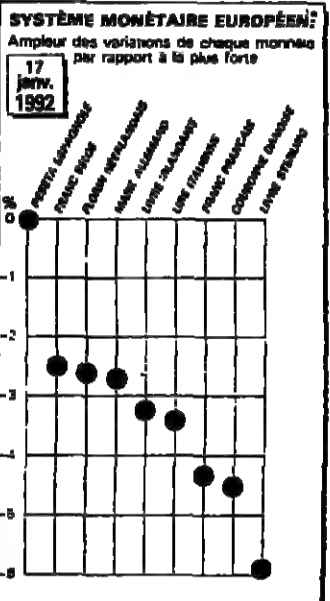
ment sur le cuivre. Il convient là encore de relativiser la remontée enregistrée : une tonne de zinc valait en janvier 1989 1 732 dollars la tonne.

La même prudence s'impose pour l'aluminium, qui cotait à cette époque 2 400 dollars par tonne et ne se traite plus actuellement qu'à 1 212 dollars environ. Ces jours derniers, les cours de l'aluminium ont cependant remonté, repassant la barre des 1 200 dollars, après avoir successivement crevé les seuils de résistance de 1 160 puis 1 190 dollars. En 48 heures, les prix du métal ont monté de 8 %, sur des considérations qualifiées de « techniques » par les opérateurs. Autrement dit, les facteurs fondamentaux, en terme d'offre, de demande et de stocks, ont moins influé sur la tendance que l'intervention de fonds d'investissements spéculatifs.

D'autres métaux ont en revanche suivi le redressement amorcé par l'aluminium. C'est le cas du nickel, dont les prix ont gagné 195 dollars dans la seule séance du 16 janvier. Ce bond est intervenu après la déclaration de M. Boris Eltsine indiquant que le grand complexe russe de la péninsule de Kola serait probablement fermé, en raison de son manque de rentabilité économique. D'aucuns doutaient qu'un tel propos soit suivi d'effet, le nickel étant une source de devises non négligeable pour la Russie.

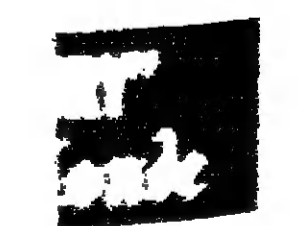
Du côté des métaux précieux, on notait enfin la remontée des prix de l'argent-métal à leur meilleur niveau depuis six mois (425 cents l'once), malgré les ventes massives d'investisseurs du Proche-Orient. Les analystes expliquaient en fin de semaine les achats d'argent par l'anticipation d'une reprise de l'économie américaine dans les prochains mois. Les cours du platine se sont eux aussi inscrits à la hausse, soutenus par des menaces de grève en Afrique du Sud.

ERIC FOTTORINO



* Taux calculés par rapport aux cours antérieurs de la Banque de France

finale



RE
RTI

Les fraudes de l'ancien magnat de la presse

Le Parlement et la justice britanniques accentuent leurs pressions sur les fils Maxwell

La responsabilité des fils de Robert Maxwell semble se confirmer à propos des prélèvements financiers opérés dans les caisses de retraite des principales sociétés du groupe, mais Ian et Kevin Maxwell refusent de répondre aux questions d'une commission d'enquête parlementaire.

LONDRES

de notre correspondant

Chaque jour, de nouvelles pièces du dossier montrent que les fils de Robert Maxwell, Kevin et Ian, ont été, peut-être à leur insu, intimement mêlés aux fraudes de leur père. Dans son édition du samedi 18 janvier, le quotidien *The Independent* montre que les deux frères ont autorisé la sortie d'un demi-million de livres hors des caisses du fonds de pension du Mirror Group. La justice britannique leur parle encore comme à des témoins, mais son insistance montre que la responsabilité personnelle des deux fils Maxwell sera invoquée à bref délai.

Le Parlement, de son côté, a pris fait et cause pour les retraités. Indignés par les ponctions opérées dans les caisses des fonds de pension des sociétés du groupe Maxwell, les députés ont brisé les projets d'une commission d'enquête sur Kevin et Ian. Ceux-ci, déjà soumis

à la pression d'une enquête de l'Office des fraudes graves (SFO), se sont rendus compte - les auditions de la commission étaient retransmises en direct - qu'il y avait danger à laisser s'installer un procès télévisé. Ils ont donc chargé leurs avocats de faire valoir leur droit constitutionnel au silence.

700 millions de livres introuvables

Alors que des journaux de la presse populaire exigent qu'on les « emprisonne » et que des députés s'alarment de ce dangereux précédent, qui mine l'autorité des commissions d'enquête, le *Times*, lui, s'est demandé si l'initiative d'un select committee n'était pas justifiée par « un souci plus élevé que celui de la propre promotion ». Peu désireux de poursuivre la polémique, le select committee semble à la recherche d'un compromis. Celui-ci pourrait être trouvé dans les prochains jours si les frères Maxwell acceptaient d'expliquer par écrit ce que sont devenus les quelque 339 millions de livres (environ 3,4 milliards de francs) prélevés entre le 29 avril et le 22 juillet 1991 dans les caisses de Maxwell Communication Corporation (MCC), l'une des deux sociétés « publiques » du groupe et reversés au bénéfice de diverses sociétés privées de la famille Maxwell.

Comme c'est au cours de la même période (de mars à juin) que les actions MCC ont grimpé de 150

à 240 pence, il s'avère que Robert Maxwell s'est servi d'une partie des 339 millions de livres pour revaloriser le cours des actions de sa propre société. L'ancien magnat avait agi ainsi parce que l'obtention de la plupart des prêts bancaires qu'il sollicitait pour ses sociétés privées était conditionnée par la valeur des actions MCC. Or, la législation britannique interdit à une société d'acheter ses propres actions sans l'approbation des actionnaires. Les ordres de transfert portant tous la signature de Robert Maxwell, et certains seulement celles de ses deux fils et de trois directeurs généraux de MCC. Une fable partie de l'argent a été recouvrée ultérieurement sur les comptes de MCC, le reste ayant disparu.

En tout, environ 700 millions de livres, provenant des fonds de retraite des différentes sociétés du groupe, sont pour le moment introuvables. Une disparition qui place les retraités de MGN dans une situation critique. Sans à récupérer quelque 400 millions de livres, un grand nombre d'entre eux auront cotisé toute leur vie en pure perte. C'est cette dimension humaine de l'affaire Maxwell qui jette une lumière trouble sur la bonne foi de Kevin et Ian à qui, chacun, jusqu'ici, y compris la presse, était prêt à accorder le bénéfice du doute.

LAURENT ZECCHINI

Un an après le début de la guerre du Golfe

M. Saddam Hussein reconnaît sa défaite militaire

Un an jour pour jour après le début de la guerre du Golfe, le président irakien Saddam Hussein a reconnu, vendredi 17 janvier, que son pays avait subi une défaite militaire mais a revendiqué une nouvelle fois une victoire morale.

« D'un point de vue conventionnel et matériel, le rassemblement des fidèles a été battu et le rassemblement du vice et de la corruption a triomphé », a déclaré Saddam Hussein dans la matinée, lors d'un discours radiodiffusé. Jamais jusqu'à présent le président irakien n'avait reconnu aussi ouvertement que son pays avait perdu « la mère de toutes les

batailles ». Mais il a déclaré : « Lors de la confrontation entre croyants et infidèles, la foi a triomphé de l'athéisme, la justice de l'injustice. » Il a aussi accusé les Occidentaux d'avoir déversé 108 000 tonnes d'explosifs sur l'Irak, soit l'équivalent de « six bombes nucléaires comparables à celles que les Américains ont larguées sur Hiroshima ou Nagasaki ».

Il a aussi accusé les alliés d'avoir lancé la guerre pour « détruire la supériorité scientifique et technologique » de l'Irak. Mais il est passé assez brièvement sur les difficultés économiques de son pays, affirmant seulement :

« Nous construisons aujourd'hui ce que les agresseurs ont détruit et, avec l'aide de Dieu, nous cicatrison les blessures de notre économie. » En revanche, les journaux, tous contrôlés par le pouvoir, faisaient leurs gros titres sur l'aggravation des pénuries et réclamaient la levée des sanctions de l'ONU.

A Vienne, M. Maurizio Zifferero, chef de l'équipe d'inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui vient d'achever sa neuvième mission d'inspection, a annoncé vendredi les informations alarmantes selon lesquelles l'Irak était à dix-huit mois de fabriquer la bombe atomique, au moment de la guerre du Golfe.

Il a estimé qu'il s'agit d'un « scénario extrême », et qu'à son avis Bagdad n'aurait pu se doter de la bombe atomique que dans « deux ou trois ans ». Au sujet des informations de sources américaines selon lesquelles l'Irak poursuivait son programme nucléaire militaire, M. Zifferero a souligné que l'AIEA « n'a aucune preuve ou indice concernant la poursuite de telles activités irakiennes ». (AFP, AP.)

EN BRIEF

■ **SOMALIE** : les partisans du général Aidid ont pris le contrôle du port de Mogadiscio. Les partisans du général Mohamed Farah Aidid ont pris, vendredi 17 janvier, le contrôle du port de Mogadiscio et du dépôt de carburants se trouvant dans la zone, tenue jusqu'à présent par un groupe indépendant. D'autre part, un responsable du Comité international de la Croix-Rouge a affirmé jeudi que des centaines de milliers de Somaliens, fuyant les combats qui se déroulent dans la capitale, étaient victimes de la famine. (AFP)

■ **TUNISIE** : M. Mandela accueilli comme un chef de gouvernement. Le président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, est arrivé vendredi 17 janvier à Tunis, première étape d'une tournée qui doit se poursuivre en Libye et au Maroc. Le dirigeant nationaliste sud-africain, qui a reçu un accueil digne d'un chef de gouvernement, doit rencontrer le président tunisien Ben Ali, et le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat. (AFP)

■ **Naufrage d'une navette maritime** en Polynésie française. - Au moins sept personnes - cinq adultes et deux enfants, dont un bébé d'un an - ont péri, vendredi 17 janvier,

A la demande du Conseil national du sida

TF1 décide le report de la diffusion du film d'Hervé Guibert

TF1 a décidé, à la demande du Conseil national du sida, le report de la diffusion du film réalisé par l'écrivain Hervé Guibert, mort de cette maladie le 27 décembre 1991.

Ce document, intitulé *Le Pudeur ou l'impudeur*, devait être diffusé sur la chaîne à 0 h 15 dans la nuit du dimanche 19 au lundi 20 janvier. Selon un porte-parole de TF1, le conseil a estimé que ce film était susceptible de « causer une certaine émotion, notamment auprès des personnes souffrant du sida ».

C'est M^{me} Pascale Brugnol qui avait eu l'idée, après la lecture de *A l'ami qui ne m'a pas sauvé la vie*, paru chez Gallimard en mars 1990, de confier une caméra légère à l'écrivain afin qu'il « raconte sa maladie ». Il l'avait utilisée au cours du dernier semestre 1990. A partir de ces douze heures d'images, un montage avait été réalisé. Hervé Guibert y montre tous les aspects de sa vie quotidienne avec le sida.

P. K.

Les négociations du GATT et les subventions agricoles

M. Mermaz compte sur la solidarité allemande

Deux risques menacent l'agriculture européenne : la volonté des Etats-Unis d'obtenir un accord très drastique et l'acceptation par la Commission de fausses compensations. Tel est le sentiment exprimé au sujet des négociations commerciales internationales de l'Uruguay Round par M. Mermaz, jeudi 16 janvier, au cours d'une conférence de presse.

Le ministre de l'Agriculture a répété que les propositions faites par M. Dunkel, le directeur général du GATT, étaient « inacceptables », des propositions qui tendent « curieusement à encadrer les échanges » alors que les négociations du GATT « devraient les libérer ». Mettant clairement en garde la Commission, M. Mermaz a expliqué que des concessions

sans contrepartie faites aux thèses américaines seraient désavouées en conseil des ministres de la CEE, du fait notamment de la solidarité franco-allemande qui s'est clairement exprimée à Maastricht. Le ministre de l'Agriculture craint notamment des concessions faites par la Commission sur une réduction des volumes d'exportations agricoles subventionnées. M. Mermaz envisage sans inquiétude le report à 1993 de la conclusion de l'Uruguay Round.

De son côté, Sir Leon Brittan, commissaire européen à la concurrence, a critiqué les Etats-Unis, qui compromettent les chances de réussite des négociations en concluant des accords bilatéraux commerciaux avec le Japon.

Au Parlement européen

Deux présidences de commission pour les Français

STRASBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

Après l'élection, mardi 14 janvier, de son nouveau président, M. Egon Kasper, démocrate-chrétien allemand (*Le Monde* du 16 janvier), le Parlement européen a élu, vendredi 17 janvier, les présidents de ses dix-neuf commissions et quatre sous-commissions. La nouvelle répartition n'apporte que peu de changements, notamment du côté français.

L'application de la règle d'Hondt (du nom d'un juriste belge), qui répartit les présidences en fonction des sièges détenus par chacun des groupes politiques, fait que les modifications sont limitées par rapport à la répartition précédente. Ainsi les socialistes conservent-ils huit commissions et gagnent-ils une sous-commission (celle consacrée aux affaires monétaires).

M. S.

Les débats au PCF

Quinze personnalités communistes soulignent « l'immense mérite » de M. Gorbatchev

M. Charles Fiterman, chef de file des communistes « réformateurs », membre du bureau politique du PC, et quatorze autres personnalités communistes (1) ont rendu public, vendredi 17 janvier, une déclaration dans laquelle ils repoussent les « visions sombres » de la situation dans l'URSS et de « ce qui l'a engendrée ».

« Nous ne saurions accepter, écrivent-ils, que Mikhaïl Gorbatchev en soit désigné, de fait, par-delà les précautions de langage, comme le responsable essentiel, ce qui met en cause - qu'on le veuille ou non - le bien-fondé de la perestroïka. » Les signataires affirment que « l'immense mérite de Mikhaïl Gorbatchev est d'avoir engagé l'inévitable et nécessaire remise en cause du système totalitaire aberrant qui était en place, d'avoir contribué à faire franchir à son

pays de premières étapes dans la voie de la démocratisation inventive qu'appelle notre temps, d'avoir été un avocat infatigable et efficace de la cause de la paix et du désarmement ». Ils soulignent que, « s'il y a déjà des leçons à tirer de ce qui s'est passé à l'Est, c'est bien que tout retour au passé est inimaginable, toute tentative en ce sens désastreuse, et que la mesure doit enfin être prise de l'ampleur des renouvellements qui sont à opérer dans les modes de pensée et les objectifs, les structures et les méthodes de l'action communiste ».

(1) Outre M. Fiterman, les signataires sont MM. Guy Horman, Roger Maurin, Roland Favaro, Jean-Michel Catala, Lucien Stève, Anicet Le Pors, Jack Rallie, Marcel Trigon, Marcelin Berthelot, François Assol, Robert Montdargent, Paul Souffrin, Jean Tardito, Jacques Brunhes.

TENNIS : Internationaux d'Australie

Becker éliminé par « Big Mac »

John McEnroe avait quitté les Internationaux d'Australie 1990 pitoyablement, disqualifié pour ses écarts de conduite sur le court. Absent l'an passé, « Big Mac » a effectué un retour flamboyant dans le tournoi australien en éliminant, en seizèmes de finale, le tenant du titre, l'Allemand Boris Becker, vendredi 17 janvier à Melbourne.

Dans chacune des trois manches, un McEnroe très concentré, aux coups d'une grande précision, a ravi rapidement le service de Becker. A chaque fois, il s'est perdu cet avantage avant de refaire le break pour s'imposer finalement 6-4, 6-3, 7-5 sur un Central de Fin-

dans Park bondé. McEnroe, qui aura trente-trois ans en février, avait perdu ses six derniers matches contre l'Allemand, qui a concédé une défaite lourde de conséquences puisqu'elle devrait lui valoir de chuter aux alentours de la septième place mondiale.

« Il y avait longtemps que je n'avais pu développer mon jeu contre Boris », reconnaissait l'Américain. McEnroe se heurte maintenant à l'Espagnol Emilio Sanchez (n° 13), récent vainqueur du tournoi de Sydney, qui a battu en trois manches le Néerlandais Michiel Schapers. - (AFP)

SOMMAIRE

DATES

Il y a cinquante ans, Heydrich annonce la « solution finale »..... 2

ÉTRANGER

Le sort des Républiques de l'ex-Yugoslavie..... 3

Allemagne : l'anniversaire de la conférence de Wannsee..... 3

Un attentat de l'IRA en Irlande du Nord fait sept morts..... 4

Incidents entre partisans et adversaires de M. Gamsakhouria..... 4

Prières sous haute surveillance en Algérie..... 5

Brazil : le président Collor de Mello doit faire face à des difficultés croissantes..... 6

Début de la campagne électorale aux Etats-Unis : la guerre du Golfe n'est plus un atout pour M. Bush..... 6

POLITIQUE

La préparation des élections régionales et cantonales : MM. Chirac et Giscard d'Estaing aux commandes du MNE..... 7

Un entretien avec M. Antoine Casanova, responsable du secteur des intellectuels au PCF..... 7

Livres politiques : « L'Etat saisi dans ses contradictions », par André Laurens..... 7

Un colloque sur l'Etat des anciens de l'ENA..... 8

HEURES LOCALES

• Les vigilants de Caudéran
• L'ordinateur dans les campagnes • Un tour de France des régions : Basse-Normandie, le sort dans le siècle ; Vitrine nucléaire
• La lecture, outil du développement • Autoroutes intelligentes dans la région lyonnaise..... 9 à 12

SOCIÉTÉ

Justice : acquittement de Georges Laugier..... 13

Médecine : le second sauvetage de la clinique psychiatrique de La Borde..... 13

Des propositions pour stimuler la recherche dans les industries alimentaires..... 13

Les Etats généraux pour le respect du droit à la contraception et à l'avortement..... 14

CULTURE

Mode : Givenchy, quarante ans de créations au Palais Galliera..... 15

Musiques : Erato passe sous le contrôle de l'américain Time Warner..... 15

Le constructeur automobile japonais Nissan va accroître sa production en Grande-Bretagne..... 17

Revue des valeurs..... 18

Crédits, changes, grands marchés..... 19

Services

Abonnements..... 2

Carnet..... 8

Météorologie..... 8

Mots croisés..... 14

Télévision..... 14

Spectacles..... 16

Le télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 18 janvier 1992 a été tiré à 492 795 exemplaires.